



Le Monde

# idées

## EMPLOI

### Pour un prélèvement européen antichômage

par J.-M. PUEL (\*)

L'EUROPE a été l'occasion d'amplifier les relations économiques existant entre pays membres : par un développement des échanges, l'Europe a permis la rationalisation des techniques, le transfert des technologies et l'amélioration de la productivité en proposant aux entreprises un marché plus large. S'il faut conserver et même intensifier ces phénomènes de coopération, il convient de veiller aux distorsions qui résultent de l'application du jeu communautaire. Le développement, en effet, ne peut se faire que dans l'harmonie. Si, en revanche, il apparaît dans les relations entre pays membres des inégalités qui se traduisent par des échanges commerciaux non équilibrés (balance commerciale négative, par exemple) et par un accroissement du chômage (cas de la sidérurgie française, où l'aggravation du chômage est liée à des décisions communautaires), les mesures nécessaires de correction doivent être mises en place.

Avant d'examiner les dispositions à adopter, garissant l'indépendance de chaque pays, voyons, au niveau de la France, la nature et le volume des distorsions actuelles. Pendant les années 1973 et 1974, le solde net des échanges commerciaux de la France avec les autres pays de la Communauté économique européenne était légèrement déficitaire ; il atteignait les 2 milliards de francs, ce qui était supportable au niveau de la France qui bénéficiait, par ailleurs, de l'effet de développement dont nous avons parlé plus haut : à cette époque, les personnes en chômage représentaient 1,9 % à 2 % de la population active française. Entre 1974 et 1978, la France s'est heurtée aux problèmes économiques que nous connaissons bien. D'une manière générale, tous ces maux ont été imputés à la crise pétrolière, ce qui a permis de ne pas évoquer les véritables problèmes de fond. Pendant cette période, le déficit de notre balance commerciale dans les échanges communautaires a été porté à 19 milliards de francs, et le taux de chômage est passé à 5,7 %, mettant bien en évidence la corrélation existant entre la situation du commerce extérieur et le niveau de l'emploi.

Lorsque le président de la République déclare que « ce sont les consommateurs allemands, italiens et luxembourgeois qui assurent l'emploi dans nos usines », il souligne ce phénomène de corrélation. En effet, c'est par l'exportation que nous pourrions résoudre une part importante du problème du chômage. Le jour où cette exportation ne sera plus possible, nos travailleurs risquent de devoir s'exporter, comme ont dû le faire

ceux de nombreux pays de la couronne méditerranéenne et les populations oubliées de certaines régions françaises. Or le problème économique actuel de la France dans l'Europe est que nous consommons plus de marchandises et de services produits par nos partenaires que nous ne leur en fournissons ; d'où notre déficit commercial européen. L'existence d'une politique marquant de fermeté et recherchant dans l'Europe le moyen d'évacuer les problèmes intérieurs ne peut que contribuer au renforcement de ce déséquilibre.

Changer de politique et assurer une meilleure défense des intérêts de la France dans l'Europe constituent une nécessité pour notre pays. Si l'usage fait de l'Europe ne justifie pas aujourd'hui l'application de mesures de contrôle douanier ; contigentement, taxation... (les montants compensatoires ne sont-ils pas cependant une mesure de taxation ?), il devient nécessaire de prendre en considération les principes de justice et de corresponsabilité.

Un pays qui obtient une balance commerciale nettement excédentaire au regard des autres pays européens et qui fait donc prendre en charge par ses partenaires une part importante de son chômage doit dédommager les victimes de cette distorsion, c'est-à-dire les chômeurs des pays à balance commerciale déficitaire.

Ce prélèvement serait annuel, mis à la charge des pays excédentaires et reversé aux caisses de chômage des pays déficitaires. Il pourrait atteindre 100 % de l'excédent annuel, il ne s'agirait ni plus ni moins que du versement d'un montant compensatoire inversé, c'est-à-dire prélevé, non en faveur des pays à devises fortes, mais des pays victimes du chômage par le jeu des mécanismes européens.

Dans les pays redevables, l'imputation budgétaire de ce prélèvement serait laissée au libre choix de chacun pour ne pas interférer dans les décisions internes. On peut simplement indiquer que ceux-ci pourraient choisir entre plusieurs formules et notamment :

— Prise en compte par le consommateur (ce prélèvement étant en fait la contrepartie de l'avantage lié au caractère exportateur de l'économie) ;

— Prise en compte par la population active sous forme de cotisations sociales (ce point compenserait l'avantage retiré de la diminution du chômage. Le jour où cette exportation ne sera plus possible, nos travailleurs risquent de devoir s'exporter, comme ont dû le faire

nation du chômage dans le pays) ;

— Prise en compte par les secteurs économiques exportateurs sous forme de prélèvement parafiscal. (Ne vaudrait-il pas mieux pour ces secteurs contribuer au dédommagement du chômage européen plutôt que de se voir placés devant de nouvelles barrières douanières ?).

Au niveau des pays bénéficiaires, il ne s'agirait que d'une mesure de réajustement des échanges européens ne nuisant nullement à l'indépendance nationale, puisque ces pays ne feraient qu'exercer un droit de défense des intérêts nationaux. L'affectation du produit en faveur du chômage pourrait revêtir plusieurs aspects :

— Soit dédommagement direct des chômeurs par l'intermédiaire des caisses de chômage ;

— Soit dédommagement indirect par la relance d'investissements créateurs d'emplois, ce qui, à terme, aurait un caractère plus bénéfique au niveau de l'économie nationale.

Il est indispensable d'assurer la mise en place d'un mécanisme de ce type sur le plan européen avant que des distorsions graves n'apparaissent, distorsions qui ne pourraient provoquer qu'un rapatriement des participants derrière leurs frontières, et donc un recul de l'esprit européen.

### Réplique à... René Lourau

M. Jacques Baudouin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi, nous écrit :

Dans le numéro du Monde daté 29 juin, un maître de conférences de sociologie, M. René Lourau, a publié un article intitulé « Le chômage comme instrument d'analyse », qui appellerait maintes réserves.

En matière de formation professionnelle, M. Lourau estime que « ce nom de la formation, en fait de la formation, occupationnelle... La crise de l'emploi montre actuellement que ce qui permet d'obtenir un emploi, ce n'est pas d'abord une éventuelle qualification ».

En réalité, les faits prouvent, tout au contraire, que, comme le simple bon sens l'aurait laissé prévoir, un bon niveau de qualification, c'est-à-dire la justification de l'aptitude à tenir un emploi exigeant de la maîtrise technique et de l'expérience professionnelle permet, aujourd'hui comme hier, un reclassement dans un délai moins long que ceux qui en sont dépourvus.

En mars 1978, l'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE s'élevait à 247 jours pour les manœuvres contre 304 jours pour les ouvriers spécialisés et 178 jours pour les ouvriers qualifiés.

En mars 1978, cette même ancienneté atteignait 284 jours pour les manœuvres, 264 jours pour les ouvriers spécialisés et 209 jours pour les ouvriers qualifiés.

Aucun taux pris isolément ne constitue, certes, un indicateur absolu, mais d'autres éléments statistiques corroborent ceux qui sont tirés des différenciations dans la durée moyenne du chômage.

Si l'on considère la proportion des jeunes demandeurs d'emploi à leur sortie du système éducatif, on constate qu'elle représente 35 % environ pour ceux qui ont quitté les classes pratiques et professionnelles, 25 % pour les élèves qui ont abandonné leurs études en cours de C.A.P. ou de B.E.P. ou qui n'ont pas obtenu ces diplômes, et 18 % pour les titulaires de ces mêmes diplômes.

Aussi bien les stages de « mise à niveau », organisés à l'initiative de l'Agence pour parfaire le niveau de qualification de certains demandeurs d'emploi, pour tant souvent inscrits à l'Agence depuis de nombreux mois, permettent-ils, dans 85 % des cas, de leur faire retrouver un emploi, à la fin de leur stage.

L'avantage relatif que peuvent retirer les personnes qui ont acquis ou qui poursuivent une for-

mation débouchant sur une véritable qualification est donc net, dans la plupart des cas.

M. Valentin Trounev, observateur de l'Agence de presse soviétique Novosti, nous écrit : « C'est avec une grande attention et un étonnement non moins grand que j'ai lu dans votre journal un article intitulé : « Le chômage comme instrument d'analyse ».

Avec attention parce que je considère le problème du travail, et notamment celui de l'emploi, comme ayant une importance capitale. L'homme a-t-il un emploi ou non ? Comment et pour quoi travaille-t-il ? C'est cela qui détermine, en priorité, s'il est satisfait de sa vie ; c'est de cela que dépendent son bien-être, son bonheur enfin.

Avec étonnement, parce que l'auteur m'a appris l'existence d'un impérialisme soviétique responsable des maux de la société française. Au même titre que les impérialismes américain et chinois. A mon avis, l'impérialisme est un, et il ne peut pas y en avoir d'autres, car c'est un stade déterminé de développement de la société capitaliste, ou de la libre entreprise, comme on l'appelle chez vous.

Cela ne se borne pas, bien entendu, aux différences linguistiques ou terminologiques. En qualifiant l'impérialisme de soviétique, M. Lourau rejette sur l'U.R.S.S. la responsabilité du chômage en France. On peut très bien comprendre et même expliquer sa tentative : on a souvent tendance à accuser les autres de ses propres maux. Mais une telle affirmation contredit des faits connus : l'U.R.S.S. a été et reste un exportateur de la stabilité économique et non pas un fauteur de chômage et de banqueroutes. Plus d'un million de travailleurs, dans les pays capitalistes et industrialisés, ont un emploi grâce aux commandes soviétiques. La complexité des relations économiques rend les calculs difficiles. Je ne peux aller que des chiffres incomplets : ce sujet, aux Etats-Unis, la réalisation de projets communs soviéto-américains a permis de créer au minimum 800 000 nouveaux emplois. Quant aux relations commerciales et économiques entre l'U.R.S.S. et la France, la réalisation des commandes soviétiques garantit, par exemple, du travail à 10 % des travailleurs français employés dans les constructions mécaniques.

## Des livres Seuil pour tous les temps

**Raymond Jean**  
**La singularité d'être communiste**  
Un livre qui n'esquive aucune des questions que posent aux esprits libres les diverses tentatives d'incarnation du rêve socialiste.  
G. Mamy / Le Nouvel Observateur  
176 pages

**Jacques Brière**  
**Vive la crise !**  
Crise de la société  
Crise du PCF  
Une crise qui touche les langages comme les organisations ou les actions politiques.  
192 pages

**Gérard Belloin**  
**Nos rêves camarades**  
Un "permanent" du PC analyse les raisons évidentes ou cachées de son engagement.  
192 pages

Collection J'écris ton nom... liberté dirigée par Antoine Spire

## FEUILLETON

### ATAR-GULL

#### LIVRE CINQUIÈME

#### CHAPITRE II

#### LES EMPOISONNEURS (1)

L'esclave Atar-Gull vint une haine terrible à Brulart, le pirate qui l'a vendu, et à M. Wil, le colon qui l'a acheté et a fait pendre son père en l'accusant faussement de vol. Pour réaliser sa vengeance, il décide de devenir le serviteur favori de M. Wil. Une nuit, il sort mystérieusement de la maison.

Il était nuit, on n'entendait que le bruissement des longues flèches des palmiers balancés par la brise du soir, les cris aigus des anolis ou le chant plaintif des ramiers et des jerrys.

Atar-Gull gravissait péniblement les rochers à pic qui formaient la base de la Soufrière, montagne située vers le nord-ouest de la Jamaïque.

Une fois, épuisé de fatigue, glissant sur la pente rapide d'un ravin, cherchant un point d'appui et croyant voir se balancer près de lui un de ces beaux cactus aux fleurs rouges et bleues, il le saluta, haletant... mais, tout à coup, il le rejeta avec horreur ce corps froid et visqueux... c'était un long serpent qui se jouait au clair de lune.

Atar-Gull roula alors et bondit sur la roche, mais dans sa chute il rencontra une large touffe de raquettes fortes et épaisses, s'y cramponna, aperçut un sentier à dix pieds au-dessous de lui, se laissa glisser, tomba, et reconnut un chemin qui devait le mener plus directement au sommet de la montagne. Enfin, après des efforts inouïs, Atar-Gull, essouffé, sanglant, arriva.

Elle était dans cet endroit, couverte de palmiers, d'aloès, de bananiers qui n'avaient pas encore été mutilés par le fer, et dont la végétation forte et vigoureuse était si serrée que le nègre n'aurait jamais pu pénétrer à travers ces milliers de plantes qui se croisaient et s'entrechevaient en tous sens, s'il n'avait eu l'aide de son bon couteau.

Et comme il commençait à apercevoir, au loin

une lueur rougeâtre qui éclairait les hautes, il se prit à sourire d'une étrange façon, s'arrêta, remit son couteau à sa ceinture, et prit l'oreille.

Atar-Gull se trouvait dans une espèce de chemin frayé : il le suivit assez longtemps, écoutant toujours avec attention.

Il distinguait bientôt un chant bizarre et solennel, mais faible et lointain. Il doubla le pas.

Tout à coup on cessa de chanter, il se fit un moment de silence.

Puis on entendit comme des cris d'enfant, d'abord horriblement aigus, ensuite mourants et convulsifs.

Et le chant bizarre et solennel devenait de plus en plus éclatant, et Atar-Gull courait toujours vers la lueur rougeâtre qui teignait de pourpre une partie des arbres gigantesques de la forêt, tandis que les autres se dessinaient noirs sur ce fond enflammé.

Le nègre arriva enfin, se fit reconnaître à un signe mystérieux qui consistait à se mordre les deux index, tandis que le petit doigt de chaque main revenait se poser sur le coin de l'œil.

Il s'assit à sa place, attendit son tour et regarda.

Au milieu d'une vaste clairière étaient rassemblés une assez grande quantité de nègres, tous accroupis, les bras croisés, les yeux ardemment fixés sur trois Noirs qui entouraient une cuve d'alambic posée sur un brazier ardent.

Auprès, posée au bout d'un long roseau, était une tête fraîche et saignante.

C'était la tête du fils de Cham, du nègre qu'Atar-Gull avait remplacé dans les bonnes grâces du colon, depuis que la perte de son enfant lui avait fait si cruellement oublier ses devoirs.

Le reste du jeune négroïde bouillait dans la chaudière.

Car, outre deux pintades blanches, cinq têtes de serpents mâles, trois vertes palmistes, un ramier noir, un bon nombre de plantes vénéneuses, pour que le philtre fût complet, il avait bien fallu se procurer le corps d'un enfant de cinq ans, ni plus ni moins, cinq ans juste.

Aussi les empoisonneurs s'étaient-ils emparés du pauvre petit un jour qu'il était, au coucher du soleil, il poursuivait de belles perruches bleues sur les bords déserts du lac Salé.

Le front était presque caché sous des cheveux blancs et crépus.

Mort et ruine sur l'habitation de l'ense Nelson, mort sur les bestiaux, ruine sur les récoltes et les bâtiments.

Mais on dit que le colon Wil est humain pour ses Noirs. Songez, mon fils, que les empoisonneurs sont justes dans leurs vengeances.

Ainsi, mon père, dit Atar-Gull, qui avait prévu l'espèce d'intégrité sauvage qui a de tout temps présidé à ces terribles associations du faible contre le fort, depuis les chrétiens jusqu'aux carbonari ; aussi, mon père, je ne demande pas mort sur ses habitants. Le maître est bon, nos cases sont saines et propres, les fruits de nos jardins sont à nous, et jamais on ne sépare nos femmes de leurs enfants avant qu'ils aient atteint leur douzième année.

Quant aux foudres du commandeur, dit Atar-Gull avec son sourire, nos enfants s'en servent pour retourner les tortues sur la grève, et vingt d'entre nous ont refusé l'affranchissement pour rester avec un aussi bon maître.

Que veux-tu donc, alors ? dit le vieux nègre avec impatience.

— M'y voyez, mon digne père : le planteur Wil est riche ; maintenant il veut, dit-on, retourner en Europe, alors l'habitation sera peut-être achetée par un mauvais Blanc, qui ferait remettre des landiers neiges au foudre du boussole ; aussi les Noirs de l'ense de Nelson m'envoient vers toi pour demander de frapper notre bon maître dans ses récoltes et ses bestiaux, afin de le ruiner assez, ce bon maître, pour qu'il ne puisse quitter l'île et que nous le conservions encore longtemps, ce maître chéri.

Il y avait dans tout cela une conséquence logique, Atar-Gull jouait prudemment son rôle ; car, même au milieu des ennemis les plus acharnés des Blancs, il pouvait se glisser un espion, un traître. En attendant de cette façon la terrible et sûre vengeance des empoisonneurs sur son maître, Atar-Gull se réservait encore un moyen de défense auprès du colon ; il pouvait trouver une excuse dans son attachement sauvage et égoïste, il est vrai, mais qui, après tout, prouvait sa violence même par l'étrangeté des moyens qu'il employait ; c'est encore pour cela qu'il ne pouvait y avoir de ressentiment personnel.

Alors le vieux nègre poussa un cri singulier que ses deux compagnons répétèrent avec recueillement ; il s'écria :

« Comme rien n'est aussi rare qu'un bon Blanc, qu'un bon maître, et que nos frères sont exposés,

par le départ du colon Wil, à voir remplacer cet homme humain par un homme cruel, nous consentons à envoyer la ruine et la mort sur ses habitations et ses bestiaux, pour l'empêcher de quitter la colonie ; les bons atouts sont trop rares, on doit à tout prix les garder. »

Fuis ! Il fit agaciller Atar-Gull et lui dit : « Jures-tu, par la lune qui nous éclaire, par le sein de ta mère et les yeux de ton père, de garder le silence sur ce que tu as vu ? »

— Je le jure.

— Sais-tu qu'à la moindre révélation tu tombes sous le couteau des fils du Môme-aux-Loupes ?

— Je le sais.

— T'engages-tu par serment à servir la haine de tes frères, même sur ta femme et tes enfants, s'il fallait en arriver là, pour se venger plus sûrement d'un colon injuste et cruel ?

— Va donc, et que justice soit faite.

Alors, un des deux nègres qui étaient auprès du vieillard alla chercher plusieurs paquets de plantes vénéneuses d'un effet sûr et rapide.

Le nègre les trempa dans la chaudière, les retira aussitôt et les remit à Atar-Gull en lui expliquant leurs propriétés.

Fuis, trempant un roseau dans la chaudière, il le étiquetta aux yeux, au front et à la poitrine, en lui disant :

« Grâce à ce charme, l'effet de tes poisons est sûr... Adieu, fils, Justice et force ! Nous t'aidons, et le bon maître sera ruiné. »

— Justice et force !, dirent les nègres en chœur.

— Justice et force », dirent les nègres en chœur. Alors, le brasier ne jeta plus qu'une lueur pâle et incertaine. Les nègres se séparèrent en se donnant rendez-vous à dix-sept jours de là, et Atar-Gull regagna l'habitation du bonhomme Wil.

EUGÈNE SUE.  
(A suivre.)

(1) Il existait encore en 1822, dans toutes les Antilles françaises et anglaises, la secte des empoisonneurs : cette espèce de tribunal secret, composé de nègres marrons, s'assemblait à l'époque dans des retraites inaccessibles, connues seulement des esclaves de l'île. Là, chaque Noir apportait son sujet de plainte, déduisait ses motifs de vengeance, et après avoir prêté le serment nécessaire, on lui donnait le poison dont il pouvait avoir besoin pour détruire les bestiaux ou les Blancs.

Les derniers empoisonneurs furent suppliciés à la Guadeloupe en 1823. Les détails qu'on va lire, tels qu'ils furent racontés, sont en partie tirés des procès-verbaux, révélations ou actes d'accusation déposés au greffe de Saint-Pierre (Martinique).

Le Monde

ÉTATS-UNIS

Le vote noir

Le vote noir est un sujet qui a toujours été d'actualité. Dans les années 1960, le mouvement des droits civiques a mis en lumière les injustices subies par les Noirs américains. Depuis, le rôle du vote noir dans la politique américaine a évolué. Les Noirs ont gagné en visibilité et en influence, mais des défis restent à relever pour assurer une véritable égalité de traitement et de droits.

Le vote noir est un sujet qui a toujours été d'actualité. Dans les années 1960, le mouvement des droits civiques a mis en lumière les injustices subies par les Noirs américains. Depuis, le rôle du vote noir dans la politique américaine a évolué. Les Noirs ont gagné en visibilité et en influence, mais des défis restent à relever pour assurer une véritable égalité de traitement et de droits.

**Des livres**

**Le défi terroriste**  
de Robert Solé  
L'histoire d'un homme qui a vécu avec les terroristes pendant des années.

**Le défi terroriste**  
de Robert Solé  
L'histoire d'un homme qui a vécu avec les terroristes pendant des années.

هكذا من الأصل



# Le Monde

# étranger

## ÉTATS-UNIS

### Le « vote noir » commence à préoccuper M. Carter

Prendant la parole, lundi 23 juillet, à Chicago, au congrès de la Ligue nationale urbaine, une des plus anciennes organisations noires américaines, le secrétaire d'Etat, M. Vance, a pris la défense de la politique de l'administration Carter dans la terre-monde. Il a répondu aux critiques, selon lesquelles, dans des pays tels que l'Iran, la Rhodesie et le Nicaragua, les États-Unis ont favorisé les extrémistes, abandonné leurs anciens alliés et fomenté des troubles. Il a, d'autre part, affirmé : « L'usage de la force militaire n'est pas et ne peut consti-

tuer une réponse satisfaisante des États-Unis aux problèmes politiques des autres nations. Mais, nous devons être prêts et nous le sommes, à agir lorsque nos intérêts vitaux ou ceux de nos amis et alliés sont menacés de l'extérieur. »

Plusieurs autres personnalités politiques, parmi lesquelles le sénateur Kennedy, ont prononcé des allocutions à Chicago, ce qui illustre l'importance du vote noir dans la perspective de l'élection présidentielle de 1980.

#### De notre correspondante

Washington. — S'adressant au 69<sup>e</sup> congrès de la Ligue nationale urbaine, son président, M. Vernon Jordan, a déclaré, dimanche 22 juillet, à Chicago qu'il était prématuré pour les électeurs noirs de choisir dès maintenant leur candidat à l'élection présidentielle. « Le vote noir n'est dans la poche de personne », a dit M. Jordan. Il sera gagné par celui qui aura la volonté affirmée de mener à bien la politique qu'attendent la population noire. La grande honte de ce pays est de se trouver en 1980 devant le même problème crucial qu'en 1870 : celui de l'égalité raciale. M. Jordan a cité les chapitres d'un « programme noir » pour les années 80 : plein emploi, égalité des chances, professionnalisme, revenu minimum garanti, promotion des jeunes, plan de santé et de logement. M. Jordan a aussi proposé la création d'une « coalition des électeurs noirs et hispano-américains ».

Mme Rosalynn Carter a prononcé un discours dans lequel elle s'est déclarée convaincue que son mari était l'homme qui convenait à la situation difficile que traversait le pays. Mais plusieurs commentateurs ont mal accueilli la façon dont Mme Carter a souligné la réussite d'un certain nombre de personnalités noires, comme Mme Patricia Harris, nouveau ministre de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, au lieu d'évoquer la situation économique dramatique que connaît la majorité de la population de couleur. « C'est encore un bel exemple de l'insouciance de l'administration Carter », a fait remarquer un des participants à un journaliste du Washington Post.

Un peu plus tard, le sénateur Kennedy a pris à son tour la parole devant le congrès de la Ligue urbaine pour exposer son plan de développement de l'énergie.

Le vote noir commence à préoccuper sérieusement l'entourage présidentiel. En 1976, les électeurs de couleur étaient passés de 82 % pour l'homme de Plains, mais il y a eu de chances qu'ils apportent le même soutien au second mandat de M. Carter. Vingt-cinq ans après l'arrêt de la Cour suprême qui a mis fin à la ségrégation scolaire, quinze ans après les grandes manifestations pour les droits civiques, les vingt-trois millions de Noirs américains ne parlent pas de la même voix.

Plusieurs grands dirigeants ont disparu. Martin Luther King, l'homme d'Eglise, et Philip Randolph, le syndicaliste, sont morts. M. Eldridge Cleaver, après s'être lancé quelque temps dans le prêt-à-porter, est devenu militant chrétien. M. Ray Brown est devenu musulman et épiscopat à Atlanta. Il ont été remplacés par des personnalités plus modérées comme M. Vernon Jordan ou M. Benjamin Hooks, directeur de l'Association nationale pour le

progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.), une des plus anciennes et des plus importantes organisations noires.

À l'heure des manifestations pour les droits civiques, la Ligue urbaine et la N.A.A.C.P. étaient considérées comme des associations d'« oncles Tom », de Noirs qui « collaboraient » avec les Blancs honnêtes. Aujourd'hui, elles ont retrouvé leur lustre et leur puissance, mais envisagent moins que jamais de descendre dans la rue. Le révérend Jesse Jackson, président de l'organisation People United to Save Humanity, basée à Chicago, utilise encore le style agressif et populiste des droits civiques, mais son influence reste localisée. Nombre d'autres organisations ont disparu ou ont été affaiblies par des querelles internes.

Le militantisme noir a été aussi ébranlé par la naissance d'autres activistes : le Women's Lib, qui a obtenu de nouveaux droits pour les femmes, et surtout celui des Latino-Américains qui constituent, avec dix-neuf millions de personnes, la minorité la plus dynamique des États-Unis sur les plans économique et démographique.

#### D'égal à égal

La naissance d'une nouvelle bourgeoisie noire, au mode de vie très proche de son homologue blanche, contribue aussi à l'affaiblissement du militantisme de couleur. Rien qu'elle ne constitue encore qu'une toute petite minorité et qu'en général elle ne se désolidarise pas vraiment du reste de la population noire, cette nouvelle bourgeoisie tend à imiter le comportement de la classe moyenne et notamment à voter de plus en plus républicain.

Et pourtant, pour la masse de couleur, la situation ne s'arrange guère : la proportion des familles noires qui ont un revenu annuel de 24 000 dollars est passée de 12 %, en 1972, à 9 % en 1976. En 1978, le chômage noir était 2,3 fois plus élevé que le chômage blanc. Selon une étude du ministère du logement publiée le 20 juillet, les Noirs qui cherchent à se loger ont 48 % de chances de se heurter à des difficultés dues au racisme. Cette statistique qui prouve que la loi de 1968 sur la déségrégation du logement n'est pas appliquée, a été tirée d'une enquête faite par trois cents volontaires blancs et noirs qui ont répondu aux annonces immobilières de quarante villes américaines.

Une polémique s'est développée ces jours-ci dans la presse pour savoir si l'anglais parlé par les Noirs dévalorisés, le « black english », devait être considéré comme une langue véritable et reconnue comme telle dans les

établissements d'enseignement, ou banni au risque d'empêcher la scolarisation des enfants qui ne parlent rien d'autre dans leur famille.

Si le Ku Klux Klan a beaucoup perdu de son audience, les incidents qui ont eu lieu ces dernières semaines dans le Mississippi, et dimanche 22 juillet encore dans l'Ohio, entre partisans du Grand Sorcier et militants noirs prouvent qu'il ne demande qu'à renaître de ses cendres. De son côté, le service du personnel de l'armée vient de faire part de sa préoccupation devant plusieurs incidents au cours desquels des militaires noirs ont été frappés par des blancs.

Il est vrai que le nombre des hauts fonctionnaires et des élus noirs s'accroît régulièrement : il y avait en 1967 trois cents élus noirs, il y en a actuellement plus de quatre mille. Des villes comme New York, Détroit, Atlanta, La Nouvelle-Orléans, ont des maires noirs. Pourtant, à Washington même, les organisations pour les droits civiques ont accusé récemment les propriétaires d'un certain nombre de restaurants et de bars de pratiquer à l'égard de leurs clients noirs de subtiles formes de discrimination raciale. Le problème du bûcher est loin d'être résolu, et est périodiquement porté devant les tribunaux.

Il ne sera pas facile à M. Carter de « répondre » le vote noir, malgré la présence dans son cabinet de deux représentants de la communauté de couleur. Mme Patricia Harris et, surtout, M. Young, l'ambassadeur aux Nations unies, qu'on peut difficilement qualifier d'« oncle Tom ». Plus encore que sur la communauté blanche, l'issue du combat contre la crise économique et énergétique pèsera sur les électeurs de couleur. Si le militantisme de leurs dirigeants s'est quelque peu éteint, la conscience de leur pouvoir politique est devenue beaucoup plus nette. M. Young aime ainsi à répéter « Les leaders noirs des années 60 viennent voir le président en quinquante ans, alors que, lorsque le Black Caucus (1) rencontra Jimmy Carter, c'est pour parler d'égal à égal ».

NICOLE BERNHEIM.

(1) Le groupe formé par les Noirs élus au Congrès.

Un chef indien de la réserve de Red Lake (Minnesota), M. Harry Hanson, a été condamné lundi 22 juillet à vingt ans de prison pour avoir dirigé une attaque, le 19 mai, contre le commissariat de police de la réserve, qui avait été détruit. Ce verdict survient après une semaine de tension, au cours desquels des coups de feu ont été échangés entre Indiens et policiers à Red Lake. Il n'y a pas eu de blessé... (A.F.P.)

## NICARAGUA

### La nouvelle direction est divisée entre modérés et révolutionnaires

(Suite de la première page.)

La radio appelle, depuis trois jours, ouvriers, employés et techniciens à reprendre le travail, et Managua a retrouvé, pendant la journée, son animation d'avant la guerre. Mais les partisans économiques non socialistes, qui pour la plupart ont déjà perdu une partie de leur actif dans les guerres, recherchent pour eux-mêmes du crédit à l'étranger et participent à l'effort de reconstruction, s'ils reprennent du nouveau régime des assurances que celui-ci n'est peut-être pas en mesure de leur donner.

#### L'ambiguïté du mot « révolution »

La réside la principale ambiguïté de la situation. Le mot révolution est abondamment utilisé, mais n'a pas nécessairement le même sens pour les différentes tendances du nouveau régime. Pour certains, il s'agit d'abord de reconstruire un pays plus juste que la corruption et le népotisme avaient paralysé. Pour d'autres, il s'agit de bâtir la société socialiste. La majorité des dirigeants du Front sandiniste adhèrent à une forme plus ou moins radicale de marxisme.

Certains sont plus tolérants ou pragmatiques que d'autres. Entre ceux qui ne se font pas d'illusions sur le niveau de conscience politique des masses et n'imaginent pas de devancer celles-ci de trop loin et ceux qui rêvent d'établir une structure socialiste partant de ce qui est possible, la divergence est évidente : ainsi dans l'agriculture, où distribution des terres et collectivisation peuvent être réalisés, mais où il n'y a pas de structure sociale, on est en présence de la divergence entre la bourgeoisie agraire dans le tiers-monde incitée à la prudence. D'autres, en revanche, parlent d'économie mixte et ne semblent pas gênés le moins du monde par le véritable annuaire de la bourgeoisie progressiste nicaraguayenne que constitue le nouveau gouvernement.

Ce gouvernement n'est-il qu'un prétexte habilement installé pour faire accepter sur le plan international le nouveau régime et attirer les capitaux nécessaires à la reconstruction ? Officiellement, l'entreprise privée sera encouragée. Il est difficile cependant de penser que les chefs du Front sandiniste comme M. T. Mas Borge, Jaime Weelock, Daniel Ortega, Morales Hassan, qui luttent depuis toujours pour une révolution socialiste, et ont perdu dans la bataille amis ou parents, se résignent à voir les prochaines élections (dont la date n'a pas été fixée) renforcer une bourgeoisie social-démocrate.

Ces hommes, qui sont les vrais maîtres du Nicaragua dans la mesure où ils contrôlent l'armée sandiniste et les comités de défense des citoyens en voie de constitution, souhaitent donner « tout le pouvoir au peuple », politiquement et économiquement. La bourgeoisie d'affaires au Nicaragua réalise de très larges bénéfices en partie grâce au sous-développement économique

et culturel des classes laborieuses. Il ne peut lui venir spontanément l'idée de faire passer l'intérêt de celles-ci avant les siens. Elle est évidemment prête, surtout dans la période actuelle, à bien des compromis. Mais si la marge d'initiatives et de profits se trouve, à ses yeux, trop diminuée, elle considérera que le système n'est plus viable et fera ses bagages. Le Nicaragua se trouverait alors dans la situation de Cuba après le départ de la majorité de ses citoyens membres des professions libérales, ingénieurs, techniciens, etc.

Les deux tendances du régime cherchent à cohabiter le mieux possible en profitant de la situation. Mais, particulièrement, les immenses richesses des Somozas pour créer un large secteur nationalisé à côté du secteur privé. Pourtant, leur philosophie diffère fondamentalement, et à moins que cette coexistence n'amène les uns et les autres à repenser leurs doctrines respectives et à trouver une troisième voie, que l'on a cherchée jusqu'à présent vainement ailleurs, cette contradiction devra se manifester un jour ou l'autre.

#### Un enjeu considérable

L'enjeu de la révolution nicaraguayenne est donc considérable. Les dirigeants en sont conscients. Mais ils conservent généralement devant les journalistes un optimisme souriant. Pour le moment, leur unité, au plus haut niveau, n'est pas parfaite. Ils sont divisés sur le point de savoir : « Notre seul objectif actuel, nous a dit l'un d'eux, c'est le développement économique du pays. » On ne constate pas à Managua ces tensions qui ont déchiré, il y a quelques semaines, la deuxième ville du pays, Leon, où la tendance G.P.P. (guerre populaire prolongée) et la tendance terroriste se disputaient au point qu'il a fallu envoyer une dizaine de responsables de la tendance « prolétarienne » répétés pour leur capacité d'organisation — pour calmer les passions. Cela n'exclut pas que, dans certains cas, le commandant de la place, comme à Matagalpa, par exemple, aille un peu trop vite, un peu trop loin. Mais depuis la capitale, l'état-major du Front organise progressivement le contrôle du pays.

En attendant, sur ces difficultés, viennent se greffer les problèmes causés par l'insécurité dans Managua, où des voitures armées de contre-révolutionnaires apparaissent brusquement à un carrefour, lâchent une rafale d'armes automatiques contre un poste de contrôle de mitrailleuses (ces postes servent principalement à rechercher les voitures volées, et sont tenus par des miliciens qui ont à peine vingt ans) et s'enfuient.

Ce ne sont pas des gardes nationaux, semble-t-il, mais plutôt des individus isolés qui possèdent dans leur maison un véritable arsenal. Les Nicaraguayens ont toujours aimé les armes à feu, mais depuis le début de la guerre civile, celles-ci se sont multipliées et, en un peu plus d'un an, la garde nationale (envi-

ron, douze mille personnes) a à peu près renouvelé son stock d'armes qui se trouve aujourd'hui dispersé dans tout le pays.

Le ministre de l'intérieur, M. Tomas Borge a fait savoir, par la radio, que toute personne commettant un acte de terrorisme ou de sabotage serait exécutée sur le champ. Celui qui est perçu comme l'homme à poigne du régime, et qui totalise sans doute parmi les chefs sandinistes le plus grand nombre d'années de prison et de tortures, s'est cependant engagé à la clémence. Dans une interview accordée à l'Agence France-Presse, il a indiqué qu'il n'y aurait pas d'exécution d'anciens gardes nationaux. À titre d'exemple, il a mentionné le cas d'un commandant de la garde qui venait d'être capturé et qui avait torturé jadis. Le commandant a eu la vie sauve et pourra rejoindre les autres gardes regroupés dans un camp, sous la protection de la Croix-Rouge internationale, où se trouvent maintenant deux mille huit cents personnes, en comptant les femmes et les enfants. Jusqu'à présent, le nouveau gouvernement n'a pas statué sur leur avenir, mais il est probable que ceux qui le désirent seront évacués par avion vers l'étranger.

ALAIN-MARIE CARRON.

## Colombie

### LE SORT

#### DE Mme DE FAIS BORDA

M. Maxime Haubert, maître-assistant de sociologie à l'université de Paris-I, nous signale le cas de Mme Cristina de Fals Borda, femme d'un sociologue brésilien de renommée internationale, détenue en Colombie, depuis janvier, sous l'accusation de collaboration avec le mouvement de guérilla M. 19.

Mme de Fals Borda est propriétaire d'une maison dont les locataires étaient membres du M. 19, et où des armes, dérobées dans un dépôt de l'armée à Bogotá, ont été retrouvées, mais aucune preuve n'a été apportée qu'elle ait entretenu une quelconque relation avec le M. 19.

## Le Monde

diplômes et documents

Numéro

de juillet-août-septembre

LA VIOLENCE

LE ZAIRE

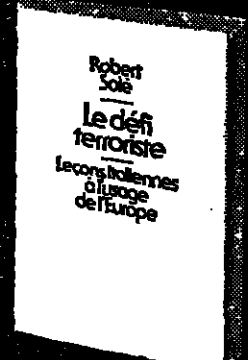
Le numéro : 3 F

Abonnement : 30 F

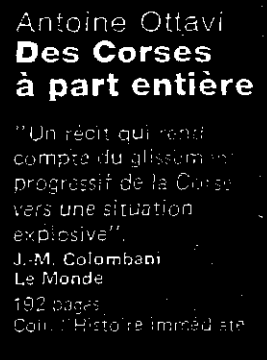
(tous numéros) : 30 F

# Des livres Seuil pour tous les temps

## 9 Politique



**Robert Solé**  
**Le défi terroriste**  
Leçons italiennes de l'usage de la violence.  
« Le meilleur livre publié à ce jour sur la peur en Italie ».  
B. Pivot / Lire  
288 pages  
Coll. « Histoire immédiate »



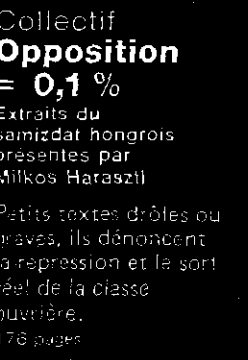
**Antoine Ottavio**  
**Des Corses à part entière**  
« Un récit qui rend compte du glissement progressif de la Corse vers une situation explosive ».  
J.-M. Colombani / Le Monde  
192 pages  
Coll. « Histoire immédiate »



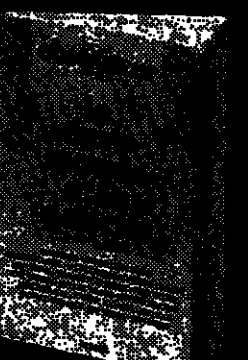
**Viet Tran**  
**Vietnam : j'ai choisi l'exil**  
« Des informations indispensables pour qui veut avoir une vision concrète du problème vietnamien ».  
J. de la Guérinière / Le Monde  
120 pages  
Coll. « Histoire immédiate »



**Claire Brière**  
**Pierre Blanchet**  
**Iran : la révolution au nom de Dieu**  
Suivi d'un entretien avec Michel Foucault.  
« Ce livre chahuté, entraînant, ému, pose les problèmes les plus graves avec une sorte de simplicité abrupte... »  
Jean Lacouture / Le Nouvel Observateur  
240 pages  
Coll. « Histoire immédiate »



**Collectif**  
**Opposition = 0,1 %**  
Extraits du samizdat hongrois présentés par Miklos Haraszti.  
Petits textes drôles ou graves, ils dénoncent la répression et le sort réel de la classe ouvrière.  
176 pages



**Le Nouvel Observateur**  
**présente :**  
**Le tiers monde et la gauche**  
Préface de Jean Daniel.  
Présentation d'André Burguière.  
Le bilan critique d'une expérience intellectuelle et morale qui mobilisa toute une génération.  
192 pages



**Adam Michnik**  
**L'Eglise et la gauche**  
Le dialogue polonais.  
L'un des plus courageux représentants de la gauche polonaise explique comment l'Eglise polonaise a posé les fondements d'une solide résistance au totalitarisme.  
224 pages  
Traduit du polonais



**Jean Ziegler**  
**Main basse sur l'Afrique**  
Un pamphlet anti-impérialiste qui donne par sa verve, son énergie et sa hauteur de vue.  
304 pages

## Demain : Littérature

## AFRIQUE

### Algérie

La visite de jeunes communistes français

#### M. Catala et la liberté de la presse

De notre correspondant

Alger. — Cinq cent trente membres des Jeunes communistes français, âgés selon le quotidien El Moudjahid de trente à trente ans, ont terminé dimanche 22 juillet un séjour de trois jours en Algérie. Ils étaient les invités de l'Union nationale de la jeunesse algérienne et du F.L.N. dans le cadre d'une semaine de solidarité des jeunes algériens et français. Ils ont participé à des ateliers de réflexion et de débat, ont visité le palais du président Boumedienne et le palais du président Chadli.

Cette visite répondait à celle de plusieurs centaines de jeunes Algériens à Marseille en 1977 (Le Monde du 5 octobre 1977).

Les militants du M.J.C.F. ont visité des nombreuses institutions sociales, industrielles et culturelles. Ils ont participé symboliquement à une « journée de volontariat » organisée à Bouira, près d'Alger, où ils ont planté des arbres et muni avec plus de joug de de savoir-faire quelques familles de la région. Ils ont aussi participé à la tombée du président Boumedienne.

Dressant le bilan de cette rencontre lors d'une conférence de presse donnée lundi matin dans la capitale, M. Catala, secrétaire du Mouvement de la jeunesse communiste, a été bon de s'en rendre compte. Les représentants de l'A.F.P. et du Monde, dont il a accusé de « boyottage » la même occasion, ont été très critiques. M. Catala a mis en doute l'objectivité de ces journaux.

Si l'on a eu boyottage, c'est bien celui que le M.J.C.F. a observé vis-à-vis des représentants de la presse française en poste à Alger. Ces derniers ont été totalement tenus à l'écart d'une visite qui les intéressait au premier chef et dont le programme ne leur avait pas été communiqué. Ils n'ont même pas été invités à la Soirée internationale d'amitié et de solidarité, samedi, à la Cité universitaire de toutes les villes de Ben-Akroun, sur les hauteurs d'Alger, au cours de laquelle les participants ont pu échanger les représentants de nombreux mouvements de libération, parmi lesquels le Front Polisario et le Mouvement national algérien.

En ce qui concerne le correspondant du Monde, il a été prévenu par un communiqué de presse d'une conférence de presse à Alger, mais n'a pas pu y assister. Après avoir tout fait pour éviter que les journalistes ne rencontrent les représentants de la presse, M. Catala a déclaré que la « bonne parole », et notamment la dénonciation des « boyottages », n'a pas été entendue. M. Catala a déclaré que la « bonne parole », et notamment la dénonciation des « boyottages », n'a pas été entendue.

En ce qui concerne le correspondant du Monde, il a été prévenu par un communiqué de presse d'une conférence de presse à Alger, mais n'a pas pu y assister. Après avoir tout fait pour éviter que les journalistes ne rencontrent les représentants de la presse, M. Catala a déclaré que la « bonne parole », et notamment la dénonciation des « boyottages », n'a pas été entendue.

En ce qui concerne le correspondant du Monde, il a été prévenu par un communiqué de presse d'une conférence de presse à Alger, mais n'a pas pu y assister. Après avoir tout fait pour éviter que les journalistes ne rencontrent les représentants de la presse, M. Catala a déclaré que la « bonne parole », et notamment la dénonciation des « boyottages », n'a pas été entendue.

## ASIE

MÉCONTENTE DES RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

### La Malaisie continuera à refouler les bateaux de réfugiés

La Malaisie refuse de lever son « cordon de sécurité » destiné à empêcher les réfugiés de la mer indo-chinoise de débarquer sur ses plages, car la conférence de Genève n'a apporté aucun changement notable dans la politique d'exclusion des réfugiés du Vietnam.

En ce qui concerne la Thaïlande, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a déclaré qu'il avait reçu l'assurance verbale du gouvernement de Bangkok que celui-ci ferait « tout son possible pour arrêter de renvoyer les réfugiés khmers au Cambodge ».

Néanmoins, la Thaïlande souhaite la convocation d'une nouvelle conférence internationale sur les réfugiés pour résoudre le problème « au fond », en tenant compte des causes « politiques » de l'exode, a déclaré lundi à Bangkok le chef de la délégation thaïlandaise à la conférence de Genève, le général Sittit Sirin, secrétaire du Conseil national de sécurité.

Selon lui, la conférence de Genève, si « elle n'a pas été décevante », ne s'est pas attaquée « aux racines mêmes du problème des réfugiés ». A Genève, a-t-il ajouté, on s'est surtout préoccupé des « boat people », alors que la Thaïlande a essentiellement affaire à des réfugiés de guerre du Cambodge.

Après avoir manifesté l'intérêt de son gouvernement pour la proposition des États-Unis de réunir le Conseil de sécurité de l'ONU sur la question des réfugiés indo-chinois, le général Sirin a estimé que « seule une solution politique » au Cambodge cessant le feu, retirant des troupes étrangères et gouvernement accepté par les différentes parties — était de nature à mettre un terme au drame des réfugiés.

D'autre part, le sous-secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires asiatiques, M. Robert Oakley, a réitéré lundi que le Vietnam avait accepté la présence temporaire d'un personnel consulaire américain sur son territoire pour procéder à l'examen des cas de Vietnamiens souhai-

tant être réunis à leurs familles déjà installées aux États-Unis. Une « source autorisée » vietnamienne à Hanoi a déclaré mardi à l'A.P. que cette information était « sans fondement ».

Il y a quelques mois, les États-Unis avaient transmis au Vietnam une liste de réfugiés vietnamiens prêts à accepter au titre de la réintégration des familles. Les autorités de Hanoi avaient, de leur côté, établi leur propre liste, comprenant surtout, d'après M. Oakley, des cas déjà résolus. Depuis, seulement vingt-neuf personnes figurent sur la liste américaine, ce qui a conduit les États-Unis à la question indo-chinoise, en raison de la menace qu'elle fait peser sur la sécurité du Sud-Est asiatique par l'afflux des réfugiés dans les États voisins de la péninsule des risques de déstabilisation dans ces pays et de la présence de quelque deux cent mille soldats vietnamiens au Cambodge. Mais il a ajouté que la position définitive américaine ne serait arrêtée qu'après de nouvelles consultations avec les États et les partenaires de Washington dans la région.

Pour sa part, le directeur du programme américain pour les réfugiés, M. Clark, s'est félicité des résultats acquis à Genève, affirmant que les objectifs des États-Unis et de M. Waldheim avaient été atteints. Selon lui, l'idée de la création d'un fonds spécial pour la réinsertion des réfugiés dans les pays du tiers-monde fait son chemin. Enfin, a-t-il précisé, les États-Unis ont

ordonné à un commandant de la VII<sup>e</sup> flotte du Pacifique de déployer quatre navires supplémentaires en mer de Chine méridionale et des avions de reconnaissance afin de surveiller un nombre accru de « réfugiés de la mer ».

La C.E.E. et l'Indochine. Par ailleurs, le débat sur l'attitude de la C.E.E. à l'égard du Vietnam reste ouvert jusqu'à nouvel ordre, indique notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître, dernier éditeur membre de la Communauté à Hanoi doit rester suspendue. L'aide alimentaire et financière accordée par le truchement du H.C.R. se trouvant dans les pays voisins de l'Indochine doit être sensiblement accrue. Telles sont les propositions que la Commission européenne a présentées lundi matin, s'agissant à son tour, aux ministres des affaires étrangères des Neuf réunis ce mardi à Bruxelles.

A propos du Vietnam, la Commission s'en tient à une ligne plutôt dure. Certes, elle se félicite des bonnes intentions manifestées par les autorités d'Hanoi à Genève, mais elle estime nécessaire que celle-ci se traduise par des mesures concrètes.

M. Chysson, commissaire chargé de la politique de développement, aurait préféré que la Commission indique clairement que l'aide alimentaire au Vietnam serait reprise dès qu'un accord satisfaisant serait conclu entre le H.C.R. et le gouvernement d'Hanoi. Ceux de ses collègues qui assistaient à la réunion ont pré-

senté le chef du gouvernement, « nous continuerons à refouler chaque bateau de réfugiés vers les eaux internationales ». Les garde-côtes malaisiens ont déjà refoulé plusieurs centaines d'embarcations transportant près de cinquante-cinq mille « boat-people ».

En ce qui concerne l'aide aux réfugiés se trouvant dans les pays voisins de l'Indochine, la Commission propose l'octroi au H.C.R. de 100 millions de francs français. Cette aide viendrait s'ajouter aux 800 millions de francs et 150 millions de dollars de l'année dernière, soit l'équivalent d'environ 18 millions d'unités de compte en 100 millions de francs français.

En outre, il est proposé d'allouer au H.C.R. 10 millions d'unités de compte (30 millions de francs) en espèces. Au début de l'année la Communauté a accordé au H.C.R. pour ses achats en faveur des réfugiés indochinois une aide de 5 millions d'unités de compte (15 millions de francs). Enfin, la Commission suggère aux gouvernements membres de donner leur accord de principe à une aide financière de 4 millions d'unités de compte (12 millions de francs) qui serait accordée au H.C.R. pour son action future au Cambodge. L'octroi de cette aide serait subordonnée à la conclusion d'un accord satisfaisant entre le H.C.R. et les autorités khmères.

ERRATUM. — Dans l'article de Jean de la Guérinière sur la fin de la conférence de Genève (Le Monde du 24 juillet), il fallait lire : « Pour pouvoir parler de succès de la conférence de Genève comme il l'a fait, il faut que M. Kurt Waldheim obtienne de la Thaïlande, de la Malaisie, et peut-être de l'Indochine (et non de l'Indochine) comme l'imprimeur par erreur, la promesse solennelle de ne plus refouler personne ».

### Nigéria

## Les élections générales préparent le retour des civils au pouvoir

Le parti national du Nigéria (N.P.N.) a remporté les élections à la Chambre des représentants qui se sont déroulées le 14 juillet. En gagnant 168 des 449 sièges, il devance le parti uni du Nigéria (U.P.N.), 111, le parti populaire du Nigéria (N.P.P.), 78, le parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.), 49, et le parti populaire du Grand-Nigéria (G.N.P.P.), 43.

Le samedi 7 juillet, les quarante-huit millions d'électeurs (dont 52 % de femmes) avaient désigné les quatre-vingt-quinze États de la Fédération. Le P.N.P. en était déjà sorti vainqueur avec 36 sièges, devançant l'U.P.N., 28, le N.R.P., 16, le G.N.P.P., 8, et le P.R.P., 7.

Ces deux scrutins qui seront suivis par l'élection de mille trois cent quarante-sept membres des Assemblées des États, des dix-neuf gouverneurs d'État, et le 11 août, de l'élection du président de la République, sont l'aboutissement d'un long processus qui doit permettre de rendre le pouvoir aux civils, le 1<sup>er</sup> octobre, après treize ans de régime militaire.

Le samedi 7 juillet, les quarante-huit millions d'électeurs (dont 52 % de femmes) avaient désigné les quatre-vingt-quinze États de la Fédération. Le P.N.P. en était déjà sorti vainqueur avec 36 sièges, devançant l'U.P.N., 28, le N.R.P., 16, le G.N.P.P., 8, et le P.R.P., 7.

Ces deux scrutins qui seront suivis par l'élection de mille trois cent quarante-sept membres des Assemblées des États, des dix-neuf gouverneurs d'État, et le 11 août, de l'élection du président de la République, sont l'aboutissement d'un long processus qui doit permettre de rendre le pouvoir aux civils, le 1<sup>er</sup> octobre, après treize ans de régime militaire.

Le samedi 7 juillet, les quarante-huit millions d'électeurs (dont 52 % de femmes) avaient désigné les quatre-vingt-quinze États de la Fédération. Le P.N.P. en était déjà sorti vainqueur avec 36 sièges, devançant l'U.P.N., 28, le N.R.P., 16, le G.N.P.P., 8, et le P.R.P., 7.

### Quel avenir pour l'O.U.A. ?

Encore plus que par le passé, le sommet de l'O.U.A. aura été, cette année, l'expression d'ambitions. Celle du président Nyerere, auquel on aura reproché, à Monrovia, d'avoir débarrassé la tribune du panafricanisme de la bien mauvaise publicité que lui faisait le maréchal Amin. Celle de son protégé ougandais, M. Bhabha, « censuré » pour avoir évoqué les méthodes sanglantes de Guinée Equatoriale et de Centrafrique. Celle du Maroc, à la diplomatie sans doute indolente, mais qui s'est vu placé en quarantaine, au mépris d'une coutume inviolée, quand il le fut, pour défendre des causes aussi ambiguës. Celle des Togo, qui n'ont pu, ni l'ont, ni se faire représenter sans que ce précédent ne se gène autrement.

Il y aura eu, bien sûr, la satisfaction du président Sadate de trouver, auprès de l'Afrique noire, une oreille plus sensible à ses arguments que celle des capitales arabes. Mais que dire de la discrétion à propos des massacres d'écouliers en Centrafrique ? Une mission d'enquête africaine avait été envoyée à Bangui. Ses conclusions ont été remises aux chefs d'État de l'O.U.A. — mais on ne voit pas de la publier. Ce silence est plutôt ambigu. Car il laisse à penser que l'organisation qui n'a jamais pu devenir un arbitre et dont le rôle modérateur risque, de plus en plus, d'être non seulement contesté mais négligé par ses propres membres ? La fête annuelle du panafricanisme, issue d'un élan généreux, menace de se morfondre dans la grisaille et par la désaffection de ceux-là mêmes qui sont — ou pourraient être — les plus chauds partisans d'une solidarité interafricaine.

Deux hommes, qui sont à la tête des deux partis considérés comme

en public par quelques impudents contributeurs, en fin de compte, à servir la cause du panafricanisme.

De l'accusation d'être un « cartel de chefs d'État », l'O.U.A. s'est défendue, à Monrovia, en condamnant, à l'unanimité, l'apartheid, le régime « illégal » de Salisbury et ses alliés plus ou moins avoués. Mais personne n'a dit mot de ces États africains qui commencent, presque ouvertement, avec Pretoria ou la Zimbabwe-Rhodesie. Quant au grand débat économique souhaité par M. Kodjo, secrétaire général de l'Organisation, il s'est encore perdu dans les méandres de querelles interafricaines de plus en plus virulentes au fil des années.

Les partisans du « machin » dénoncé par les Marocains — lesquels n'ont jamais rien fait, il est vrai, pour en relever le prestige — pourront se féliciter d'avoir encore évité le pire. Mais quel peut être l'avenir d'une organisation qui n'a jamais pu devenir un arbitre et dont le rôle modérateur risque, de plus en plus, d'être non seulement contesté mais négligé par ses propres membres ? La fête annuelle du panafricanisme, issue d'un élan généreux, menace de se morfondre dans la grisaille et par la désaffection de ceux-là mêmes qui sont — ou pourraient être — les plus chauds partisans d'une solidarité interafricaine.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### CORRESPONDANCE

#### « Sauverons l'image du réfugié »

M. Do Manh Tri, enseignant, et Kien Van Con, ingénieur, nous écrivent :

Nous sommes quelques catholiques vietnamiens à Paris qui avons soutenu la cause de la révolution et de l'indépendance de notre peuple alors que l'ensemble des catholiques vietnamiens était pour le moins hésitant. Au début de la guerre, alors que les Américains commençaient à bombarder le Nord, nous avons rédigé le devoir de faire entendre notre modeste voix devant le drame des réfugiés dans cette lettre collective appuyée par des amis francophones appartenant au milieu universitaire et de la recherche.

Cette motion, signée par quatre-vingt-cinq professeurs, ingénieurs, chercheurs ou magistrats, étudiants, etc., affirme notamment :

L'opinion mondiale retrouve comme dans un cauchemar l'effrayante image du réfugié, abandonnant tout, risquant mille morts et se retrouvant le plus souvent dans un dénuement total. L'image de ces hommes et femmes brisés par la souffrance fait oublier qu'ils sont riches ou pauvres, intellectuels ou paysans, Chinois ou Vietnamiens, Cambodgiens ou Laotiens. Ils font plutôt penser aux fuyifs de l'holocauste.

Cependant au moment où une sympathie générale se manifeste pour ces réfugiés, nous assistons à une campagne d'ordre social, racial, économique ou moral pour le décrediter aux yeux de l'opinion. Ne pouvant arrêter l'élan du cœur, on cherche à jeter le trouble dans les esprits, à leur faire croire que les réfugiés indochinois sont pour la plupart des commerçants chinois, des bourgeois, des collaborateurs de l'ancien régime, des agents de la C.I.A., des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

Non, on ne peut certainement pas manquer la cible. Ces hommes, ces femmes, ces enfants qui mettent en jeu leur vie à la recherche d'un refuge incertain, sinon inconnu, ne sont pas des commerçants, ni des bourgeois, ni des collaborateurs, ni des agents de la C.I.A., ni des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

Leur image est touchée. Détruite. Cette image et leur collier d'indignité de châtiment de l'humanité pour le moins hésitant. Au début de la guerre, alors que les Américains commençaient à bombarder le Nord, nous avons rédigé le devoir de faire entendre notre modeste voix devant le drame des réfugiés dans cette lettre collective appuyée par des amis francophones appartenant au milieu universitaire et de la recherche.

Cette motion, signée par quatre-vingt-cinq professeurs, ingénieurs, chercheurs ou magistrats, étudiants, etc., affirme notamment :

L'opinion mondiale retrouve comme dans un cauchemar l'effrayante image du réfugié, abandonnant tout, risquant mille morts et se retrouvant le plus souvent dans un dénuement total. L'image de ces hommes et femmes brisés par la souffrance fait oublier qu'ils sont riches ou pauvres, intellectuels ou paysans, Chinois ou Vietnamiens, Cambodgiens ou Laotiens. Ils font plutôt penser aux fuyifs de l'holocauste.

Cependant au moment où une sympathie générale se manifeste pour ces réfugiés, nous assistons à une campagne d'ordre social, racial, économique ou moral pour le décrediter aux yeux de l'opinion. Ne pouvant arrêter l'élan du cœur, on cherche à jeter le trouble dans les esprits, à leur faire croire que les réfugiés indochinois sont pour la plupart des commerçants chinois, des bourgeois, des collaborateurs de l'ancien régime, des agents de la C.I.A., des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

Non, on ne peut certainement pas manquer la cible. Ces hommes, ces femmes, ces enfants qui mettent en jeu leur vie à la recherche d'un refuge incertain, sinon inconnu, ne sont pas des commerçants, ni des bourgeois, ni des collaborateurs, ni des agents de la C.I.A., ni des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

### Une curieuse façon

De notre correspondant

M. Do Manh Tri, enseignant, et Kien Van Con, ingénieur, nous écrivent :

Nous sommes quelques catholiques vietnamiens à Paris qui avons soutenu la cause de la révolution et de l'indépendance de notre peuple alors que l'ensemble des catholiques vietnamiens était pour le moins hésitant. Au début de la guerre, alors que les Américains commençaient à bombarder le Nord, nous avons rédigé le devoir de faire entendre notre modeste voix devant le drame des réfugiés dans cette lettre collective appuyée par des amis francophones appartenant au milieu universitaire et de la recherche.

Cette motion, signée par quatre-vingt-cinq professeurs, ingénieurs, chercheurs ou magistrats, étudiants, etc., affirme notamment :

L'opinion mondiale retrouve comme dans un cauchemar l'effrayante image du réfugié, abandonnant tout, risquant mille morts et se retrouvant le plus souvent dans un dénuement total. L'image de ces hommes et femmes brisés par la souffrance fait oublier qu'ils sont riches ou pauvres, intellectuels ou paysans, Chinois ou Vietnamiens, Cambodgiens ou Laotiens. Ils font plutôt penser aux fuyifs de l'holocauste.

Cependant au moment où une sympathie générale se manifeste pour ces réfugiés, nous assistons à une campagne d'ordre social, racial, économique ou moral pour le décrediter aux yeux de l'opinion. Ne pouvant arrêter l'élan du cœur, on cherche à jeter le trouble dans les esprits, à leur faire croire que les réfugiés indochinois sont pour la plupart des commerçants chinois, des bourgeois, des collaborateurs de l'ancien régime, des agents de la C.I.A., des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

Non, on ne peut certainement pas manquer la cible. Ces hommes, ces femmes, ces enfants qui mettent en jeu leur vie à la recherche d'un refuge incertain, sinon inconnu, ne sont pas des commerçants, ni des bourgeois, ni des collaborateurs, ni des agents de la C.I.A., ni des individus corrompus par la civilisation capitaliste, au pire donc un réfugié économique.

55 من الأصل



## EUROPE

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET A BERLIN-EST

### Le ministre des affaires étrangères rappelle "les responsabilités de la France au centre de l'Europe"

M. François-Poncet termine mardi 24 juillet la première visite d'un ministre des affaires étrangères français au gouvernement de la R.D.A. par des entretiens avec M. Honecker, secrétaire général du parti communiste et chef de l'Etat, M. Stoph, chef du gouvernement, et

M. Fischer, ministre des affaires étrangères. En Allemagne fédérale, où l'on rappelle avec satisfaction que M. Giscard d'Estaing est attendu à Berlin-Ouest avant la fin de l'année, la presse et les milieux politiques observent une grande réserve à propos de cette visite.

#### De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — La situation internationale est plus spécialement évoquée ce mardi 24 juillet, alors que les entretiens de lundi entre les deux ministres des affaires étrangères ont été consacrés aux affaires bilatérales.

Le ministre français était satisfait de ces premiers entretiens et a estimé que « les perspectives étaient bonnes sur tous les plans ». Il a constaté la volonté des Allemands de l'Est de développer les relations économiques avec la France, déjà en forte expansion. Des projets existent, notamment dans les domaines de la métallurgie, des machines-outils, des produits chimiques et de l'électronique. Un contrat très important pour la construction d'une usine de véhicules utilitaires est en discussion. On ne désespère pas, du côté français, qu'il aboutisse avant la fin de l'année.

Plus difficiles, comme toujours avec les pays de l'Est, sont les relations culturelles. Le gouvernement français serait disposé à conclure un accord d'échange de professeurs et de chercheurs. Mais le gouvernement de la R.D.A. est d'un centre culturel très différent. Il est vraisemblable que, dans l'immédiat, la France et la R.D.A. se contenteront d'établir un programme d'échanges de spécialistes, avec la perspective de conclure ultérieurement un accord en bonne et due forme.

Les Allemands de l'Est sont pour leur part demandeurs d'une convention consulaire. Les deux gouvernements ont décidé de réviser un groupe de juristes pour débattre les conventions qui engagent depuis l'établissement de relations diplomatiques, n'ont pratiquement jamais progressé. M. François-Poncet veut « pas qu'une telle convention les amène à reconnaître une « nationalité » est-allemande, puisque, pour la France, il n'y a qu'une nationalité française. Il ne veut pas non plus signer un texte qui pourrait gêner les doubles nationaux. Les Britanniques, de leur côté, ont fait preuve de plus de souplesse. Ils ont accepté, pour un accord consulaire avec la République démocratique allemande, les Américains négocient eux aussi un accord consulaire assorti d'un échange de lettres qui permettrait aux Allemands de l'Est d'obtenir ce qu'ils désirent avant tout : la possibilité de protéger leurs ressortissants. C'est en fait toujours un problème de ce type que les nouvelles conversations vont s'engager entre la

Berlin, sans vouloir en discuter pour autant avec ses interlocuteurs, mais aux termes des accords de 1944, précisés en 1971, seuls avec la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., exercent la souveraineté sur l'ancienne capitale du Reich. M. François-Poncet s'est exprimé en termes nets, mais très diplomatiques. Il a déclaré : « La France définit, conjointement avec trois autres puissances des droits et responsabilités particulières au centre de l'Europe. La France attache une importance particulière à ce que tous les Etats qui ont des obligations dans cette région, c'est-à-dire qui ont des obligations, en respectant l'accord quadripartite de 1971, s'efforcent de le faire et de le faire dans la franchise qui caractérise la qualité de nos rapports, la France a déploré récemment et déplorera toute tentative de modification unilatérale de la situation à Berlin, car, nous le savons, Berlin est au cœur de la détente ».

Le ministre faisait allusion à la décision de la R.D.A., le 28 juin, de faire siéger à sa Chambre du peuple des députés élus par les Berlinois (alors qu'ils étaient jusqu'à maintenant cooptés) en représailles contre la désignation par la Chambre des députés de Berlin-Ouest de trois de ses membres pour siéger à l'Assemblée européenne.

MAURICE DELARUE

## PROCHE-ORIENT

### Washington condamne les raids israéliens au Sud-Liban

Les Etats-Unis ont manifesté, lundi 23 juillet, leur irritation à l'encontre d'Israël à la suite des bombardements de l'aviation israélienne dans les environs de Beyrouth.

Ceux des « casques bleus » de la C.U.N., qui constituaient une véritable force de paix.

Le département d'Etat a condamné en particulier le bombardement de trois ouvrages militaires, qui a fait au moins sept morts et soixante-dix blessés.

Washington s'est montré d'autre part mécontent du refus par Israël de tout engagement des observateurs de l'ONU pour la supervision de la trêve (ONUST), en remplacement de la force d'urgence de l'ONU (FONU) sur les lignes séparatrices.

Aux termes d'un récent compromis arabo-américain, l'U.R.S.S., qui est opposée au renouvellement du mandat de la FONU, se voit attribuer la supervision de la trêve (ONUST) à expiration ce mardi 24 juillet — a indiqué qu'elle n'avait pas d'objection à ce que les observateurs de l'ONU soient retirés, comme les Etats-Unis, son contingent, de sorte que les deux superpuissances ne soient pas impliquées dans ces opérations de supervision.

L'Egypte a fait savoir qu'elle acceptait ce compromis, tandis qu'Israël l'a rejeté en soulignant que des observateurs de la trêve ne seraient pas placés entre Israël et l'Egypte, qui ont déjà signé la paix, car ce serait contraire à l'esprit des accords de Camp David. Les Israéliens ont rappelé que, depuis le début de la trêve, ils n'ont pas eu de cesse de rappeler que les Etats-Unis étaient engagés à leur égard, et qu'ils avaient une force bilatérale israélo-égyptienne pour occuper le no man's land.

Dans un communiqué publié lundi, le département d'Etat a exprimé son désaccord avec les thèses israéliennes, selon lesquelles le recours aux observateurs de l'ONUST n'était pas compatible avec les obligations de l'Etat de paix israélo-égyptien.

Une partie de la nouvelle zone, dont la localité d'Abou-Zenma, qui sera restituée à la « souveraineté » égyptienne, avait été, jusqu'à présent, sous l'administration de l'Egypte en vertu du deuxième accord de désengagement, mais toute présence militaire y était interdite. — (A.F.P.)

## A travers le monde

### Espagne

LES PRISONNIERS APPARTENANT A L'ETA qui se trouvent à la prison de Sorla, en Castille, seront transférés à celle de Navarre-de-la-Osa, dans la province basque d'Alava, dès que la construction de celle-ci sera achevée, a annoncé, lundi 23 juillet, à Bilbao, le conseil général basque. Le « rapatriement » des détenus basques était une des principales revendications de la branche politico-militaire de l'ETA. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

M. HENRY KISSINGER a déclaré, lundi 23 juillet, à Reno (Nevada), que le renouveau ministériel de M. Carter était « plutôt brutal » et « pouvait créer un sentiment d'insécurité chez les alliés des Etats-Unis ». L'ancien secrétaire d'Etat a estimé que les nouvelles nominations n'avaient pas apporté « un sang nouveau » dans l'administration Carter. — (A.F.P.)

## Roumanie

Après la condamnation d'un prêtre à dix ans de prison

### Les autorités semblent décidées à briser la contestation

Quatre mois ou presque après la création du Syndicat libre des travailleurs roumains (« le Monde » du 7 mars) et alors que la presse de Bucarest s'en prend vivement à MM. Eugène Ionesco et Paul Goma — accusés d'organiser avec une correspondante de Radio Free Europe à Paris, Mme Lovinescu, la contestation dans le pays — les autorités de Bucarest viennent de frapper durement leurs opposants les plus actifs.

L'agence catholique autrichienne Kathpress indique en effet que le prêtre orthodoxe

George Calciu, arrêté le 19 mars, a été récemment condamné à dix années de détention. Selon le Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (1), le Père Calciu a été jugé en même temps et sous le même chef d'accusation (« activités néo-fascistes ») que MM. George Brucanu et Ionel Cănaș, dont le premier a été condamné à dix ans de prison, et le second à cinq ans de prison.

de condition souvent modeste, s'engouffrant dans la brèche, s'exposant ainsi aux représailles de la « sécurité roumaine » qui, cette fois, a délaissé la censure au profit du seul bâton. Depuis la fin du mois d'avril, il est impossible de joindre un seul membre du Syndicat libre, et seize de ses militants ont été soit condamnés à plusieurs mois de prison, soit internés en hôpital psychiatrique, ou encore ont disparu de leur domicile.

Et pourtant on vient d'apprendre que la constitution à Bucarest, sous l'impulsion d'un groupe de sept personnes, d'un tribunal pour juger les dirigeants du pays accusés, entre autres « crimes » plus graves, d'« imposture politique ». On ignore naturellement ce que ces « juges » sont devenus, mais ces manifestations successives de mécontentement, sérieuses ou irrépressibles, traduisent l'existence d'un malaise politique dans ce pays qui a su jusqu'à maintenant éviter toute crise ouverte et faire l'économie de la désattribution en se lançant dans une politique étrangère indépendante de Moscou. Tout se passe comme si le pouvoir sans partage qu'exerce, avec sa famille, M. Ceausescu commençait à manquer d'un minimum de soupapes de sécurité, dont on se doter d'autres démocraties populaires.

Il serait prématuré de voir dans ce malaise l'ébauche d'une crise politique. Mais, en attendant, maintenant aussi durement les contestataires et en laissant imprimer des attaques sans cesse renouvelées, les autorités roumaines donnent à penser qu'il ne s'agit pas d'un simple phénomène de « dévotion » à l'égard des personnalités de l'émigration partisane, les autorités roumaines donnent à penser qu'il ne s'agit pas d'un simple phénomène de « dévotion » à l'égard des personnalités de l'émigration partisane.

BERNARD GUETTA

#### Le bâton seulement

Cet hiver, la fondation du syndicat libre, a suscité exactement le même type de mouvement que l'affaire Goma. Comme il y a deux ans, une initiative, au départ limitée à vingt-trois personnes, a été suivie non seulement de très nombreux ralliements individuels, mais aussi, selon les « syndicalistes », de l'adhésion d'un groupe déjà constitué clandestinement dans la région de Transilvanie et qui comprendrait plus d'un millier de membres. Pour la deuxième fois en deux ans, il aura suffi qu'une ou quelques voix rompent le silence des milieux pour que le mouvement prenne un caractère relativement important d'hommes et de femmes, là encore

## Union soviétique

SELON LA C.I.A.

### L'avenir économique de l'U.R.S.S. est sombre

La C.I.A. prédit un avenir sombre pour la croissance économique de l'Union soviétique. Dans un rapport rédigé pour le département d'Etat, la C.I.A. a publié le 21 juillet à Washington, son directeur, l'amiral Stansfield Turner, affirme que les problèmes agricoles et énergétiques vont donner lieu, dans les années 80, à une importante migration des dirigeants du Kremline. Ces problèmes, ajoute-t-il, pourraient contraindre les autorités soviétiques à accepter une « politique » politique de commerce extérieur pour une plus grande ouverture à l'Occident.

« Nous avons toutes les raisons de penser, poursuit le chef de la C.I.A., qu'une période de non-croissance de croissance économique au cours de la plus grande partie de la prochaine décennie est inévitable. Cette croissance, estime-t-il, ne devrait pas dépasser 3 % au cours des prochaines années et pourrait même tomber en dessous de 1 % vers 1985, si la production pétrolière ne dépasse pas 8 millions de barils par jour.

L'industrie pétrolière de l'U.R.S.S. précise le rapport, « est probablement entrée cette année dans une période de non-croissance, qui devrait être suivie de baisses régulières de production, débutant l'an prochain ». En outre, l'industrie énergétique soviétique des années 1980 sera « assombrie par les faiblesses de l'industrie charbonnière et nucléaire, qui limiteront les possibilités d'augmentation de sources d'énergie de remplacement » du pétrole. Enfin, l'utilisation du gaz naturel pourrait fournir un substitut, mais aucune indication ne révèle que les Soviétiques envisagent d'adopter cette forme d'énergie.

Cependant, la France se félicite dans son édition du 22 juillet, d'un « second essai » de la politique soviétique au cours du premier semestre 1979, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Selon la quinzaine, le principal problème soviétique consiste à récolter et à conserver la totalité de la production et à stocker une importante quantité de fourrage pour

### Une curieuse façon de remplir le plan

De notre correspondant

Moscou. — Pendant le premier semestre 1979, la production de viande dans les kolchozes (coopératives) et les sovkhozes (fermes d'Etat) est restée inchangée, par rapport au premier semestre 1978. L'Office central des statistiques de l'U.R.S.S., qui vient de publier les résultats des premiers six mois de l'année, ne fournit cependant aucun chiffre qui permettrait de comparer la production de viande sur plusieurs années, et surtout de constater la non-réalisation des objectifs du plan dans ce domaine.

Cela ne saurait surprendre. De lavis même des dirigeants, ce n'est que dans quelques années que la situation du marché de la viande pourra être jugée satisfaisante. A défaut d'expliquer les raisons de cet échec, le quotidien des syndicats, Troud, consacre, dans son numéro du 18 juillet, un long article à certaines pratiques en vigueur dans la campagne.

Le sovkhoz « Socialisme » se trouve en Ouzbékistan. Sa culture principale est le coton, mais il doit aussi, d'après le plan, livrer à l'Etat 175 tonnes de viande (130 tonnes directement — le plan pour 1978 n'en prévoyait que 100 tonnes — et 45 tonnes que devraient fournir les salariés du sovkhoz grâce à leurs lopins individuels).

L'ennui, c'est que les salariés du sovkhoz (des jeunes pour la plupart) n'obtiennent pas de bétail. D'autant moins que la

direction ne leur fournit pas de fourrage en quantité nécessaire : pour toute la région, l'Etat n'a vendu que 282 tonnes de fourrage, alors que les travailleurs des sovkhozes devaient lui vendre... 420 tonnes de viande.

Deuxième obstacle, le prix auquel l'Etat paie cette viande qui doit lui être obligatoirement livrée : 1,70 rouble le kilo, alors que sur le marché voisin elle se vend deux fois plus cher (à Moscou et dans les villes de la partie européenne, le kilo de viande atteint 7 roubles, soit environ 45 F, sur le marché « libre »).

La direction du sovkhoz « Socialisme » a trouvé la solution. Elle verse, en dessous-de-table 150 roubles, mais comme la quantité de viande ainsi vendue à l'Etat est insuffisante, les sovkhoziens sont obligés d'aller au marché voisin acheter de la viande... avec l'argent du sovkhoz.

Selon Troud, les travailleurs du sovkhoz « Socialisme » ont, de la sorte, versé bénévolement, sans le savoir, 70 000 roubles (environ 450 000 F), en une année. Qu'importe l'Etat ? Il est satisfait. Il obtient 420 tonnes de viande avec 282 tonnes de fourrage, de la viande qu'il paie deux fois moins cher que le prix du marché. La direction du sovkhoz « Socialisme » est, elle aussi, satisfaite. Le plan est rempli. Les sovkhoziens, eux, en juger par le rapportage de Troud se taisent. — Interim.

M. GIERKE EST ARRIVE EN UNION SOVIETIQUE. Lundi 23 juillet, l'agence Tass, le premier secrétaire du parti

polonais pourrait rencontrer M. Brejnev, qui se repose en Crimée, et auquel M. Gierke, secrétaire général du parti tchécoslovaque, a rendu visite

**Soldes d'été BARNETT**

QUELQUES PRIX :  
COSTUMES LEGERS  
Wash and Wear 990 398 F  
ENSEMBLES  
Pur coton 295 228 F  
PANTALONS  
Dacron 195 148 F  
VESTES SEERSUCKER  
Poids Plume 395 298 F  
CHEMISES VOILE  
Pur coton, 2 long. 195 128 F  
Maillots de bain, bermudas, boxer-shorts, polos, etc.

Rayon Spécial  
GRANDES TAILLES  
19 AV. VICTOR-HUGO  
PARIS 16

## retour des civils au pouvoir

Après quarante-sept membres du gouvernement d'Etat, les civils ont obtenu la possibilité de rendre le pouvoir à un régime de type parlementaire. Le Sénat (l'ancien conseil des ministres) a été réconstitué.

## O.U.A. ?

Le mouvement pour l'unité africaine (O.U.A.) a été créé en 1958. Il a pour but de réunir tous les Etats africains indépendants ou en voie de l'être. Le mouvement a été créé par le Dr Kwame Nkrumah, premier ministre du Ghana.

Le mouvement pour l'unité africaine (O.U.A.) a été créé en 1958. Il a pour but de réunir tous les Etats africains indépendants ou en voie de l'être. Le mouvement a été créé par le Dr Kwame Nkrumah, premier ministre du Ghana.

## CORRESPONDANCE

### vous l'image du réfugié

Le mouvement pour l'unité africaine (O.U.A.) a été créé en 1958. Il a pour but de réunir tous les Etats africains indépendants ou en voie de l'être. Le mouvement a été créé par le Dr Kwame Nkrumah, premier ministre du Ghana.

Le mouvement pour l'unité africaine (O.U.A.) a été créé en 1958. Il a pour but de réunir tous les Etats africains indépendants ou en voie de l'être. Le mouvement a été créé par le Dr Kwame Nkrumah, premier ministre du Ghana.



[illegible]





## ÉDUCATION

### LES JEUNES ET LE TRAVAIL

## Le plaisir avant l'argent

Un fossé sépare les aspirations professionnelles des jeunes Français des réalités du monde du travail. Qui faut-il incriminer ? Les jeunes ou les entreprises ? L'usine ou l'école ? Pour certains, c'est l'enseignement qui est coupable. Une enquête, réalisée il y a quelques années par le secrétariat d'État à la condition féminine sur les métiers cités dans les manuels scolaires de l'enseignement primaire, donne des résultats éloquentes : on trouve des hiérarchies de l'air et des écussons, mais pas une seule dactylo, des cosmonautes et quantité de médecins, mais aucun ouvrier (1).

Selon une autre enquête, cette situation se prolonge fort tard : 40 % des étudiants souhaitent « travailler dans l'enseignement, les autres secteurs de la fonction publique et les collectivités locales » (2), c'est-à-dire dans l'administration où la sécurité de l'emploi est assurée. Un trait bien français.

Une autre source d'insatisfaction vient du fait que 15 % des jeunes de quatorze à vingt-quatre ans souhaitent travailler seuls, et 44 % dans un service où un établissement de moins de dix personnes, où les rapports humains restent possibles. Rien de très étonnant à cela : le vœu le plus cher des jeunes Français, la priorité pour 44 % d'entre eux, est d'avoir « un travail intéressant ». Un très faible pourcentage seulement (10 %) souhaitent d'abord avoir un métier « très bien payé » et une plus faible proportion encore (2 %) « un travail et bien considéré » (3).

Beaucoup d'entre eux devront déchanter : le chômage ne facilite pas la recherche d'un emploi enrichissant. Le travail lui-même a changé, s'est atomisé, provoquant un phénomène de déqualification des jeunes, pourtant de plus en plus qualifiés. Combien de diplômés sont affectés à des tâches temporaires et rudimentaires, génératrices de frustrations ?

Cette transformation du marché de l'emploi explique pourquoi, même s'ils souhaitent exercer un métier intéressant, 60 % des quinze-dix-sept ans considèrent qu'il n'est pas indispensable d'obtenir son travail « pour prétendre avoir réussi sa vie » et 70 % qu'ils ne rateront pas celle-ci s'ils exercent une activité « incapable d'apporter des satisfactions direc-

tement liées aux tâches qu'elle implique » (4).

Ce mélange de désignation et de lucidité est caractéristique d'une majorité de jeunes Français, prêts à s'enthousiasmer pour un métier qui le mérite, mais suffisamment réalistes pour accorder au travail sa juste place, à côté d'autres valeurs comme la famille et les loisirs.

S'il n'y a plus chez eux de mystique du travail, il n'y a pas non plus de véritable phénomène de rejet. Le travail est perçu pour ce qu'il est : une nécessité qui permet d'obtenir d'autres satisfactions, sauf peut-être pour un nombre grandissant de jeunes filles qui voient le moyen de combler leur retard sur leurs camarades masculins.

Cela ne signifie pas que les jeunes s'accommodent de cette situation : les événements de mai 1968 et la violence de certains marginaux sont là pour le rappeler. Cela ne signifie pas non plus qu'ils faillent baisser les bras. Si beaucoup de jeunes ont une idée aussi floue de leur avenir, si 60 % des étudiants ne savent pas encore exactement ce qu'ils veulent faire plus tard (2), ce n'est pas par passivité mais parce que l'enseignement français est coupé des réalités du monde du travail. On constate ainsi que 41 % des jeunes Français souhaitent « trouver

tout de suite un travail définitif », un nombre supérieur (43 %) préfèrent faire d'abord des stages dans des entreprises pour choisir ensuite à bon escient (3). Quelques pas timides sont faits depuis quelques temps dans ce sens, mais ils sont insuffisants.

À la fin de ce siècle, moins de 5 % de la population active française sera née avant 1940. C'est dire que les jeunes d'aujourd'hui formeront la très grande masse de cette population. La désaccoutumance du travail qu'on observe chez eux, la priorité donnée à la vie familiale et aux temps libres ouvrant la voie à des changements de comportement sur lesquels hommes politiques et économistes seraient sans doute avisés de s'interroger. La semaine de trente-cinq heures n'est probablement pas la seule revendication en la matière qui verra surgir ces prochaines années.

BERTRAND LE GENDRE.

- (1) Cité par François Piotet, *Les jeunes face au travail*, revue *Projet*, mai 1977.
- (2) Qui sont les étudiants, *Le Monde de l'éducation*, octobre 1977.
- (3) Sondage IFOP pour le secrétariat d'État à la condition féminine et aux sports, septembre 1977.
- (4) Enquête citée par Jean Rousselot in *Que va devenir le travail*, *Entreprises modernes* d'édition, 1978.

### Point de vue

#### L'ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

### Une pompe qui se désamorce

par MARCEL BERGER (\*)

La vague démographique et l'allongement de la scolarité obligatoire ont posé de grands problèmes à l'éducation nationale au cours des dernières décennies. Bien que ces difficultés fussent prévisibles, on a attendu le déferlement de la vague sur les lycées pour penser aux besoins qu'elle créait. Il a fallu alors recourir en catastrophe au nombre de professeurs nécessaires sans se soucier de la qualité d'un recrutement de qualité. C'est elle qui permet aux jeunes de s'orienter, non en fonction des circonstances, mais en fonction de leurs capacités et de leur vocation profonde. Les grandes écoles le savent bien, et leur politique, malgré toutes les fluctuations extérieures, a été bien plus sage que celle du ministère de l'éducation.

En revanche, si l'on n'y met la main, le trébuchement brutal et inconsistant auquel nous assistons tend à renvoyer à l'avenir l'enseignement des jeunes gens intelligents et motivés.

Il est enfin une conséquence moins évidente mais tout aussi grave de la politique actuelle de non-recrutement. Il faut savoir que notre système de grandes écoles d'ingénieurs ne forme que peu de chercheurs, et que le recrutement de ceux-ci, surtout en mathématiques, est étroitement lié à la carrière enseignante : d'une part, la formation mathématique de base d'un chercheur est la même que celle d'un agrégé ; d'autre part, il n'est guère de jeune qui ne doive, avant de tenter sa chance dans la recherche, s'assurer d'abord un gagne-pain, le plus souvent en passant l'agrégation.

Les chances de succès à ce concours devenant de plus en plus faibles, quels sont les jeunes qui pourront désormais envisager de se lancer dans la recherche ? Déjà un mouvement de fuite se dessine dans les universités, et jusque dans la plus prestigieuse de nos écoles normales supérieures. À brève échéance, c'est tout l'avenir scientifique de notre pays qui va être irrémédiablement compromis.

Consentir de tous ces dangers, l'es-time de mon devoir d'intervenir et de dénoncer la nocivité d'une politique qui condamne notre système éducatif à la médiocrité et réduit gravement le potentiel scientifique de notre pays : comme après 1914-1918, l'effet maximum s'en fera sentir dans vingt ans, et il faudra vingt ans de plus pour réparer les dégâts.

(1) 1 400 places au CAPES et 320 places à l'agrégation en 1974 ; 270 places au CAPES et 128 places à l'agrégation en 1978.

### Point de vue

#### L'ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

### Une pompe qui se désamorce

par MARCEL BERGER (\*)

La vague démographique et l'allongement de la scolarité obligatoire ont posé de grands problèmes à l'éducation nationale au cours des dernières décennies. Bien que ces difficultés fussent prévisibles, on a attendu le déferlement de la vague sur les lycées pour penser aux besoins qu'elle créait. Il a fallu alors recourir en catastrophe au nombre de professeurs nécessaires sans se soucier de la qualité d'un recrutement de qualité. C'est elle qui permet aux jeunes de s'orienter, non en fonction des circonstances, mais en fonction de leurs capacités et de leur vocation profonde. Les grandes écoles le savent bien, et leur politique, malgré toutes les fluctuations extérieures, a été bien plus sage que celle du ministère de l'éducation.

En revanche, si l'on n'y met la main, le trébuchement brutal et inconsistant auquel nous assistons tend à renvoyer à l'avenir l'enseignement des jeunes gens intelligents et motivés.

Il est enfin une conséquence moins évidente mais tout aussi grave de la politique actuelle de non-recrutement. Il faut savoir que notre système de grandes écoles d'ingénieurs ne forme que peu de chercheurs, et que le recrutement de ceux-ci, surtout en mathématiques, est étroitement lié à la carrière enseignante : d'une part, la formation mathématique de base d'un chercheur est la même que celle d'un agrégé ; d'autre part, il n'est guère de jeune qui ne doive, avant de tenter sa chance dans la recherche, s'assurer d'abord un gagne-pain, le plus souvent en passant l'agrégation.

Les chances de succès à ce concours devenant de plus en plus faibles, quels sont les jeunes qui pourront désormais envisager de se lancer dans la recherche ? Déjà un mouvement de fuite se dessine dans les universités, et jusque dans la plus prestigieuse de nos écoles normales supérieures. À brève échéance, c'est tout l'avenir scientifique de notre pays qui va être irrémédiablement compromis.

Consentir de tous ces dangers, l'es-time de mon devoir d'intervenir et de dénoncer la nocivité d'une politique qui condamne notre système éducatif à la médiocrité et réduit gravement le potentiel scientifique de notre pays : comme après 1914-1918, l'effet maximum s'en fera sentir dans vingt ans, et il faudra vingt ans de plus pour réparer les dégâts.

(1) 1 400 places au CAPES et 320 places à l'agrégation en 1974 ; 270 places au CAPES et 128 places à l'agrégation en 1978.

#### MEADS SCHOOL OF ENGLISH AND BEDALES

### VEZ APPRENDRE L'ANGLAIS A BEDALES

DU 10 AU 31 AOUT POUR 380,14 £

Cours organisés par la Meads School of English (Arls), 2, Old Orchard Road, Eastbourne (Angleterre). Tél. 0745 8144 Meads G. Tél. 34 355/8.

Bedales est la plus célèbre école privée (Public School) d'Angleterre. Elle est située dans une propriété de 80 hectares avec de magnifiques jardins, près de la ville-marché de Petersfield dans le Hampshire.

L'école possède un vaste gymnase couvert, une piscine chauffée, des courts de tennis, des chambres familiales, un atelier d'art, des salles de musique et tout le matériel sportif requis. Excursions en train ou en voiture sont incluses dans le forfait de 380,14 livres sterling.

Brochure en couleurs sur demande par téléc, câble ou téléphone.

## RELIGION

### Aux États-Unis

## Les participants à la conférence Science et Foi réclament un moratoire sur la construction de nouvelles centrales nucléaires

Alors que la conférence mondiale sur la foi, la science et l'avenir, organisée au Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge (États-Unis) du 12 au 24 juillet par le département Église et société du Conseil oecuménique des Églises (C.O.E.) entre dans sa phase finale, les discussions en séance plénière entre les quatre cent quatre-vingts délégués en vue de voter les résolutions finales se polarisent autour de deux sujets brûlants : la manipulation biologique de la vie et la menace nucléaire, quelle soit militaire ou civile.

Cambridge (Massachusetts). — Bien qu'elle n'engage pas l'autorité du Conseil oecuménique des Églises (C.O.E.) se bornant à faire des recommandations à celui-ci ou aux Églises membres, cette conférence se situe à l'échelle mondiale entre scientifiques et hommes d'Église. La moitié environ des quatre cent quatre-vingts délégués sont des scientifiques, alors que l'autre moitié est composée de sociologues, d'économistes, d'hommes politiques, de pasteurs et de théologiens. Cette dernière catégorie ne représente qu'un quart du total. Les délégués proviennent de cinquante-six pays. Les femmes ne représentent que 7 % du total.

L'ordre du jour est ambitieux, les dix sections de la conférence traitent de thèmes variés, comme le contrôle du comportement par la manipulation génétique ou le nucléaire.

### Une mise en cause des gouvernements et des savants

« Nous, scientifiques, ingénieurs, théologiens et membres d'Églises chrétiennes du monde entier, nous sommes réunis ici pour discuter de la science dans l'établissement d'armes de destruction massive et l'incapacité des Églises à s'y opposer et plaidera auprès des nations de la Terre la cause de la limitation, et par la suite, de l'abandon des armes de destruction massive. La seule solution à ce problème est l'interdiction de l'usage de l'arme nucléaire, la seule solution adoptée à l'unanimité par la conférence. Des scientifiques estiment que nous assisterons probablement à un holocauste nucléaire d'ici à la fin du siècle, et rappellent l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki — cette allusion spécifique est due à un amendement proposé par les délégués du Japon. — la résolution déplore « la grande ignorance qui existe à propos des conséquences de la manipulation génétique d'un organisme vivant, d'un conflit nucléaire limité ou global ».

Ensuite, la résolution met en cause non seulement les gouvernements et l'industrie de l'armement, mais aussi les savants et les ingénieurs dans l'escalade nucléaire. « Nous sommes attirés de voir tant de scientifiques parmi les plus capables et en particulier les jeunes, se laisser détourner des aspirations nobles de la science pour se mettre inconsciemment au service de la destruction ».

### ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que les lecteurs de l'édition de France ou de l'étranger puissent bénéficier d'un tarif réduit pour l'abonnement de vacances.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'un point de vue géographique, de bénéficier de ce tarif, nous avons décidé de leur offrir un abonnement de vacances à un tarif réduit de 50 %.

Les conditions de l'abonnement sont les suivantes :

FRANCE :

Quinze jours ..... 31 F  
Trois semaines ..... 40 F  
Un mois ..... 49 F  
Deux mois ..... 58 F  
Trois mois ..... 67 F

ÉTRANGER (vols normaux) :

Quinze jours ..... 46 F  
Trois semaines ..... 55 F  
Un mois ..... 64 F  
Deux mois ..... 73 F  
Trois mois ..... 82 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de port et de livraison de l'abonnement, le montant des abonnements est payable en espèces ou par chèque. Pour bénéficier de ces tarifs, les abonnés doivent adresser à l'Institut Théracie, 46, rue de la République, 92100 Nanterre, un coupon de commande rempli et signé.

### De notre envoyé spécial

mutuelle », lit-on dans la résolution. Se déclarant convaincus que Dieu a fait d'eux les « Intendants de sa création », les rédacteurs de la résolution terminent par une série d'appels adressés aux Églises, aux chrétiens et aux croyants, aux membres de la communauté scientifique et technique et aux gouvernements. Ils leur demandent, entre autres :

— D'œuvrer pour la réalisation des accords SALT 2 et de travailler à la limitation des armements nucléaires dans le cadre de SALT 3 et d'arriver enfin à une interdiction générale des essais nucléaires ;

— De mettre un terme au développement et à la reproduction de nouvelles armes nucléaires ;

— De ne plus jamais laisser la science, la technologie, le progrès, l'espèce humaine de destruction et d'accepter la tâche confiée par Dieu de mettre la science au service de la paix.

### Un virage au C.O.E.

Si cette opposition unanime aux armes nucléaires ne devait qu'être surprise dans une telle conférence, les profondes divisions provoquées par le débat sur l'énergie nucléaire seraient moins prévisibles. Jusqu'à présent, le débat sur l'énergie nucléaire mené au sein du C.O.E. depuis 1974 a abouti à une position relativement nuancée, qui peut se résumer ainsi : l'énergie nucléaire ne saurait être ni rejetée ni approuvée catégoriquement.

À cette conférence du MIT, en revanche, les groupes pour et contre l'énergie nucléaire se sont affrontés durement. Le docteur David Rose, professeur d'études nucléaires au MIT, souligne les dangers d'abandonner le nucléaire, surtout pour les pays du tiers-monde, premières victimes de la pénurie de sources d'énergie traditionnelles ; d'autre part, arguent les défenseurs du nucléaire, les risques pour la santé dus au radon contenu dans le gaz naturel et à la radioactivité que pourraient dégager les scories de la combustion du charbon sont supérieures aux risques de radiations découlant de l'énergie nucléaire.

Il y a enfin ce que le docteur Rose appelle « le plus grand danger que la civilisation ait jamais affronté » : à savoir l'accumulation, dans l'atmosphère, de gaz carbonique qui résulte de l'utilisation des combustibles fossiles. Car le CO2 laisse passer les rayons du soleil, en capte la chaleur et modifie ainsi le climat terrestre et certains pensent que la tendance au réchauffement atteindra un maximum dans les régions polaires, entraînant de graves problèmes de production alimentaire.

Le groupe antinucléaire insiste, pour sa part, sur les dangers de la pollution radioactive dus aux déchets réguliers dans l'air, l'eau et le sol de substances radioactives et à l'impossibilité de stocker les déchets radioactifs de façon parfaitement contrôlée — sans parler d'accidents comme celui de Three-Mile-Island, à Harrisburg, ou d'attentats criminels — ainsi que sur les problèmes politiques liés à la fission nucléaire. Ce deuxième groupe s'est révélé majoritaire à la conférence et, après une longue et âpre discussion en session plénière, il réussit à faire accepter par 129 voix contre 45 et 21 abstentions la recommandation suivante, adressée à tous les gouvernements : « Ils introduiront immédiatement un moratoire sur la construction de toute nouvelle centrale nucléaire pour une période de cinq ans ».

La recommandation suivante, également adoptée, demande aux gouvernements de renoncer à restreindre le combustible nucléaire utilisé pour

en extraire de la matière fissile telle que le plutonium ou de construire des réacteurs alimentés au plutonium. Cela équivaut à un veto contre les surrégénérateurs du type Phenix.

Cette nouvelle manière d'aborder les problèmes nucléaires peut étonner en partie par le « syndrome de Harrisburg », pour citer l'un des invités de la conférence, mais aussi par le grand nombre de participants originaires du tiers-monde. Ceux-ci se rendent compte que le débat sur l'énergie nucléaire est une querelle de riches qui n'apportera pas de solution aux huit cents millions d'hommes qui meurent de faim.

Dans une déclaration préparée par des représentants de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et du Pacifique, les signataires déclarent : « Nous demandons à tous les scientifiques présents à cette conférence de revoir leurs liens avec les gouvernements, les projets militaires et les entreprises multinationales des pays de l'Ouest comme de l'Est et de centrer leurs efforts sur l'allègement de la misère des pauvres et des opprimés (...). Selon notre lecture de l'Évangile, Dieu se révèle davantage dans une forme ou un soupçon d'un enfant qui meurt que dans l'explosion de milliards de galaxies ».

Dans une conférence où les scientifiques sont deux fois plus nombreux que les théologiens, c'est finalement la foi qui a la dernière parole.

ALAIN WOODROW.

### Du 28 juillet au 5 août

## DES PRÊTRES CONTESTATAIRES SE RÉUNISSENT DANS LA VIENNE POUR UNE SEMAINE « PORTES OUVERTES »

Les quatre-vingt-sept prêtres de France qui ont lancé un appel « contre toute forme d'oppression dans la société et dans l'Église » (le *Monde* du 23 mai) se retrouvent à Paris du 28 juillet au 5 août, cinquante-dix d'entre eux ne délaissent pas que leur nom soit rendu public. Le secrétariat du « collectif » a en formation six ou sept personnes, qu'une quarantaine de correspondants leur ont, en outre, exprimé leur accord mais s'estiment suffisamment détachés de l'Église institutionnelle pour ne pas faire partie de cette organisation.

Du 28 juillet au 5 août, une semaine « portes ouvertes » est organisée par le collectif à Brigueuil-le-Chantre, près de Poitiers (Vienne).

À la fin du mois de mai, une délégation du collectif avait demandé à être reçue par le cardinal Roger Etchegaray, président de la Conférence épiscopale de France. N'ayant pas de réponse, les intéressés sont revenus à la charge le 22 juin. Une semaine plus tard l'archevêque de Marseille a fait savoir que l'Église ne pouvait pas se permettre de juger la rencontre au sommet et que les prêtres le désirant n'avaient qu'à s'adresser directement à leur propre évêque.

● Au secours des églises rurales. — Selon M. Michel Pélissard, député (R.P.R.) des Yvelines, plus de mille églises rurales sont désaffectées ou sur le point de l'être, et les maires, qui ne peuvent plus assurer leur entretien, n'ont plus besoin d'obtenir un permis pour les démolir. Elles sont donc en danger. Aussi vient-il de déposer une proposition de loi complétant l'article 430 du code de l'urbanisme et obligeant les maires à informer le ministère de la culture et de la communication avant toute démolition d'un monument municipal.

### G.C. RAPAILLE

organise un séminaire sur le thème de ses deux livres

« COMPRENDRE SES PARENTS »

« SI VOUS ÉCOUTIEZ VOS ENFANTS »

Tous ceux qui sont concernés par

### LA RELATION

PARENTS-ENFANTS

adultes, jeunes (à partir de 7 ans) peuvent y participer

les 23 et 24 août 1979

au Château de Mesnil-Gleize (Orne)

Renseignements et inscriptions : Institut Théracie

46, rue de la République, 92100 Nanterre. Téléphone : 238-10-05.

### VENDEZ \*

LIVRES

DISQUES

(33 tours parfait état)

Paiement comptant

en espèces ou C.B.

Si vous rachetez livres, papeterie

ou disques, paiement en bons avec

20 %

en +

SACELP

2, rue de l'École-de-Médecine, angle 26, boulevard Saint-Michel, M. ODEON, R.P.R. LUXEMBOURG.

232-21-41, poste 52.

\* Autorisation écrite des parents pour les moins de 18 ans.

### PARTICULARISMES PAS MORTS

Une enquête menée, en 1977, à la demande de la société Shell-Allemagne (1) confirme qu'à l'instar des jeunes Français, les jeunes Allemands et les jeunes Britanniques placent le désir d'exercer un métier « intéressant » correspondant à leur « goût », avant tout autre.

Au fur et à mesure que se rapproche le moment d'entrer dans la vie active, ce désir cède la place à un souhait voilé, formulé de la sorte : « Je voudrais gagner assez d'argent pour bien vivre, mais être assez libre pour mes passe-temps. »

Vient largement en tête ensuite dans tous les pays le désir d'avoir une situation importante, à l'instar des jeunes Français morts !

Ce qui est intéressant dans cette enquête, ce n'est pas seulement le rejet, largement partagé, de faire carrière au sens traditionnel du terme, mais les nuances qu'on observe dans chaque pays. Ainsi les Allemands sont les plus nombreux à souhaiter gagner d'abord « pas mal d'argent », les Français à vouloir obtenir « un emploi sûr », que leur offre, d'ailleurs, qu'il leur faut, la fonction publique, et les Britanniques à déclarer : « J'ai peu d'ambition, il me suffit d'avoir de quoi vivre. »

(1) Analyse dans *Europe* du 6 décembre 1977.

### ADMISSION AUX GRANDES ÉCOLES

● École normale supérieure de jeunes filles (boulevard Jourdan), sciences :

GROUPE A (mathématiques) : — Miles Arribet (7<sup>e</sup>), Bloch (5<sup>e</sup>), Bouteau (6<sup>e</sup>), Bonnet (6<sup>e</sup>), Bouché (13<sup>e</sup>), Campagnolle (14<sup>e</sup>), Delporte (15<sup>e</sup>), Gaffet (15<sup>e</sup>), Gerin (15<sup>e</sup>), Goulet (17<sup>e</sup>), Guillemet (20<sup>e</sup>), Rorucci (21<sup>e</sup>), Roncato (11<sup>e</sup>), Lecomte (20<sup>e</sup>), Migot (21<sup>e</sup>), Millet (4<sup>e</sup>), Passagieu (15<sup>e</sup>), Bayat (15<sup>e</sup>), Boily (6<sup>e</sup>), Bistat (20<sup>e</sup>), Tibi (3<sup>e</sup>), Viallet (20<sup>e</sup> ex æquo), Vieux (13<sup>e</sup>).

GROUPE B (physique-chimie) : — Miles Barre (13<sup>e</sup>), Barouk (6<sup>e</sup>), Bataille (11<sup>e</sup>), Charbonnier (13<sup>e</sup>), Crépin (17<sup>e</sup>), Fournier (20<sup>e</sup>), Fournier-Lagarde (21<sup>e</sup>), Goussard (15<sup>e</sup>), Léon (5<sup>e</sup>), Ledet (3<sup>e</sup>), Layrac (15<sup>e</sup>), Poudaven (12<sup>e</sup>), Viala (4<sup>e</sup>).

GROUPE C (sciences naturelles) : — Miles Arpsang (5<sup>e</sup>), Billy (4<sup>e</sup>), Budar (6<sup>e</sup>), Charpenier (15<sup>e</sup>), Göt (5<sup>e</sup>), Kervella (7<sup>e</sup>), Pissard (2<sup>e</sup>).

GROUPE D (sciences naturelles) : — Mile Marie Leblond.

مكتبة الأصل



# Le Monde DE LA MÉDECINE

## De nouvelles thérapeutiques du cancer

Trois réunions internationales viennent de se dérouler aux États-Unis sur un thème commun : le cancer. La première a eu lieu à Tucson (Conférence internationale sur le traitement adjuvant du cancer), l'autre à La Nouvelle-Orléans (Réunions de la Société améri-

caine d'oncologie clinique et de l'Association américaine de recherche sur le cancer) ; la troisième s'est déroulée ces jours derniers à Paris (Séminaire cancérologique de Paris). Les docteurs Bernard Serrou et Claude Rosenfeld en dégagent ci-dessous les enseignements.

par BERNARD SERROU (\*)  
et  
CLAUDE ROSENFELD (\*\*)

**L**e cancer, comparé à d'autres maladies, reste encore un mythe. Ce mot est toujours prudemment prononcé, ou de savantes métaphores essaient de tourner la difficulté. Il est pourtant bien clair qu'il n'y a pas plus de risque, sinon moins, de mourir d'un cancer que d'un accident de la route ou d'une maladie cardio-vasculaire. Mais le cancer est la peste de nos ancêtres, signe de maldiction, d'incorruptibilité, et donc de mort certaine à plus ou moins brève échéance.

Cette attitude est attristante à bien des points de vue, certainement renforcée ou maintenue par une partie du corps médical et de toute façon, extrêmement nuisible à la qualité des soins dont devrait profiter, en ce domaine, l'ensemble de la population. En effet, des progrès indéniables ont été enregistrés chaque année et nous savons maintenant que certaines formes de cancer peuvent et doivent être guéries si l'attitude thérapeutique est parfaitement adaptée à la situation.

La chirurgie et la radiothérapie restent armes de choix du traitement de la tumeur loco-régionale. On sait maintenant que cette attitude n'est plus suffisante, car le cancer est le plus souvent une maladie générale, sensible lorsqu'il s'agit de leucémie ou d'hémoblastose (leucémie, lymphome, myélome, maladie de Hodgkin), souvent sans signe visible lorsqu'il s'agit de tumeurs

solides (atteinte d'un organe). Ainsi, à ces traitements de base sont maintenant associées la chimiothérapie, l'hormonothérapie et l'immunothérapie. Les premiers résultats favorables de la chimiothérapie adjuvante, qui se donne pour but de détruire les cellules tumorales potentielles qui se trouveraient à distance de la tumeur locale et qui sont la cause des récidives et des métastases, se confirment clairement. Ainsi, Fisher (Etats-Unis), Bonadonna (Italie) et Nissen-Meyer (Suisse) ont montré, avec maintenant un recul de plusieurs années, que les femmes non ménopausées traitées par chimiothérapie ou radiothérapie pour un cancer du sein avaient plus de chances de survie dans la mesure où, après ce traitement local, elles recevaient une chimiothérapie. Un groupe de l'O.E.R.T.C. (Organisation européenne de recherche et de traitement sur le cancer), le groupe d'immunologie et d'immunothérapie du cancer, a confirmé ces faits en montrant que seules les femmes non ménopausées pouvaient tirer bénéfice d'un tel traitement. Après la ménopause, celui-ci disparaissait. Les raisons en restent encore difficiles à définir.

place de l'immunothérapie reste encore à préciser. Les progrès ne sont pas moins nets pour les leucémies et hémoblastoses. Tout d'abord, une meilleure connaissance des différentes sous-populations de lymphocytes, cellules responsables des défenses générales, permet peu à peu un meilleur classement de ces types de tumeurs et ainsi de mieux adapter les traitements à chaque forme. Cet aspect est essentiel, car un des buts actuels est d'éviter de donner des traitements trop agressifs quand ce n'est pas nécessaire, et du fait des effets secondaires à long terme de ces traitements (cancérogènes). Il faut d'autre part mettre au point des traitements mieux adaptés pour les formes encore résistantes à toute thérapeutique. Le fait d'adopter une immunothérapie par B.C.G. à la chimiothérapie améliore la survie dans les cas de lymphomes nodulaires. De même, la place de l'immunothérapie dans le traitement des leucémies aiguës myéloïdes se confirme clairement.

### Un bilan bénéficiaire

Parallèlement à ces essais et à ces résultats qui se confirment de nombreux espoirs se font jour. Par exemple, la chimiothérapie du cancer de l'ovaire devient de plus en plus efficace, et des progrès rapides devraient aussi être faits en ce domaine dans les trois ans qui viennent. De nouveaux produits, de plus en plus nombreux, sont largement utilisés. Parmi eux, le cis-platine paraît le plus prometteur. Il est non seulement actif dans les tumeurs du testicule, mais aussi dans le cancer de l'ovaire et les tumeurs du système génito-urinaire, sphère où le chimio-radiogène, col utérin... D'autres produits tels que le cytarabine, les nouvelles nitrosures, la vindesine (proche de la vincristine), ouvrent des perspectives thérapeutiques immédiates. De nombreuses autres molécules sont à l'essai. En ce qui concerne l'immunothérapie, l'apparition des immunomodulateurs et des immunostimulateurs, et parmi eux le thymosine (Goldstein), le facteur thymique sérique (J.-F. Bach), l'interféron, la testastine, l'alexine et bien d'autres, associés ou non à la chimiothérapie, ouvrent de larges perspectives. Dans ce cadre, la place des plasmaphéreses (échange de plasma des malades), qui a pour but d'enlever les complexes immuns chroniques qui bloquent tout ou partie de la réponse immunitaire antitumorale, reste encore à mieux définir. Des essais sont d'ailleurs en cours, dans le cadre d'une coopération franco-américaine.

Ce bilan thérapeutique nous paraît largement bénéficiaire, chaque année permettant de « grignoter » les quelques pourcent de l'espoir qui grandit avec le temps. Les résultats particulièrement prometteurs ne doivent donc pas faire considérer le cancer comme une maladie incurable. Celui-ci est devenu accessible à de nouvelles thérapeutiques qui, si elles sont appliquées suffisamment tôt dans des services suffisamment équipés, devraient permettre de détruire ce mythe qui habite et qui sévit bien des progrès.

(\*) Chef du service de chimio-immunothérapie, centre Paul-Lamarque, Montpellier.  
(\*\*) Directeur de recherche à l'INSERM et chef de l'unité de production de cultures cellulaires à l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif.

## Après la série d'accidents hospitaliers

Les médecins hospitaliers ont, pour la première fois sur une telle échelle, parlé publiquement des morts évitables qui se produisent à l'hôpital, en raison d'erreurs humaines ou de défaillances techniques. Ce ne sont pas d'ailleurs, dans la plupart des cas, les praticiens directement concernés qui ont pris ces initiatives, mais des confrères plus ou moins bien intentionnés. Aujourd'hui, l'esprit de caste n'est donc plus tel qu'il construisait les praticiens à se faire sur tout ce qui se passait à l'hôpital. Cela ne met pas en cause le secret médical de la relation médecin-malade ; cette publicité, pourtant, pose d'autres problèmes.

Les principaux accidents de ces dernières semaines proviennent, semble-t-il, de défaillances de l'organisation hospitalière pour les consultations d'urgence de services de dialyse de l'hôpital Tenon ou de l'urgence de services de soins pour les solutions d'urgence de l'hôpital de la Pitié. Ailleurs, la résistance croissante des germes microbiens a pu aussi être à l'origine des infections.

Ces accidents sont, dans une certaine mesure, le résultat inévitable du progrès. Mais si certains médecins hospitaliers ont pu être mis en cause, c'est pour avoir refusé tout d'abord de fermer leur service, alors que les malades y couraient des risques de plus en plus lourds. On leur reproche aussi de ne pas avoir assez informé les malades, victimes de leur admission éventuelle dans ces services « à risque ». En définitive, est-il légitime, a-t-on pu

se demander, que les chefs de service soient seuls à peser les risques d'une hospitalisation ? On ne saurait pourtant sous-estimer les inconvénients de la procédure choisie — une révélation publique et tardive — pour mettre en cause ces comportements hospitaliers. Car cette révélation publique d'accidents dramatiques dans les grands centres hospitaliers a provoqué une anxiété diffuse.

Les usagers ne sont pas, pour la plupart, armés pour connaître toute la vérité, et notamment tous les risques que comporte nécessairement une intervention thérapeutique. L'enjeu est celui du partage de l'angoisse entre les malades, déjà anxieux à l'idée d'une hospitalisation, et les médecins, dont le rôle traditionnel consiste aussi à protéger leurs patients d'une vérité trop brutale. On ne saurait sous-estimer non plus le risque de délation qu'introduit la révélation par un tiers d'accidents hospitaliers.

En revanche, des instances hospitalières des secours comprenant des membres de toutes les disciplines et de toutes les professions de santé pourraient être créées ; là, certaines décisions des chefs de service hospitaliers pourraient être discutées, sinon mises en cause.

M. Jean-Marc Simon, maître de requêtes au Conseil d'Etat, directeur du Plan de l'Assistance publique de Paris jusqu'à ses dernières semaines, nous livre ici les réflexions que lui inspire le « silence » de l'administration dans certaines de ces affaires. — N. B.

### POINT DE VUE

## Hôpital-silence

par JEAN-MARC SIMON

**B**AUDELOQUE, la Pitié, Tenon. Trois séries d'infection qui ont atteint gravement des personnes hospitalisées et qui, même, ont tué à plusieurs reprises. Est-ce tout ? Est-ce bien fini ? En bien non. Il faut avoir le courage de le dire. Les hôpitaux et les cliniques françaises ou étrangères connaissent et connaîtront peut-être encore d'autres Audeloque, d'autres Pitié, d'autres Tenon. Mais la silence fait rempart entre ces faits et le public, alors que les sociétés de la Pitié et de Tenon ont été réelles après coup, par des voies diverses, et largement commentées par la presse. Je dis « commentées » et non pas « explorées ». Une des questions les plus débattues à cette occasion a été celle de l'information ou de la non-information du public sur les risques infectieux.

Pourtant, il ne faut pas s'étonner que l'on ait continué de dresser un épais mur de silence entre les accidents dus à des infections hospitalières et le public. N'oublions pas que les rapports actuels entre la médecine et ses usagers reposent sur des conventions implicites qui, en France, comme chez nos voisins européens, admettent que le médecin peut, dans certains limites, faire la part de ce qu'il dira et de ce qu'il ne dira pas. « L'extorcion de la médecine reste dangereuse », disent les médecins, « il n'y a aucun intérêt à rendre les accidents publics, ni pour nous ni pour les malades ». En dehors d'un cercle étroit de professionnels, ajoutent-ils, nul n'est en situation de comprendre la part de risque que comportent certains de nos actes. Cette tendance au secret, injustifiée et même condamnable quand elle conduit à cacher des fautes graves, ce qui arrive parfois, se comprend assez bien en matière d'infection.

En effet, il est difficile d'empêcher l'infection de survenir, de même qu'il est difficile d'en détecter l'origine lorsqu'elle est déclarée. Tout peut être cause d'infection. Et lorsqu'une infection est survenue, il faut opérer et analyser des dizaines, voire des centaines de prélèvements. Souvent, plus l'analyse est approfondie, plus les liens de causalité suspectés au départ deviennent incertains. Il faut enfin ajouter à cela le fait qu'une infection déclarée n'est pas facile à combattre. La

seule mesure spectaculaire, qui consiste à fermer le service infecté, ne constitue qu'un recours d'usage limité. D'abord parce qu'il semble que la fermeture momentanée du service ne met pas toujours fin de façon définitive à l'infection. Ensuite, parce que, en toute logique, la fermeture du service ne pourrait avoir de rôle préventif que si elle intervenait dès l'instant où l'infection est soupçonnée. Or, fermer tous les services susceptibles de connaître une infection, reviendrait à faire peser sur les autres services une telle surcharge qu'ils offriraient à leur tour un terrain très favorable à la propagation de nouveaux germes.

### Des morts illégitimes

Néanmoins, le public n'accepte plus de reconnaître l'infection comme une fatalité nécessaire. Qu'un malade atteinte d'insuffisance rénale meure parce qu'il n'existe pas de traitement connu, soit ! C'est la fatalité. Mais qu'il meure victime d'une infection, comme toute banale, dans le service qui le maintenait en vie, alors non !

Faut-il mettre fin à cette pratique du silence ? Personnellement, je le crois, car les rapports qu'entretenant l'hôpital et ses usagers sont en train d'évoluer. La culture de confiance reste grande, mais cette confiance n'est plus aveugle. D'une part, l'homme d'aujourd'hui demande plus de vérité ; d'autre part, il accepte de moins en moins les perfectionnements thérapeutiques. L'évolution doit être conduite avec prudence. La vérité doit avancer au même rythme que la lucidité. Il faut éviter les fausses mesures qui ne feraient que diluer les responsabilités. Je songe ainsi aux documents que certains hôpitaux américains font signer aux malades avant tout examen ou toute intervention chirurgicale. Ces documents ont pour but d'éviter des procès ultérieurs de la part des patients qui sont désormais informés des taux de risques que comporte l'acte médical qu'ils doivent subir. Mais, comme l'acte proposé est généralement indispensable, les patients signent... D'ailleurs, que signifie pour un individu un taux de risque mortel d'un pour cent ? Pour presque tout, il signifie que l'acte n'est aucunement mortel. Mais pour le centième, l'acte est mortel à cent pour cent !

Surtout, l'infection est considérée par le public comme un « accident horreur », une déviation de l'hôpital, l'infection est la rançon de la maladie. C'est le « petit risque » de techniques qui permettent d'ériger des maladies autrefois terribles. Avant la création des services de chirurgie cardiaque, comme celui de la Pitié, certains malades cardiaques mouraient sans exception. Avant la création de la dialyse rénale, telle qu'elle est pratiquée à Tenon, les insuffisances rénales chroniques mouraient nécessairement. Et ce sont des malades comme Audeloque qui ont permis de réduire de façon spectaculaire, en quelques années, les complications de la grossesse et la mortalité des nouveau-nés.

La seconde, applicable immédiatement, consisterait à faire périodiquement devant les conseils d'administration des hôpitaux un rapport sur la situation de l'hygiène et sur les infections détectées. Les conseils d'administration peuvent en effet constituer un intermédiaire utile, à la fois vigilant et compréhensif. Les élus locaux, les médecins, les représentants du personnel, et ceux des organismes de sécurité sociale qui composent ces conseils, pourraient faire la part de ce qui est utile aux usagers, de ce qui est nécessaire aux médecins et aux personnels hospitaliers, et des charges financières qui peuvent être légitimement supportées pour réduire les risques d'infection. Les débats au sein des conseils d'administration me semblent comporter juste ce qu'il faut de publicité et de discrétion pour constituer, dans un premier temps, la voie médiane entre le silence actuel et l'artifice à sensation. Les chefs de service qui continueraient à faire peser une chape de silence sur leurs activités et qui refuseraient d'informer leur propre conseil d'administration s'exposeraient, en toute logique, au risque d'engager leur responsabilité personnelle en cas d'accident.

La troisième voie, à plus long terme, serait l'évaluation systématique de la qualité des soins dispensés à tout malade hospitalisé. Il serait normal qu'à chaque fois qu'un malade quitte l'hôpital, les médecins s'interrogent sur le bien-être des soins qui lui ont été dispensés. Une telle méthode n'est pas encore approuvée par tout le corps médical. Mais elle ne pourra plus repousser longtemps l'idée que l'évaluation fait partie intégrante de l'acte médical. Ainsi, le risque d'infection serait-il systématiquement analysé et apprécié selon les mêmes critères que les autres aspects de la maladie.

Alors, les progrès enregistrés dans l'amélioration des résultats ressortiront bien davantage que les échecs, et ceux-ci seront mieux compris, sinon mieux acceptés.

Alors, l'hôpital ne sera plus l'empire du silence.

## LIVRES

### Le temps, dimension biologique

de l'homme malade du temps, de H. Haimovitz, P. Fassin, C. Leroy, M. Montagne, H. Piquet, M. Pouchard et G. Vermeil. Paris, Stock, 251 pages.

De très nombreuses personnes ignorent que l'homme ne possède pas une dimension spatiale : son organisme possède aussi une structure temporelle. Les multiples fonctions de nos cellules ne sont pas toutes, en effet, réglées par le même mécanisme. Ce qui explique qu'un individu ne réagisse pas de la même façon à des stimuli physiques ou chimiques à divers instants de la journée, de la

semaine ou de l'année. Ce n'est pas une constatation nouvelle, c'est une donnée biologique (1). A l'occasion d'une rencontre ayant pour thème « l'homme malade du temps », sept médecins ont confronté leurs idées, leurs expériences. Il en est résulté un livre clair où chacun livre ses idées.

L'essor technologique et industriel du vingtième siècle a modifié le temps au mépris des impératifs biologiques. Les conséquences en ont été une gestion absurde du temps de vie, une insurmountable utilisation des ressources individuelles et des troubles de santé et un non-respect des rythmes biologiques. Une solution ? Elle n'est pas facile à définir, si fan-

draut un mode de vie plus rationnel, moins morcelé et plus varié. L'homme, qui passe les trois quarts de sa vie en dehors de sa profession, doit savoir gérer son temps de vie. On en a rarement trop.

(1) Le Monde du 10 juillet 1978.

### « Une autre assiette »

de CLAUDE AUBERT, de Claude Aubert, éditions Delarue, 17, rue du Vieux-Colombier, 75005 Paris, 360 pages.

L'alimentation actuelle n'est plus satisfaisante. Les responsables de cette situation pour l'avenir, Claude Aubert, ingénieur agronome, sont l'agriculture

moderne qui cherche le rendement au détriment de la qualité, les techniques alimentaires qui détruisent les aliments sous prétexte de les conserver ou de les rendre plus attractifs et, enfin, les consommateurs, dont les habitudes alimentaires se sont profondément modifiées.

Dans cet ouvrage très documenté, Claude Aubert propose aussi des solutions : ce ne sont pas des médicaments ou des vitamines ni des recettes miracles, mais un ensemble de règles simples. Ce livre intéressera ceux qui s'inquiètent des méfaits d'une industrialisation mal comprise et mal maîtrisée. Mais aussi ceux qui tout simplement veulent bien et sainement manger.

La première est une question d'argent et de planification. Les installations techniques telles que les salles d'opération, les lits de réanimation, les équipements d'exploration chirurgicale, devraient « respirer à vide » plus souvent, évitant ainsi la contamination de l'air ambiant ou des matériels. Mais pour cela, il faudrait admettre que de telles installations ont intérêt à rester inutilisées un certain temps, ce qui n'est conforme ni aux pratiques budgétaires, ni aux règles de la carte sanitaire actuellement en vigueur. Avec des effectifs européens de personnel, affectés à la qualité des soins et non à l'accroissement des volumes de soins, les équipes soignantes pourraient

Etats-Unis  
Science et Foi réclament un moratoire  
nouvelles centrales nucléaires  
re envoyé spécial

frags au C.O.E.

**VENDE**  
LIVRES  
20% en SACRE

RELATION  
TS ENFANT



# SCIENCES

## LE PROJET DE RÉFORME DU C.N.R.S.

Deux projets de décrets portant réorganisation du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) viennent d'être soumis au Conseil d'Etat. Après l'avis de la haute assemblée, ils devraient donc pouvoir être examinés lors d'un prochain conseil des ministres (nos dernières éditions datées 24 juillet).

Annancée pour la première fois en septembre 1978, cette réforme du C.N.R.S., préparée dans la plus grande discrétion, vise essentiellement, selon ses principaux promoteurs, à redonner à cet organisme de haut niveau la place qu'il mérite au moment où, plus que jamais, les pays développés de matières premières, comme la France, doivent faire appel

à leur « matière grise ». Il s'agit, tout à la fois, de renforcer la « tête » de l'organisme, en le dotant d'un conseil d'administration et d'un président influents, et de lui donner une plus grande souplesse à la base à l'aide de régies de fonctionnement administratives et financières largement décentralisées. Surtout, ces projets de décret, s'ils sont définitivement adoptés, valideront en quelque sorte l'action menée depuis plusieurs années par la direction de l'organisme, en officialisant dans les textes l'existence de structures internes de décision (directions scientifiques, comités sectoriels, etc.) rendues indispensables par la taille même du C.N.R.S.

## Bonnes et mauvaises raisons d'une évolution nécessaire

Curieux parcours : lancé à grand renfort de proclamations volontaristes, aux allures de croisade contre un monstre incapable de maîtriser une bureaucratie galopante et nourissant en son sein des « chercheurs en oisive tongue », les projets de réforme du C.N.R.S. semblent en bonne voie d'aboutir sur une sorte de coup de chapeau à la manière dont cet organisme a su progressivement s'adapter, depuis plusieurs années aux exigences de l'époque.

Tout n'apparaît pas absolument positif dans les dispositions soumises au Conseil d'Etat. Mais nombre de celles-ci sont assurément sages. Par exemple : était-il raisonnable que le directeur d'un laboratoire du C.N.R.S. de Lyon, Marseille ou Bordeaux ait fait approuver à Paris sa décision d'envoyer quelques jours un chercheur en mission ? N'était-il pas raisonnable de donner un réel pouvoir aux différents directeurs scientifiques, en reconnaissant officiellement qu'un directeur général ne pouvait pas, ne devait pas être au courant de tout ?

A coup sûr, nul ne le conteste, l'organisme souffrait d'une lourdeur administrative et bureaucratique étouffante (l'administration centrale ne comporte pas moins de neuf cent quarante-cinq personnes). Une des causes en était le biophasisme entre la direction générale (scientifique) et la direction administrative et financière auquel on veut, à bon droit, mettre fin aujourd'hui.

En fait, nombre de dispositions du projet actuel ne font que reconnaître ce qui existait déjà à l'existence de structures internes de décision que cet organisme de plus de vingt-deux mille personnes avait du lui-même créer. Les directions scientifiques chargées de suivre l'évolution des principaux secteurs du développement des connaissances et les comités d'experts (comités sectoriels) chargés de les assister.

### Le poids des syndicats

De même fallait-il — de façon urgente, sans doute — redonner le blason du C.N.R.S. en le dotant d'une tête prestigieuse, mais plus nécessairement encore influente, auprès de ceux qui décident. En dépit des propos officiels, la

recherche française a été, ces dernières années, sacrifiée aux nécessités de l'instant. Il est vrai que, à court terme, les chiffres du chômage et de l'inflation paraissent autrement lourds de menaces que les difficultés d'une activité dont les fruits ne mûrissent pas avant cinq, dix ou quinze ans.

A ces préoccupations du moment s'ajoutait, d'autre part, un discours accusateur, le plus souvent injuste contre les chercheurs jugés inutile et gaspilleurs, et parfois une rancœur plus sourde contre le poids, au sein de l'organisme, d'instances scientifiques en partie liées au sein desquelles les syndicats de gauche pouvaient paraître avoir un poids important. Mais, après tout, est-il si surprenant que des chercheurs aient dû de goût pour la critique que pour l'approbation ?

La vérité oblige à dire, en dépit de certaines situations particulières (le blocage des carrières par exemple tend tout naturellement à favoriser pour les promotions aux premiers grades, les plus anciens qui risqueraient sans cela de se voir exclure), qu'il n'a jamais été prouvé qu'un choix scientifique ait été substitué au choix syndical. Les élus qui, pour pouvoir créer un nouveau laboratoire doivent accepter la mort d'un autre, ne le font sûrement pas de gaieté de cœur.

### Un retour au mandarinat ?

Il serait abusif par contre de dire que les personnels ont laissé sans jamais résister la direction des structures (par exemple les GRECO (groupes de recherches coordonnées) regroupant des équipes dispersées sur un thème commun). Mais il n'est pas évident que le C.N.R.S. de prendre les virages qu'il fallait et parfois avant les autres (sur l'énergie solaire par exemple). Et nombre de ceux qui percent dans ces recherches ont leur tour d'« étoile » seraient assurément surpris, fréquentant les laboratoires, de voir qu'il n'y a pas une équipe de valeur qui ne se précipite à l'abandonner d'un moment à l'autre d'une valorisation de ses résultats, de leur application.

La réalisation des projets de réforme décrits ci-dessus, qui

portent fortement la marque de leur principal instigateur, le ministre de la Recherche, présente toutefois certains aspects quelque peu périlleux. Au sommet de l'organisme par exemple, conseil et comité scientifique qui remplaceraient respectivement le conseil d'administration et le directeur, donnent une influence prépondérante, dans le domaine scientifique, aux personnalités nommées sur les listes (absentes du nouveau conseil alors que certaines siègent à l'actuel conseil d'administration). D'aucuns y verraient sans doute un risque très net de retour au mandarinat : la recherche dans les universités a beaucoup souffert, et souffre encore un peu, de ce fléau auquel le C.N.R.S. avait justement pu échapper du fait de ses structures démocratiques. Par contre, l'exclusion du comité national des techniciens et administratifs, sera très durement ressentie par les intéressés. Cette exclusion semble fort s'apparenter à une brimade parfaitement inutile, surtout si l'on sait que ce sont toujours les ingénieurs qui ont été élus par la catégorie d'ingénieurs, techniciens et administratifs.

22 150 PERSONNES  
3,35 MILLIARDS DE FRANCS

Le C.N.R.S. comprend actuellement 22 150 personnes, dont 8 296 chercheurs et 13 854 ingénieurs, techniciens et administratifs. Son budget pour 1979 est de 3,35 milliards de francs (2,44 milliards de francs de budget de fonctionnement et 897 millions de francs d'équipement et de soutien des programmes).

Le « groupe C.N.R.S. » (deux instituts nationaux, l'Institut national d'astronomie et de géophysique — INAG — et l'Institut national de physique nucléaire — INPNC) — ont une position un peu à part par des formations de recherche qui lui sont propres (environ 140 laboratoires propres, autant d'équipes de recherche, 25 groupes de recherches et 4 missions permanentes à l'étranger) et par le biais d'équipes ou de laboratoires « à la carte » qui sont universitaires — qui lui sont associées (environ 220 laboratoires, associés et 600 équipes de recherche associées).

Le C.N.R.S. est un organisme très ouvert, dont on peut dire qu'il structure fortement la recherche française de base, sans englober toute une tierce seulement des chercheurs, qui travaillent dans les structures propres ou associées au C.N.R.S., appartenant directement à des universités, les autres étant pour moitié des universitaires, pour moitié des chercheurs — de passage — (stagiaires, français ou étrangers, par exemple).

De même les syndicats dénoncent-ils l'influence des « nomades » au sein des comités sectoriels, y voyant un moyen facile de donner plus de poids qu'il n'est nécessaire à ceux qui, à l'extérieur du C.N.R.S., peuvent profiter (au propre et au figuré) des découvertes de ses chercheurs. L'histoire récente du C.N.R.S. a tout de même montré qu'il était possible de beaucoup évoluer à l'intérieur de textes réglementaires formels. Il faut souligner que les prochains textes du C.N.R.S. (1) — le mandat du directeur général actuel, M. Robert Chabal, vient à expiration au début du mois d'août — ne sauraient faire preuve d'immagination que les précédents. Après tout, font régulièrement remonter certains responsables de la recherche, la France n'obtient-elle pas parmi les nations développées plus de réalisations scientifiques que ne le voudrait une simple loi proportionnelle ? Le C.N.R.S. d'inter et d'aujourd'hui n'y est assurément pas pour rien.

XAVIER WEEGER.

(1) On peut d'ailleurs se demander si le « biophasisme » actuel n'est que pas de laisser la place à une autre forme de « dualisme » entre les deux administrations de haut niveau qui devraient être le futur président et le directeur général.

## AU CONSEIL DES MINISTRES DES NEUF

## La France propose un aménagement du monopole d'approvisionnement en combustibles nucléaires d'Euratom

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Pierre-Bernard Raymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, présente au conseil des ministres des Neuf, réuni ce mardi 24 juillet, à Bruxelles, un mémorandum demandant la modification du chapitre VI du traité d'Euratom. Ce chapitre, d'inspiration fédéraliste et dirigiste, confie le monopole des transactions sur les combustibles nucléaires à l'Agence d'approvisionnement

d'Euratom. Alors que le conseil européen de Strasbourg vient d'insister pour que les programmes nucléaires soient « rigoureusement relancés », le gouvernement français estime nécessaire que le cadre juridique dans lequel travaille l'industrie nucléaire soit adapté aux besoins, autrement dit que les prérogatives exorbitantes de l'Agence soient supprimées et le rôle principal restitué aux opérateurs industriels.

### De notre correspondant

Les Français considèrent qu'il n'est plus possible de développer leur industrie nucléaire dans un environnement juridique aussi précaire. Au cours des contacts à haut niveau qu'ils ont pris durant les précédentes semaines, ils ont obtenu qu'il ne s'agisse pas d'un simple amendement de la loi mais d'une véritable révision du traité avec le danger de contagion d'autres secteurs qu'une telle opération pourrait porter, mais plus modestement d'entreprendre une modification d'un seul chapitre, comme cela est expressément prévu dans ce chapitre lui-même.

### Une certaine préférence communautaire

Selon la France, le meilleur moyen de favoriser le développement des programmes nucléaires, c'est d'adopter un cadre industriel et économique libéral, analogue à celui dans lequel se développent les autres formes d'activité industrielle. Cela implique la suppression des dispositions dirigistes du chapitre VI : droit exclusif de l'Agence à signer des contrats et principe d'égal accès pour tous les utilisateurs communautaires au combustible disponible. La France veut que les droits légitimes des investisseurs et des Etats membres qui ont encouragé leurs investissements soient protégés, qu'ils puissent bénéficier prioritairement des

résultats sans que le monopole de l'Agence ou le principe de l'égal accès des utilisateurs communautaires puisse leur être opposé.

Cette nécessaire priorité accordée à l'industrie nucléaire, selon les Français, d'organiser une certaine préférence communautaire. Celle-ci, expliquent-ils, peut s'exercer à plusieurs niveaux. A celui des investissements : les projets devraient être soumis à la Commission européenne afin qu'elle facilite la création des liens de l'association (le joint venture) entre industriels de la C.E.E. A celui du marché ensuite : en cas de pénurie, les utilisateurs de la C.E.E., une fois les entreprises liées aux producteurs de services, pourraient bénéficier d'une garantie d'accès. Comme corollaire, en cas de surproduction, les industriels communautaires producteurs de combustibles devraient se voir reconnaître une priorité de débouchés.

Une fois ces modifications au chapitre VI apportées, la politique commune d'approvisionnement aurait pour objet l'insérer dans d'autres volets de la politique énergétique, d'orienter et de compléter l'action des Etats membres et des entreprises. L'Agence devrait recevoir des Etats membres et des industriels toutes informations d'ordre économique nécessaires pour assurer la transparence du marché. Elle pourrait agir comme opérateur, à la demande des utilisateurs ou producteurs d'un ou plusieurs Etats membres.

La Commission européenne, dans une récente communication transmise aux gouvernements membres, reconnaît que le chapitre VI tel qu'il est écrit n'est pas pleinement adapté aux besoins de l'économie nucléaire actuelle. Elle hésite cependant à présenter des propositions de modification, car celles-ci aboutiraient inévitablement à l'amoindrissement des pouvoirs de l'Agence. Elle insiste cependant à présenter des propositions de modification, car celles-ci aboutiraient inévitablement à l'amoindrissement des pouvoirs de l'Agence. Elle insiste cependant à présenter des propositions de modification, car celles-ci aboutiraient inévitablement à l'amoindrissement des pouvoirs de l'Agence.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Un chercheur a été tué lundi 23 juillet au centre de recherches atomiques d'Aldermaston, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Londres (nos dernières éditions), a annoncé le ministère britannique de la défense. Peter Leslie Allen a été victime de l'explosion d'une composition contenant 1/2 gramme d'explosif, indique le ministère, qui précise que l'accident n'a mis en cause aucune matière radioactive et qu'il n'a pas fait d'autre victime. Une enquête a été ouverte. — (A.F.P.)

## AÉRONAUTIQUE

### APRÈS BRITISH AIRWAYS

## La firme British Aerospace sera dénationalisée

Londres (A.F.P.). — Le gouvernement britannique a annoncé mardi 24 juillet son intention de vendre une partie des actions qu'il détient dans la firme nationale British Aerospace, qui occupe à l'heure actuelle soixante-dix mille personnes.

La décision, annoncée aux Communes par le ministre de l'Industrie, Sir Keith Joseph, est conforme aux promesses électorales du parti conservateur qui souhaite réduire l'impact de l'Etat sur l'économie britannique.

Le ministre de l'Industrie a indiqué qu'un projet pour la vente d'actions de British Aerospace serait déposé avant Noël au Parlement.

British Aerospace, qui résulte de la nationalisation en 1977 des firmes British Aircraft Corporation (BAC), Hawker Siddeley Aviation, Hawker Siddeley Dynamics et Scottish Aviation, a réalisé un chiffre d'affaires de 894 millions de livres en 1978 et un bénéfice commercial de 79 millions de livres.

Un peu moins de la moitié du capital de British Aerospace sera mis en vente selon Sir Keith Joseph. La firme devra faire ensuite appel au marché des capitaux pour le financement des projets civils. Mais le groupe ne sera en aucun cas démantelé. Le ministre de l'Industrie pourra acheter des actions.

British Aerospace fabrique entre autres le chasseur à décollage vertical Harrier, qui intéresse la Chine populaire ; le chasseur-bombardier Jaguar, en coopération avec le Brésil et l'Espagne ; le chasseur Tornado, projet anglo-italo-allemand, et les ailes de l'Airbus, avion de transport construit par un consortium européen. Le groupe a participé avant sa nationalisation, à la conception et à la construction du superjet Concorde. British Aerospace conçoit, enfin, des missiles tactiques et d'autres systèmes d'armes.

L'annonce de la vente d'actions de British Aerospace fait suite à une décision similaire annoncée la semaine dernière (le Monde du 21 juillet) pour la compagnie nationale aérienne British Airways.

Le gouvernement conservateur a aussi l'intention de vendre des actions de plusieurs autres sociétés britanniques dont British Petroleum. On ignore, en revanche, si la firme devra faire appel au marché des capitaux pour le financement des projets civils.

projet civil. Mais le groupe ne sera en aucun cas démantelé. Le ministre de l'Industrie pourra acheter des actions.

British Aerospace fabrique entre autres le chasseur à décollage vertical Harrier, qui intéresse la Chine populaire ; le chasseur-bombardier Jaguar, en coopération avec le Brésil et l'Espagne ; le chasseur Tornado, projet anglo-italo-allemand, et les ailes de l'Airbus, avion de transport construit par un consortium européen. Le groupe a participé avant sa nationalisation, à la conception et à la construction du superjet Concorde. British Aerospace conçoit, enfin, des missiles tactiques et d'autres systèmes d'armes.

L'annonce de la vente d'actions de British Aerospace fait suite à une décision similaire annoncée la semaine dernière (le Monde du 21 juillet) pour la compagnie nationale aérienne British Airways.

Le gouvernement conservateur a aussi l'intention de vendre des actions de plusieurs autres sociétés britanniques dont British Petroleum. On ignore, en revanche, si la firme devra faire appel au marché des capitaux pour le financement des projets civils.

projet civil. Mais le groupe ne sera en aucun cas démantelé. Le ministre de l'Industrie pourra acheter des actions.

British Aerospace fabrique entre autres le chasseur à décollage vertical Harrier, qui intéresse la Chine populaire ; le chasseur-bombardier Jaguar, en coopération avec le Brésil et l'Espagne ; le chasseur Tornado, projet anglo-italo-allemand, et les ailes de l'Airbus, avion de transport construit par un consortium européen. Le groupe a participé avant sa nationalisation, à la conception et à la construction du superjet Concorde. British Aerospace conçoit, enfin, des missiles tactiques et d'autres systèmes d'armes.

L'annonce de la vente d'actions de British Aerospace fait suite à une décision similaire annoncée la semaine dernière (le Monde du 21 juillet) pour la compagnie nationale aérienne British Airways.

Le gouvernement conservateur a aussi l'intention de vendre des actions de plusieurs autres sociétés britanniques dont British Petroleum. On ignore, en revanche, si la firme devra faire appel au marché des capitaux pour le financement des projets civils.

projet civil. Mais le groupe ne sera en aucun cas démantelé. Le ministre de l'Industrie pourra acheter des actions.

## Les principales dispositions du projet

Voici une analyse des principales dispositions du projet de réforme du C.N.R.S. actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Le conseil d'administration du C.N.R.S., qui comprend actuellement vingt-huit membres et est présidé par un conseiller d'Etat, céderait la place à un conseil du C.N.R.S. composé de quinze personnes, dont cinq membres de droit : le président du C.N.R.S. et le directeur général, tous deux scientifiques ; la délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) ; le directeur du budget et le chef de la mission de la recherche au ministère des universités. Les dix autres membres seraient six personnalités scientifiques (dont deux professeurs respectivement par l'Académie des sciences et par le Collège de France) et quatre personnalités du secteur de la recherche industrielle et appliquée.

A l'exclusion des trois représentants du ministère des universités, du budget, et du ministre chargé de la recherche (qui ne pourront pas se faire représenter au conseil), tous les membres du conseil seraient nommés, sur le rapport du ministre des universités. Celui-ci serait assisté pour l'administration du centre, d'un secrétaire général, et pour les secteurs scientifiques, de directeurs scientifiques nommés sur proposition du conseil, par arrêté du ministre des universités, ainsi que de conseillers scientifiques.

L'actuel directeur (quarante-deux membres, dont vingt issus du comité national) et la commission des affaires sociales (vingt-six membres) seraient remplacés par un comité scientifique de dix-sept membres (le directeur général, les six personnalités scientifiques membres du conseil du C.N.R.S. et dix présidents de

sections du comité national nommés par l'assemblée de leurs pairs) et par un comité consultatif des personnels de vingt membres (dont cinq chercheurs et ingénieurs et cinq techniciens et administratifs élus), plus spécialement chargé des problèmes de la recherche (œuvres sociales, par exemple) concernant les personnels.

Les prérogatives du comité national de la recherche scientifique ne seraient pas très sensiblement modifiées. Toutefois, sa composition devrait être très légèrement allégée, chacune des quarante et une sections du comité n'ayant plus qu'une quinzaine de membres (actuellement quinze à vingt) et deux ingénieurs et huit techniciens et administratifs.

Le regroupement de certaines disciplines permettrait de créer des départements autour d'un directeur scientifique. Ces départements seraient dotés, comme c'est le cas actuellement auprès de certains directeurs scientifiques, de comités sectoriels ; mais, à la différence des comités actuels nommés par le directeur général et qui ne comptent que des personnalités internes au C.N.R.S., dont une bonne proportion d'élus, ces comités « nouvelle manière » seraient composés pour moitié des personnalités de sections du comité national et pour moitié des personnalités désignées par le ministre des universités, après avis du ministre chargé de la recherche.

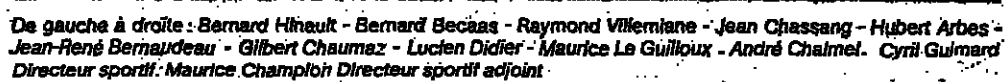
Enfin, les deux décrets soumis à l'approbation du Conseil d'Etat organisent une certaine décentralisation administrative : les directeurs scientifiques, dont la fonction serait officialisée, se verraient confier un pouvoir de décision qu'ils n'ont pas pour l'instant. De même, seraient créées des fonctions de comptables et d'ordonnateurs secondaires, et serait généralisée le principe du contrôle a posteriori pour les opérations n'excédant pas une certaine importance, de façon à obtenir une simplification administrative.

مركز من الأصل



**COURS RAY**  
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE  
ET SUPÉRIEUR PRIVÉ  
CALAURÉNT SÉRIE  
version juin 1979  
% de réussite  
COURS D'ÉTÉ 1979-80  
ANNEE SCOLAIRE 1979-80  
Calaureat  
000000

Bravault!!!



**Bravo pour cette victoire au 66<sup>ème</sup> Tour de France.** Bravo à toute l'équipe ! Bravo à tous les hommes qui l'ont rendue possible. Située à Mâchecoul en Bretagne, "GIANE", filiale de Renault est le 3<sup>ème</sup> constructeur français de cycles et le spécialiste des bicyclettes de haut de gamme.

# Renault cycles gilane



## Renault préconise elf









Le Monde

# culture

## Festival

A CARPENTRAS

### Le rêve de Juliette

Lorsque s'éteignent les derniers accords de l'orchestre, après la mort de Roméo et de Juliette, il ne reste plus que qu'à applaudir avec tout le monde mais, si l'on a été ému, si les mélodies du duo d'amour ou du sonnet de Juliette sont restées scotchées au fond de la mémoire, il faut aller se promener dans les rues de Carpentras, rêver en se souvenant, pleurer et se réjouir, car il y a bien entre la musique de Gounod et la douceur des soirs de Provence une complicité idéale : c'est à Saint-Rémy-de-Provence qu'il est allé composer *Mireille*, et *Roméo* près de Saint-Raphaël : ne le saurait-on pas qu'on devrait s'en douter.

C'est peut-être pour cela que, malgré les défauts inhérents aux représentations en plein air, il y a mieux que de bonnes excuses à avoir présenté *Mireille* l'an dernier. *Roméo* cette année, contre le mur de la cathédrale de Carpentras : ce qu'on perd en rondeur du son et en équipement technique, on le retrouve dans le climat nocturne. Le décor unique de Georges Wakhévitch, représentant la couleur des pierres de la cathédrale et un peu du style, pouvait donner l'illusion d'être parfaitement de circonstance, sans rien exagérer tout de même : quant aux costumes et à l'allure générale des choristes du Théâtre municipal d'Avignon et de l'Opéra de Monte-Carlo, ils donnaient l'impression, pourquoi pas, que les invités des Capulet n'étaient ni très beaux ni très bien habillés, qu'ils ne chantaient pas toujours avec exactitude et, surtout, qu'ils bavardaient beaucoup lorsqu'ils retournaient attendre, sous les gradins, leur prochaine apparition.

Il y aurait à dire sur les changements de décor maladroitemment dissimulés derrière des tentures lorsqu'ils pourraient fort bien se faire à vue, surtout pour ce qu'il y a à modifier : un lit à roulettes, un tonneau à café et la bibliothèque fourre-tout du Frère Laurent en toile peinte. Faut-il se demander aussi pourquoi on a rétabli le ballet (composé en 1888, lorsque l'œuvre est entrée à l'Opéra, mais d'un intérêt très mince), même en le glissant, assez habilement, entre le premier et le deuxième acte ?

Bref, si l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine n'a pas pu compter sur l'acoustique des lieux pour donner certaines imprécisions, Pierre Derveaux aurait dû prendre la peine de les épargner aux auditeurs de ces « machines » qui n'admettront jamais que le laisser-aller fasse réellement partie du respect dû à la musique de Gounod. La mise en scène de Jean-Jacques Eickelberry dénotait du même souci de rester fidèle à une tradition dont l'émancipation n'est pas la qualité pre-

mière, sans prétendre que le livret de Barthe et Carré vienne au secours de l'invention, il devait au moins la susciter par réaction, d'autant plus que la musique porte en elle bien des suggestions de mouvement : la ronde de nuit des Capulet dans le pas pourrait être un délicieux intermède de comédie, et l'on pourrait citer d'autres occasions manquées ou, au contraire, des défauts dramatiques accentués quand il était possible de les atténuer.

Heureusement, l'opéra vit aussi des voix, et la distribution n'était pas seulement ce qu'il y avait de plus satisfaisant dans l'ensemble, mais, à vrai dire, ce qui justifiait vraiment une production qui aurait pu être estimable, sans plus. D'abord, ce qui justifie l'effort tout particulier se soit porté sur la diction et le phrasé par rapport à ce qu'on a l'habitude d'entendre dans le répertoire français : d'autre part, les rôles secondaires n'avaient pas été sacrifiés : le duc de Mantoue (Alain Tervil) était impressionnant, et le rôle du page convient mieux à Danielle Chlosta-tawa que bien d'autres emplois, même si elle y met un rien d'affectation.

Les qualités de Robert Massard (Capulet) sont trop connues pour qu'il soit besoin d'y revenir, et Yves Besson a fort bien détaillé la ballade de la zone M&H. Enfin, si Pierre Thau possède la couleur vocale et la force de conviction de Frère Laurent, Luis Lima (Roméo) sait si bien faire oublier, par sa présence, son physique de jeune premier et une excellente diction qu'il n'a que de justes moyens du rôle qu'on lui reprocherait seulement de rester un peu trop sentimental, là où il faudrait une ligne de chant plus ferme.

Pour résumer en une phrase les qualités de *Mireille*, on pourrait dire qu'elle donnait raison à Mme Carvalho, la créatrice du rôle de Juliette, d'avoir exhorté au compositeur une vaine chimie : il est rare, que ce morceau, parfaitement superflu, parvienne à soutenir l'intérêt jusqu'au bout ; d'ailleurs, dès les premiers mots, lorsqu'elle entre en scène, elle trouve cet accent de vérité qui permet de faire croire immédiatement à la réalité du personnage ; qu'elle ait, en outre, toutes les apparences extérieures de Juliette n'a fait que renforcer cette conviction, qui ne se démentira pas jusqu'à la fin. C'est peut-être pour cela qu'on avait des raisons d'être ému après la représentation : on n'a pas souvent l'occasion, même à l'opéra, de prendre la réalité pour un rêve.

GÉRARD CONDÉ.

\* Dernière représentation mercredi 25 juillet à 21 h 30.

A Avignon

### UN TOUR DANS LE « OFF »

Off Festival, soixante-seize spectacles se composent dans vingt-cinq lieux démultipliés. On y trouve Camus, Dubillard, Latorque, Lora, Petrone, Shakespeare... des auteurs inconnus, des one man shows, des ballets, des chansons, du travesti (mais les Mirabiles manquent), des clowns, des mimas, des marionnettes, du théâtre pour enfants, et aussi du hardcore, à ce que prétend le tract.

Dans l'esprit d'opérer un choix judicieux, on élimine les pièces qui, a priori, exigent une mise en scène factieuse : les troupes par définition sont pauvres et les lieux sont tous mal équipés. On élimine ceux qui sont trop éloignés du centre quand on n'a ni voiture ni bicyclette, car il n'y a pas de transports en commun et les taxis sont rares. On élimine les noms trop connus, car on cherche plutôt les nouveautés. Dans un esprit de demi-mesure, on choisit le *Hamlet* de Latorque par un comédien que l'on ne connaît pas et qui se révèle à peu près aussi engagé qu'un rond-de-cuir : où est l'humour de l'opéra, où est Carmelo Bene ?

On choisit alors quelqu'un que l'on connaît un peu et qui a éviscé l'intérêt. Manque de chance, le *Satiricon*, que présente le Théâtre de Novembre à l'hôtel Duplessis, ne vaut pas le spectacle de l'an dernier, au même endroit, *Antioch*. Pourtant l'or terni des salons, les lustres à chaînettes, les miroirs essor-briés, offrent un cadre unique à la décadence et à son charme vénéré. Des gisoles et des garçonnets juchés sur des boudoirs, paupières lasses, accroche-cœurs gonflés, ardent l'ambiance sur des airs de chansons-crooners. Mais certains comédiens sont trop malhabiles et la mise en scène donne l'impression d'être hâtivement rafistolée, comme dans beaucoup d'autres cas d'ailleurs.

■ L'actrice américaine Corinne Galtich est morte le mardi 23 juillet à Los Angeles à l'âge de quarante-deux ans.

Après avoir débuté comme danseuse, elle connut une brillante carrière d'actrice entre 1915 et 1925, interprétant notamment « The Gas-

dan of Eden » et « Lilies of the Fields ». Sursumme l'« Orphée » de 1925, elle n'est pas abandonnée du cinéma avec l'avènement du parlant. Mariée quatre fois, elle avait également été célèbre, dans les années 50, pour son action en faveur de l'abolition de l'impôt sur le revenu.

Ainsi, *Change la violence*, avec Ariette Chosson et Richard Elbaz, une adaptation de *Gilgamesh*, par Tahar Ben Jelloun, mêlée à des textes modernes sur la solitude des immigrés ou la violence à New-York. Il y a de la sensibilité et de l'humour, et les textes sont beaux. Mais la manière dont ils sont opposés est simpliste, de même que le travail sur les signes de représentation. Dans les deux spectacles, les moyens ont manqué, et donc le temps pour développer, trier, affiner, ce qui donne des résultats bâclés. On regrette les mises en espace de Théâtre ouvert, elles présentent un moment du travail, incomplet sans doute, mais donné comme tel et qui ne se disperse pas.

Change to violence se joue aux Charniers réunis, à 18 heures. A 19 heures, trois garçons et deux filles, qui viennent d'Aix-en-Provence, présentent leur première réalisation, *La grande magie circule* ou le *bleuet* qui craque. Ils sont merveilleux dans l'humour nigaud, la maladresse calme, le gag à retardement. Ils jouent des numéros hérités de quelques mimes en prenant le contrepied du *Magie Circus*, de sa frénésie, de sa truculence, de sa poésie triste. Eux, ils font dans le théâtre, dans la déformation, ils lisent des recettes d'illusionnistes, paraphrasent Shakespeare, citent le *Paradoxe* sur la comédie, se servent de disques rayés, tandis qu'un accordéoniste irrépressible profite des temps morts pour essayer de jouer en solo... Ils dépassent le canular par leur élégance, une sorte de nonchalance aristocratique. Si leur passage « off » d'Avignon restait sans lendemain, ce serait désespérant.

COLETTE GODED.

\* *Satiricon*, hôtel Duplessis, 18 heures.  
■ *La grande magie circule*, 16 h et *Change to violence*, 18 h, aux Charniers réunis.

## Danse

### ANIMATIONS DE RUES A AIX

Depuis 1977, Aix-en-Provence s'est ouverte à la danse. Cette année, du 16 au 26 juillet, des ateliers, des spectacles se succèdent toute la journée en divers lieux de la ville. Le soir, des groupes bon enfant, en route vers le parc Jourdan, croisent les festivités en grande tenue qui montent vers l'événement. Longement ouvert vers la population locale et estivale, « la Danse à Aix » est une tentative pour sensibiliser le public à l'art chorégraphique, plutôt qu'une manifestation de spectacles à consommer : un anti-festival en quelque sorte.

Des podiums ont été dressés dans la zone piétonnière, place des Chapelliers et rue Ancienne. A 10 heures du matin, les ménages, panier ou bras, et les touristes s'y pressent pour suivre une animation de Dominique Bagouet ou du Ballet de Rennes ; le soleil est de la partie et il faut croquer le sol qui brûle les pieds nus des danseurs. A 17 heures il fait très chaud ; un groupe en maillots bleus clair fait sa barre en public. On s'écarte autour.

Chaque soir, une représentation a lieu au parc Jourdan ; mais toute l'après-midi une foule est là pour suivre les répétitions. Bien avant le spectacle, les familles s'installent sur des chaises. Certains jouent aux cartes en attendant la tombée de la nuit. Des enfants rient, des chiens aboient.

Toutes ces manifestations sont gratuites, sauf quelques représentations de prestige données dans le beau cadre du château du Tholonet.

L'origine de l'opération « la Danse à Aix », il y a le comité officiel des fêtes, une association régie par la loi de 1901, dont les membres, tous bénévoles, s'activent autour d'une secrétaire animatrice particulièrement efficace, détachée de la mairie, Mme Ginette Escoffier.

« Le Comité, explique-t-elle, est issu d'une ancienne association qui avait pour objectif de conserver et de faire vivre de vieilles traditions aixoises, comme le carnaval. Il y a environ douze ans, lors du grand développement urbain, il s'est préoccupé d'empêcher qu'Aix ne devienne une ville dortoir. C'est alors qu'ont commencé les animations de rue, quelques concerts, des spectacles folkloriques, etc. L'hôtel Meynier d'Opéra, le dimanche, sur le cours Mirabeau, fermé aux voitures. Dès les premiers spectacles de danses dans la rue, le

public a répondu fortement, assistant aux répétitions, participant ; c'était un contact direct, la manifestation d'un besoin réel. Le grand démarrage de « la Danse à Aix » a vraiment pris forme autour de deux opérations festives : en 1976, la venue du Ballet de Nancy avec Gligi Coculescu, qui a préparé ici sa première manifestation sur les tables de la fontaine et, l'année suivante, la performance de Carolyn Carlson, toute seule sur son podium, à nu la foule en haleine pendant deux heures. En 1978, nous avons organisé une semaine de danse avec le concours technique de la municipalité.

« Les subventions sont venues peu à peu, ajoute Mme Escoffier, aujourd'hui nous bénéficions d'argent de la ville, du Fonds d'intervention culturelle, des offices culturels, du ministère de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale ainsi que du soutien de l'ONDA et de plusieurs organismes régionaux, soit environ 50 000 francs de subventions. Notre objectif n'est pas de créer un festival de plus, mais de sensibiliser la population aixoise à la danse et de moduler cette action sur toute l'année, notamment par des animations scolaires dans le cadre du tiers temps pédagogique. Cet hiver, nous avons touché déjà six cent quatre-vingt élèves avec des ateliers de danse, de démonstration, un film qui nous a permis notamment de faire découvrir la danse moderne ; car ici, pour beaucoup, la danse se réduit aux tutas et aux pointes. »

Aujourd'hui encore, la première préoccupation de « la Danse à Aix » demeure cette action en profondeur sur la population locale, comme en témoigne la première semaine consacrée en grande partie aux écoles de danse aixoises aux spectacles des élèves des conservatoires d'Aix et de Grasse, ainsi qu'à des groupes locaux.

A côté de cette participation locale, le comité officiel des fêtes a invité plusieurs jeunes compagnies : Dominique Bagouet, le Four solaire, le Centre chorégraphique de Rennes, les jeunes espoirs de l'Opéra de Paris, et deux grandes troupes, les Ballets canadiens et le Ballet-théâtre de Nancy. Aerodance, groupe d'avant-garde américain, n'est pas intervenu en France, terminant les manifestations.

MARCELLE MICHEL.

\* AERODANCE, mercredi 25 juillet, parc Jourdan, 21 h 30.

## La culture et l'État II. — Ces machines qui font peur

par THOMAS FERENCZI

La politique culturelle de l'État a toujours plus ou moins visé l'un des trois objectifs suivants, sinon les trois à la fois : favoriser la « démocratisation » de l'art, assurer le prestige national, séduire les intellectuels. Or, depuis quelques années, aucune de ces trois missions n'est remplie de façon satisfaisante par le gouvernement (« le Monde » du 24 juillet). Il est vrai que le développement des « industries culturelles » (livre, disque, télévision) a modifié les conditions de l'intervention de l'État. Pour M. Jean-Philippe Lecat, l'effet de ces « machines » sur la diffusion culturelle ne peut plus être ignoré des pouvoirs publics.

A l'autome dernier, un article publié par M. Augustin Girard, chef du service des études et de la recherche au ministère de la culture et de la communication, dans la revue *Futuribles*, causait un grand émoi dans les milieux professionnels (« le Monde » du 25 octobre 1978). Consacré aux « industries culturelles » (livre, disque, télévision), l'article soulignait que « le progrès de la démocratisation et de la décentralisation est en train de se réaliser avec beaucoup plus d'ampleur par les produits industriels accessibles sur le marché qu'avant les « produits » subventionnés par la puissance publique ». Il ajoutait que le rôle même des « institutions » se trouvait « remis en cause par l'industrialisation de la culture ». On comprend que les responsables de ces « institutions » se soient inquiétés et qu'ils aient aussitôt crié à la « privatisation » de l'action culturelle, considérant avec plus ou moins de bonne foi — le texte de

M. Girard comme un manifeste de la nouvelle politique gouvernementale. Et cela d'autant plus qu'il s'agit d'une étude de cette livraison de *Futuribles* — dont le thème général était la « prospective du développement culturel » — portant sur « le soutien privé à l'action culturelle ».

Les lecteurs attentifs de *Futuribles* ont insisté d'autant plus que plusieurs contributions, dont celle de M. Girard, appelaient à accroître le rôle des collectivités locales, celles de base de la vie culturelle, qui seraient la première de développer l'activité des associations. « Entre l'animation, qui met l'accent sur l'expression des groupes, et la diffusion des médias industriels, qui met l'accent sur les œuvres, une articulation doit pouvoir être trouvée », écrit par exemple M. Girard.

Ainsi se dessinait une politique cohérente : la « municipalisation » venant relayer la « privatisation », l'État se déchargeait de l'essentiel de ses missions sur deux partenaires qui deviendraient dominants : les communes, d'une part, les « industries » de l'autre ; au niveau local, l'animation par des groupes de bénévoles, pas à pas, la diffusion par les « machines culturelles ».

Il est vrai que les textes de *Futuribles* sont plus nuancés. M. Girard précise que les gouvernements peuvent « trouver dans ces industries culturelles des supports pour leur politique culturelle » ou être « amenés à contrôler les effets négatifs de ce développement du marché » : il ne propose donc pas à proprement parler de limiter la responsabilité de l'État. Quant à ceux qui plaident en faveur de l'animation locale, ils affirment que les créations de quelque importance, des « formes nouvelles » doivent être inventées, dit M. Girard, « sans qu'en

aucune façon la voie ouverte par l'action culturelle » des pouvoirs publics soit remise ou fermée.

Concession de pure forme ? Admettons que ce ne soit pas le cas et que M. Girard, en fin de compte, ait la possibilité de concilier les différentes approches. La logique de son raisonnement n'en conduit pas moins à une renouveau des associations, dont les dernières déclarations de M. Jean-Philippe Lecat : le ministre de la culture et de la communication ne vient-il pas d'expliquer (« le Monde » du 29 juin)

Ce changement a commencé à se concrétiser. Au cours du récent débat parlementaire sur les options du VIII<sup>e</sup> Plan, M. Jack Rallie, député communiste, faisait observer qu'à Lyon, l'Etat électoral du premier ministre, le Festival de jazz était financé cette année par la marque de disques E.C.M., que les firmes Locatelli, Mazda, l'Etat et contribuaient au Festival de théâtre, qu'un musée d'art moderne privé est en projet, « sous la houlette du Ceyrac local », que les sociétés Decaux, Calberson, Gilette-France, se sont parties prenantes au premier Festival de Serice.

Parmi les bailleurs de fonds ainsi élargis au pilotage de la fois des « machines », en principe désintéressés, et des « gouvernements » directement impliqués, comme E.C.M. Deux positions distinctes, mais non sans relation. Le mécénat industriel n'est pas encore très développé en France, bien qu'un dévergondage fiscal soit autorisé jusqu'à concurrence de 1 pour 1 000 du chiffre d'affaires (ce qui, selon Pierre Kjellberg, dans *Connaissance des arts* de mars dernier, aboutit au même

que « la décentralisation culturelle est une tâche délicate » et que, si une telle démarche — de nature « missionnaire » — se justifie « en matière économique et industrielle », elle n'est pas de mise « en matière culturelle ». Ce n'est pas solliciter les mots (et on sait que celui de « décentralisation » a une histoire, une signification particulière), que de décider que l'engagement est un certain interventionnisme de l'Etat, qui était fondé précisément — depuis vingt ans et plus — sur le principe de la non-intervention économique et l'action culturelle.

Du mécénat au commerce, résultat qu'aux Etats-Unis, M. Jean-Philippe Lecat n'a pas caché qu'il entendait faire mieux connaître la législation existante afin d'encourager les entreprises à suivre l'exemple américain.

Certes, diverses formes de mécénat sont déjà pratiquées, qui vont de l'achat de théâtres en perdición par des personnalités fortunées (Pierre Cardin, Yves Saint-Laurent) à l'animation d'espaces commerciaux par des associations avies. Ce qui est plus nouveau, c'est l'attention portée par des entreprises à l'art ou au spectacle « vivant ».

Du mécénat au commerce, le chemin n'est pas long. Quand I.B.M. et Philip Morris subventionnent respectivement les expositions Cézanne et Jasper Johns, leur but n'est pas le profit, sinon indirectement, par la publicité que leur font ces opérations. Mais lorsque la firme Kodak patronne des expositions de photos, elle sert ses intérêts. De même, les radios périphériques s'organisent pas concert et ténor pour le seul amour de la musique. Et que dire des perspectives offertes par les nouveaux moyens de communication (vidéocassettes) ?

Ces perspectives sont jugées inquiétantes par les professionnels. Le Syndicat (syndicat des directeurs d'entreprises d'action culturelle) redoute une volonté de rentabilité qui ferait des produits culturels « normalisés » une marchandise.

Sans doute l'économie de marché n'a-t-elle pas pour corollaire inévitable la médiocrité artistique. Les circuits d'art et d'essai ont aidé à la promotion du cinéma de qualité, et Gaudin, qui sait qu'une clientèle existe, a pour une part dans le même sens. On pourrait citer aussi des maisons de disques dont les produits ont de quoi satisfaire les mélomanes les plus exigeants.

Les tendances générales de la production n'en sont pas moins préoccupantes. Jamais sans doute la domination des Etats-Unis ne s'est affirmée aussi nettement dans l'ensemble du secteur marchand de la culture. La télévision française se met de plus en plus ouvertement à l'école américaine. Le dernier festival de Cannes a confirmé la puissance du cinéma d'outre-Atlantique et la vague « disco » a submergé la plus grande partie de la musique de variétés.

C'est à la lumière de cette évolution qu'il faut apprécier les chances et les risques d'une Europe culturelle. Dans la situation actuelle, on ne voit guère comment elle serait autre chose qu'une Europe « américaine ».

Le Conseil de l'Europe s'est intéressé tout particulièrement au cinéma. La commission de la culture et de l'éducation de cette assemblée a dénommé il y a un an, au cours d'un colloque organisé à Liège, le « monde du cinéma », la toute-puissance des compagnies américaines, cause principale, avec la concurrence de la télévision, de la crise du cinéma. « La logique du profit commercial, par le jeu des rapports de force économique mondiaux, constitue une menace

constante pour l'identité culturelle européenne », a souligné le rapporteur (néerlandais), M. Joop Voogt.

L'idée d'un cinéma européen, défendue par le principal représentant français, M. Claude Dégand, chargé de mission au Centre national de la cinématographie, et désormais responsable du Bureau européen du cinéma, a cependant soulevé d'assez vives discussions à Liège, et une violente critique de M. Jack Rallie, qui s'est élevé contre la notion de « film communautaire ». M. Dégand écrivait notamment dans son rapport : « Le *Cinéma d'Europe* sous-entend, à priori, la fusion de cultures, de langues, de traditions européennes de distributeurs avant que les firmes « nationales » aient été éliminées du marché par leurs puissants concurrents ».

En termes de débats, le rapporteur a précisé qu'il fallait « exclure catégoriquement toute idée d'un film européen », mais il fait état des réserves de « ceux qui craignent que leur cinéma national ne soit absorbé dans un ensemble plus vaste ou à risque de disparaître ». Cette crainte n'est pas infondée, si l'est vrai qu'une distribution et transnationale peut entraîner une production de même nature.

Il serait absurde de rejeter catégoriquement l'apport des « industries culturelles », mais il est impératif de maintenir un contrôle de l'Etat, nécessairement pluraliste et agent principal de l'innovation. Ce contrôle, les collectivités locales n'ont pas les moyens de l'exercer efficacement.

Prochain article :

III. — LA RÉVOLUTION DES VILLES

مكتبة الأصل





## En fourrure et béret

**Oroquís de Maroqj**

# **RADIO-TELEVISION**

**NATHALIE MONT-SERYAN.**

## RADIO-TÉLÉVISION

**MARDI 24 JUILLET**

**CHAINE I; TF 1**

**CHAINE II : A 2**

## Propos de tables

Age Group	1990	1995	2000	2005
0-14	18	16	14	12
15-24	12	13	14	15
25-34	15	14	13	12
35-44	12	13	14	15
45-54	15	14	13	12
55-64	12	13	14	15
65-74	15	14	13	12
75+	12	13	14	15

\_\_\_\_\_

## Ingénieur r

établissements situés hors de  
d'emplois.

100



OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENDA	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNUAIRES ESIMES	La semaine	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,08
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



### emploi international

SOCIETE D'INGENIERIE ET D'ENSEMBLIER  
APPARTENANT A UN GROUPE INDUSTRIEL  
DE DIMENSION INTERNATIONALE  
Recherche pour l'ARABIE SAOUDITE

## UN INGENIEUR DE TRAVAUX génie civil

**MISSION**  
Surveiller la réalisation d'ouvrages en charpentes métalliques et béton armé, répartis dans le pays et destinés à l'entretien des véhicules. Les travaux sont confiés à des entreprises locales et françaises, sous-traitantes de notre Société.

**CARACTERISTIQUES DU CONTRAT**  
**APPOINTEMENTS : DE L'ORDRE DE 200.000 Ffr/AN +**  
Logement assuré

Contrat d'une durée approximative de 2 ans, en forfaitaire.

**CARACTERISTIQUES DE L'HOMME**

Ce sera le représentant de notre Société auprès de notre client saoudien. Il doit exprimer parfaitement en langue anglaise et pouvoir se déplacer très facilement.

Formation : Ingénieur en Génie Civil.

Nous lui demandons, en outre, des qualités affirmées de dynamisme, de souplesse tout autant que d'autorité naturelle à l'occasion des initiatives nombreuses qu'il aura à assumer pleinement, sous l'autorité du Directeur local.

**LE POSTE EST A POURVOIR TRÈS RAPIDEMENT.**

Adresser lettre manuscrite, photo et CV, sous réf. 7283 à P. LICHAU S.A.

BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Déclaration assurée



### emploi régional

## Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc. leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La Société, en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre à des ingénieurs des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

### Senior Project Manager—Basé à Monaco

Il aura la responsabilité globale de l'exécution des obligations contractuelles fixées par le contrat conformément au calendrier et au budget planifiés.

Comme représentant de la Société dans tous les secteurs relatifs au projet, il assurera la coordination entre les différents départements de la Société et le client. D'autres tâches seront, entre autres, le contrôle global des coûts du projet et des aspects économiques des contrats ainsi que la programmation et le planning de toutes les phases du projet.

Les candidats doivent posséder un diplôme d'ingénieur et, de préférence, une qualification relative aux coûts industriels, et avoir au moins dix ans d'expérience en matière de gestion de projets de construction dans l'industrie pétrolière.

### Contract Specialist—Basé à Monaco

Il sera chargé de l'étude et de l'analyse de tous les aspects contractuels des appels d'offres en préparation. Il assistera le directeur des projets et évaluations pour la préparation de la partie contractuelle des appels d'offres et soumissions, la rédaction et la négociation des contrats. Les tâches en question auront trait à des contrats d'achats et de service rédigés en anglais.

**Expérience Requise:**

Formation ingénieur de préférence diplômé avec longue expérience en matière de rédaction et négociation des contrats d'achats et de services, notamment en rapport avec l'industrie pétrolière.

### Contract Engineer—Basé à Monaco

Il sera chargé de prêter son concours au directeur des projets pour tous les aspects d'un projet et en particulier pour assurer les services du personnel nécessaire pour l'exécution du contrat. Sous la supervision du directeur des projets, il sera responsable, entre autres, de la préparation des contrats, leur contrôle budgétaire, la programmation, les modifications de procédures, le contrôle des heures travaillées et des coûts des sous-traitants, la procédure de variations budgétaires et la mise à jour des coûts et le suivi du programme. Il sera également chargé du maintien en bon ordre de tous les dossiers des contrats.

**Expérience Requise:**

Formation ingénieur et expérience en administration des contrats à prix forfaitaire et tarifaire, de préférence relatifs à l'industrie pétrolière.

### Planning Engineer—Basé à Monaco

Capable d'établir et de mettre en exécution le planning d'un projet, ainsi que de contrôler et de coordonner les activités durant le développement des divers projets.

Une vaste expérience en matière de planification, ordonnancement et contrôle de projets dans le domaine de la construction marine est indispensable, ainsi qu'une solide expérience en programmation d'ordinateurs en rapport avec le planning.

Les candidats devront posséder un diplôme d'ingénieur et avoir au moins cinq ans d'expérience en matière de planning.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est essentielle. La Société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extra-sociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

Les réponses sont à adresser en langue anglaise avant le 17 août avec CV, détaillé et photo au :



Directeur du Personnel,  
Single Buoy Moorings Inc.,  
Boite Postale 157,  
Monaco (Principauté)

### GTE INTERNATIONAL

ALGERIE

General Telephone and Electronics, 60 filiales dans le monde, 8 milliards de dollars de CA, cherche pour son complexe électronique grand public de SIDI-BEL-ABBES, 100 000m2, 8000 salariés, pour la fabrication de T.V. couleur, N. et B., radio, chaîne stéréo, magnétophone etc...

### ingénieur

ECRANS TUBES CATHODIQUES Noir et Blanc réf. D 2100

### ingénieur verre

chargé du contrôle et du réglage et de la fabrication des embases à traversées métalliques. réf. D 2300

### ingénieur radio

avec expérience dans les mécanismes cassettes et tourne-disques. réf. 34310

### ingénieur méthodes

chargé de la mesure des temps réf. G 4000.

Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais est souhaitable.

Détaché de la filiale française, le personnel bénéficie de nombreux et importants avantages.

Envoyer votre CV tapé, lettre manuscrite, photo, salaire désiré à  
Jean LAURAIN - GTE INTERNATIONAL  
2, rue de la Moselle 54520 NANCY-LAXOU

### INGENIEURS PORTUAIRES

Un bureau d'études français travaille à l'exportation, recherche deux ingénieurs, diplômés d'une grande école, ayant le goût du travail à l'étranger et s'exprimant bien en anglais.

### ETUDES DE PROJETS

Ce poste, basé à Paris, comporte des missions à l'étranger de longue durée. L'ingénieur devra être capable de travailler en équipe et de gérer des équipes. Une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans le domaine portuaire est souhaitable.

### CONTROLE DE TRAVAUX

Ce poste est lié à un séjour de longue durée (avec congé annuel) dans un pays du bassin méditerranéen pour contrôler et assurer la mise en œuvre de travaux de longue durée. L'ingénieur devra être capable de travailler en équipe et de gérer des équipes. Une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans le domaine portuaire est souhaitable.

Les ingénieurs intéressés par l'un de ces deux postes sont priés d'envoyer leur curriculum vitae (en français ou en anglais) à : M. LANGELE, 2, rue de la Moselle, 54520 NANCY-LAXOU, 9, rue de la Moselle, 54520 NANCY-LAXOU.

### OUTRE-MER MUTATIONS VIE EN MER INFORMATIONS DIVERSES

### BIS

RECRUTE POUR  
LE ZARE

INGENIEUR  
EXPERIMENTE  
pour EXPLOITATION  
USINE à OXYGENE  
capacité 280 t/jour

AUDIT INTERNE  
ADJOINT  
DIRECTEUR de CONTROLE

DESSINATEUR  
CARTOGRAPHIE  
pour DEPARTEMENT GEOLOGIE

Vous présenter  
2000 HARTBERG  
84, avenue Georges-Clemenceau  
Tél. : 94-40-40  
demander M. LENGLE  
Bis N° 1 du TRAVAIL  
Temporaire en EUROPE

### INGENIEUR CONTROLE

**TRAVAUX ROUTES**  
Société para-publique, Paris, recherche en vue de ses interventions en Afrique Noire Française un ingénieur ROUTIER, âgé d'un minimum de 30 ans, cet ingénieur diplômé d'une grande école est expérimenté en travaux routiers (et/ou en supervision de construction routière). Une précédente expérience à l'étranger est souhaitable. Veuillez écrire (indiquer CV détaillé et préciser votre rémunération actuelle) en indiquant sur l'envoie la réf. 7284 à MEDIA P.A. 9, boulevard des Hautes, 75008 PARIS qui transmettra.

### INTERNATIONAL HARVESTER

AGRICULTURAL EQUIPMENT

EUROPE

is seeking a

## TERRITORY SERVICE MANAGER

for Middle East (based in Paris)

able to provide technical product support to complete agricultural machinery line, able to assist distributors in organising their physical and administrative service organisations, must be fluent in English, an experience in Middle East territories would be appreciated. Please write to : INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE Human Resources 170, boulevard de la Villette 75940 Paris Cedex 19.

### emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

### LE CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE GRASSE

(Alpes-Maritimes)

Tél. : (14-93) 70-55-55

recrute

Pendant les mois d'août et septembre 1979

des ETUDIANTS EN MEDEC.

pour occuper des postes d'externes pendant les congés des

étudiants. Logement et nourriture assurés. Ecrire à Monsieur

le Directeur du Centre

Hospitalier ou téléphoner.

Important cabinet de

CONSEILS D'ENTREPRISES

d'implantation régionale

recherche pour

PAYS DE LOIRE

• FISCALISTE

EXPERIMENTE

• SPECIALISTE

EN DROIT

DES SOCIÉTÉS

seront référées

professionnelles et/ou

Sc. 1/2, 8.512 à P. LICHAU,

Cedex 02 qui transmettra.

Maison pour tous CHOLET

recrute septembre 1979

ANIMATEUR (TRICE)

SOCIO-CULTUREL

Env. demandes dossier, 24, bd

Guy-Chaudeau, CHOLET.

Tél. : (41) 62-23-24.

P.M.E.

présenté par le Marché

International, recherche

pour son siège Social à

LYON

### UN CONSEILLER JURIDIQUE

INTERNE

Il aura de très solides compe-

tences en droit de toutes na-

tures pour pouvoir assister

juridiquement les responsables

des différents départements.

Une expérience de la fonction

est nécessaire.

Env. C.V., photo et prétentions

s/réf. 2228 à P. LICHAU S.A.,

10, rue Jean-Monnet

69002 LYON, qui transmettra.

P.M.E. leader sur son marché

LITTORAL LANGUEDOCIEN

recherche

### ASSISTANT (E) CHEF DU PERSONNEL

en collaboration avec le Chef

du Personnel, interviendra dans

un premier temps en matière

de Législation et Etudes de

Fonctions.

Puis sera appelé à seconder

le Chef du Personnel dans les

autres domaines de Fonction.

Exigences requies par ce poste :

— Formation Droit Privé ou

Droit du Travail (niveau li-

céral).

— Expérience substantielle en

P.M.E.

— Connaissance de l'Allemand.

Adresser C.V. + photo + pré-

tentions au

n° 8223 à la Monde Publi-

cité, 2, rue de la Harpe, 75277 Paris-13.

Les premiers entretiens auront

lieu à compter du 25-8-79.

### LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA MOSELLE

recrute

### UN ARCHITECTE-JURANISTE CONTRACTUEL

pour son Groupe d'Etudes et

de Planification Urbaine.

### ARCHITECTE DE FORMATION

Le candidat devra posséder une

solide formation en urbanisme

et justifier de compétences mar-

quées en composition urbaine.

Il sera chargé de l'élaboration

de POS, d'assistance technique

aux communes pour le montage

d'opérations d'urbanisme et se

vera confier des missions de

composition urbaine.

Adresser C.V. et prétentions à

D.D.E. MOSELLE, Service du

Personnel, B.P. 1035,

57000 METZ CEDEX.

Date limite dépôt des candi-

dates : le 10 août 1979.

### FIDAL

recherche pour

LA BRETAGNE

• FISCALISTE

• SPECIALISTE

EN DROIT

DES SOCIÉTÉS

TRES EXPERIMENTES

Sc. 1/2, 8.512 à P. LICHAU,

Cedex 02 qui transmettra.

2 bis, rue de Villars, 92009

LEVALLOIS-PERRET CEDEX.



recherche

pour sa division aérospatiale

## UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

confirmé

Formation électronique ou électrotechnique, ayant

expérience commerciale et dans l'adaptation des

produits aux besoins du marché.

Pratique de négociation des contrats. Anglais exigé.

Adresser curriculum vitae, références et préten-

sions à : CROUZET, Service du Personnel, B.P. 1014,

VALENCE, sous la référence 115.

### CHEF DES VENTES

Société leader dans son marché (jardinage ama-

teur), recherche Chef des Ventes pour sa marque

nationale positionnée en grande distribution.

**Fonctions :**

• Participer avec le Directeur Commercial

à l'élaboration du Budget des Ventes ;

• Mise en place et suivi de la Politique

Marketing ;

• Contact Centrales d'Achat et Hyper-

markets ;

• Animation et Contrôle de la Force de

Vente (14 Vendeurs/Marchandises).

**Profil :**

• Age 30 ans minimum.

• Très bonne connaissance de la distri-

bution en Hypermarkets et Supermar-

chés ;

• Expérience des techniques de Marketin-

g ;

• Qualités de vendeur confirmées ;

• Disponible immédiatement.

Lien de résidence : AVIGNON.

Envoyer en adressant C.V., photo et prétentions à :

M. HARRAGA-TAULET, Directeur des Ressources









Le Monde

# régions

## Poitou-Charentes

L'ÉTUDE D'IMPACT ÉTANT JUGÉE INSUFFISANTE

### M. d'Ornano bloque l'achèvement de l'autoroute périphérique de Poitiers

L'autoroute périphérique de Poitiers ne sera pas bouclée de sitôt. Saisi par les associations qui critiquent le projet du dernier tronçon, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, vient de demander que l'étude d'impact qui accompagnait le dossier soumis à l'enquête publique, soit refaite. C'est la première fois que la réalisation d'un équipement est repoussée pour « insuffisance de l'étude d'impact ».

De notre correspondant

Poitiers. — Voici une quinzaine d'années, la municipalité de Poitiers, voyant grossir les difficultés de circulation, décidait de construire autour de la ville une rocade à quatre voies de 16 kilomètres de long. Depuis l'an dernier, 13 kilomètres sont ouverts aux usagers, mais les projets concernant le maillon manquant échouent les uns après les autres. Il s'agit, il est vrai, d'un passage difficile : il faut traverser le Clain, cours d'eau capricieux, encadré de verdure et qui longe à la sortie de Poitiers, sur le territoire de la commune de Saint-Benoît, des falaises calcaires inscrites en partie à l'inventaire des sites en 1932, et même un parc privé, apprécié pour sa végétation semi-méditerranéenne et son microclimat (plus de cent cinquante espèces d'arbres, dont certaines fort rares).

Le premier projet, qui passait au-dessus de la falaise, sur la rive droite, reçut un avis défavorable de la commission des sites. Le deuxième et le troisième projet auraient donné satisfaction aux défenseurs de la nature, parce qu'ils évitaient le parc et la falaise, mais ils furent l'un et l'autre refusés par le conseil général de la Vienne, qui trouvait les factures trop onéreuses.

Un quatrième projet a été établi : le Clain est franchi par un pont de 76 mètres de long, et la rocade se prolonge rive droite au pas de la falaise, par un remblai de 15 mètres de haut. Il s'agit en quelque sorte du projet numéro un amélioré. Il est soutenu par la direction départementale de l'équipement, et combattu par les défenseurs de la nature.

Ce projet, qui prévoit l'approfondissement et l'élargissement du lit du Clain, a fait l'objet d'une enquête d'impact publique du 5 au 30 juin 1978. La commission d'enquête a reçu deux cents lettres de protestation émanant pour une bonne part d'habitants de Saint-Benoît, qui craignent le retour d'inondations. Les pêcheurs sont mécontents des modifications apportées à la rivière. Quant aux écologistes, ils dénoncent un projet qui démantelerait l'environnement de Saint-Benoît et le parc, dont la propriétaire, Mme Froyat, a dit avec netteté qu'il deviendrait un jour un parc public du district de Poitiers.

Malgré ces nombreuses objections, le commissaire enquêteur donna un avis très favorable au projet. Au cours de l'été 1978, M. Sigurd, inspecteur général des sites, demanda un complément d'enquête hydraulique et acoustique. En décembre, la commission des sites a émis, au cours de sa réunion, un avis défavorable. Les associations estimant que l'étude d'impact qui accompagnait le dossier lors de l'enquête

## CORRESPONDANCE

Limoges et l'industrie de la chaussure

Après notre article intitulé « La Chaussure sur un grand pied », (Le Monde du 22 juin), le secrétaire général de la manufacture de chaussures Heyraud nous précise :

Notre groupe comprend deux branches : la fabrication et le commerce. En ce qui concerne la fabrication, elle comprend notre usine de Limoges, plus une autre usine à Saint-Yrieix, dont l'importance et les effectifs sont développés au cours des dernières années. Il est certain que la branche industrielle du groupe Heyraud a connu, au cours de ces dernières années, des difficultés sérieuses, qui ont donné lieu, en 1978, à une restructuration s'accompagnant d'une cinquantaine de licenciements. Depuis, nous avons redressé la barre, et la S.A. Heyraud dispose maintenant de moyens de gestion et d'exploitation nouveaux ainsi que de concours financiers qui lui permettent d'envisager l'avenir avec optimisme et dynamisme.

Cette nouvelle manière de concevoir l'évolution de notre activité est d'ailleurs concrétisée par des résultats commerciaux et financiers très encourageants.

publique était insuffisante, nous avons demandé au ministre de l'environnement et du cadre de vie, comme la loi de protection de la nature leur en donne le droit. M. d'Ornano vient de réagir à la surprise en repoussant le projet proposé. Motif : l'étude d'impact est tout à fait incomplète. Les prévisions de bruit doivent être faites non seulement sur le dernier tronçon mis à l'enquête, mais sur l'ensemble de la rocade, dont la fréquentation va considérablement augmenter dès que la boucle sera complète. Le remblai prévu ne donne pas toutes les garanties de stabilité et surtout sa hauteur est telle qu'il défigure le site. Suggestion du ministre à ses services départementaux : la rocade devrait plonger plus vite sur le Clain et être dissimulée derrière des rideaux d'arbres. Enfin, les services parisiens font observer qu'on aurait dû procéder à l'enquête publique, non pas par tronçons, mais sur l'ensemble du site. Suggestion du ministre à ses services départementaux : la rocade devrait plonger plus vite sur le Clain et être dissimulée derrière des rideaux d'arbres. Enfin, les services parisiens font observer qu'on aurait dû procéder à l'enquête publique, non pas par tronçons, mais sur l'ensemble du site.

L'étude d'impact doit donc être reprise. Et du même coup, l'enquête publique, dont la validité expirait le 30 juin 1979, devient caduque. Toute la procédure est à refaire, ce qui entraînera au minimum plusieurs mois de retard pour la réalisation du périphérique de Poitiers.

BERNARD HILBERT.

## Midi-Pyrénées

Pas de campeurs dans la réserve de Néouvielle

De notre correspondant

Tarbes. — Les Hautes-Pyrénées, quatrième département touristique français (en raison principalement de l'afflux des pèlerins venant à Lourdes), vient de prendre une série de mesures destinées à protéger son patrimoine naturel. Le préfet du département, M. Jean Dominié, a pris un arrêté rappelant l'interdiction totale du camping dans les 2 300 hectares de la réserve de Néouvielle, en haute vallée d'Aure. Seuls les bivouacs sont tolérés, à condition qu'ils soient installés pour une nuit à une heure de marche au minimum des routes et parkings. Cette mesure est un nouveau succès pour le Club alpin français et la Fédération française de la montagne qui, depuis des années, mènent une active campagne pour préserver le massif du Néouvielle de l'envahissement du tourisme automobile.

## « Des mesures pour éviter l'anarchie »

Pour sa part, la direction du parc national des Pyrénées a décidé de faire appliquer plus strictement sur les 45 700 hectares du parc la réglementation concernant le camping et les animaux domestiques. Elle rappelle que, comme dans les autres parcs nationaux, le camping et le caravaning sont interdits dans le parc des Pyrénées, en dehors des quelques emplacements prévus à cet effet. Le bivouac lui-même est réglementé.

« Le camping et le bivouac sont une manière économique et pédagogique de découvrir la nature », dit M. Gilbert Glass, le directeur du parc, et, à ce titre, nous ne pouvons les interdire totalement. Mais ces pratiques sont aussi sources de nombreuses nuisances : déchets, feux, coupes de bois, pollution esthétique, etc. Or, on prévoit un grand développement du camping. Il convient donc de prendre des mesures pour éviter l'anarchie dans quelques années ».

La direction du parc des Pyrénées vient en outre de prendre un arrêté interdisant la pénétration des chiens sur le territoire du parc. Les chiens tenus en laisse seront admis cependant sur les routes et les aires de stationnement. A l'intérieur du parc ne seront autorisés que les chiens de berger, les chiens d'élevage et ceux appartenant à des propriétaires de refuges, à condition qu'ils ne s'agissent pas de chiens de chasse.

« Cette mesure sera mal comprise », reconnaît M. Glass, « mais les problèmes sont évidents : les chiens gênent les autres usagers du parc, inquiètent la faune sauvage, font courir des risques aux troupeaux pâturant dans les estives, introduisent des maladies et des parasites dans un milieu protégé. Dans le parc des Pyrénées, un chien expérimental a été installé en bordure du parc. Nous suivons cette tentative pour en tirer les enseignements ».

GILBERT DUPONT.

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

SUR LE LITTORAL MARSEILLAIS

### Ces arbres que la mer assassine

De notre correspondant

Marseille. — L'enquête a commencé à la manière d'un roman policier. Un mystérieux criminel empoisonnait les arbres, quel que soit leur âge, leur taille, leur espèce, le long du littoral marseillais qui borde les quartiers sud. Les premières constatations remontent à trente ans. Mais elles étaient alors isolées. Sur une bande étroite, entre la sortie du Vieux-Port et l'île de la Jolande, les arbres étaient coupés, mais sans extension en profondeur. Le phénomène semblait donc lié aux embruns marins.

Cette hypothèse devint crédible lorsqu'on procéda à l'examen des arbres malades ou mourants. En terrain dégagé, les arbres « en première ligne » étaient les premiers affectés, mais protégés relativement par la végétation située derrière eux. Puis, les premiers ayant perdu leur feuillage, les suivants étaient à leur tour affectés lorsque l'écran avait disparu. Cet « effet d'écran » a d'ailleurs été observé au niveau de chaque individu. Dans un premier temps, seule la partie du feuillage non abritée, c'est-à-dire directement exposée aux vents marins était atteinte. Puis, la défoliation périphérique de l'arbre s'étendit, le feuillage plus proche du tronc et des branches subissait à son tour l'attaque. Ceci explique la discontinuité de l'extension de la maladie. Tout obstacle — arbre, immeuble, mur, palissade — assure une certaine protection de la végétation placée « derrière lui ».

## Captures d'embruns

Comment le mal se manifeste-t-il ? Par des modifications des pigments et des nécroses de tissus qui respectent les nervures, mais affectent particulièrement la périphérie de la feuille. L'origine et les manifestations de ce dépérissement étant connues, encore fallait-il identifier le ou les responsables. Bâchés de capteurs atmosphériques et pluviométriques, et de récepteurs destinés à recueillir, analyser, jauger aussi bien l'eau de mer que l'air saturé d'embruns ou les résidus d'eaux pluviales gouttant des feuillages, les enquêteurs de la faculté des sciences ont, après quatre années d'observations et d'analyses, pu établir que les feuilles des arbres se comportaient comme des « capteurs » de l'atmosphère et des embruns qu'elle charrie.

Précisément, dans ces derniers, ils trouvaient, outre les constituants de l'eau de mer, du fluor, provenant des effluents industriels, des détergents et, enfin, des produits pétroliers lourds, en provenance du trafic portuaire... et des rejets clandestins (!).

Mais ces mêmes rejets, analysés dans l'eau de la rade sud, n'avaient jamais atteint de telles concentrations qu'ils puissent devenir toxiques pour des végétaux. Nouvelle énigme : comment le devenaient-ils au contact des feuillages ? C'est en résolvant ce mystère que le Pr. Devèze et son équipe ont cerné la personnalité du coupable. Les mêmes polluants, dilués dans l'eau de mer de la rade, deviennent hautement toxiques lorsqu'ils entrent dans la composition des aérosols que sont les embruns véhiculés dans le vent.

Certes, la composition chimique des embruns reflète celle de l'eau de mer, mais elle s'en distingue aussi. Le « péttillement » de micro-gouttes d'eau de mer qui provoque le choc des vagues entre elles ou contre des obstacles n'est qu'un phénomène d'effet dit « synergique ». Mais, c'est précisément là, en surface, que du fait de leur densité se concentrent et se mélangent les détergents et les résidus d'hydrocarbures. Lorsqu'il souffle et que se forment ces micro-gouttes si légères qu'elles s'envolent, le vent « accroche » ce mélange déjà concentré. Dès leur projection en l'air, ces aérosols subissent une évaporation qui augmente encore la concentration des produits qu'ils contiennent. A titre d'exemple, le Pr. Devèze signale que la quantité de détergents arrivant au contact des feuillages, véhiculée par les embruns, était cent fois plus forte que celle relevée dans l'embouchure de l'Huveaune ! Enfin, s'ajoute à ce phénomène un effet dit « synergique » qui veut que plusieurs polluants, dont la présence est simultanée, renforcent leurs effets et sont plus nocifs qu'un seul, même à très forte dose.

« Le mal vient donc de la mer, conclut le Pr. Devèze. D'une mer que nous avons profondément altérée pour avoir mal protégé de sa capacité d'accueil des résidus ».

JEAN CONTRUCCI.

(1) Le grand collecteur de Marseille, l'Huveaune et le ruisseau des Argallades déversent dans la rade marseillaise 1 100 tonnes de déchets par an. S'y ajoutent 475 tonnes de résidus d'hydrocarbures.

## ÉQUIPEMENT

### P.T.T.

#### LA LETTRE RECULE DEVANT LE TÉLÉPHONE

On s'en doutait : le coup de téléphone remplace de plus en plus la lettre. Pour preuve, on a constaté en 1978 une diminution de « courrier privé » et une augmentation de la correspondance téléphonique, indiquée le rapport annuel du directeur des postes de la capitale.

Cette tendance va s'accroître, car l'équipement téléphonique s'accroît à Paris, où l'on compte, au 1<sup>er</sup> janvier 1979, 1 175 000 lignes, contre 1 125 000 de plus en douze mois. D'autre part, le déficit moyen d'attente de branchement est inférieur désormais à deux mois, et il n'y avait plus, au début de l'année, que sept jours de retard en moyenne, dont plus de la moitié en cours de réalisation, au lieu de 12 à 15 à la même époque en 1977.

La sécurité des bureaux de poste et des préposés est restée l'une des préoccupations majeures de la direction des postes de Paris : le nombre des agressions a été, l'an passé, à peu près le même que l'année précédente. Pour prévenir ces agressions, la mise en place de dispositifs antiracketisme et de guichets a été continuée. 7 millions de francs ont été affectés à la protection des facteurs et à la protection des guichets.

Le plus endommagé, l'Alliance Express continue à brider, ce qui limite la pollution. Il est remarquable vers le large où trois petits pétroliers tentent, dans quelques jours, de pomper le brut restant dans ses soutes. Quatre avions et quatre bateaux chargés de dissolvants chimiques, sont prêts à entrer en action, si la marée noire se rapprochait des plages touristiques de Tobago.

● **Lille : recyclage des annuaires du téléphone.** — Une opération de recyclage des annuaires du téléphone a été lancée à Lille par plusieurs associations. Elles demandent aux habitants de la région de Lille d'apporter leurs annuaires à la maison de la nature afin qu'ils soient recyclés.

## TRANSPORTS

### La Compagnie générale maritime et l'État signent un contrat de deux ans

Le contrat d'entreprise qui a été signé entre l'État et la Compagnie générale maritime (C.G.M.) porte sur les années 1979 et 1980, et, comme nous l'indiquons dans « Le Monde » du 23 mai, prévoit notamment une réduction du personnel sédentaire et navigant de six cents personnes, mais avec un nombre de navires inférieur (quarante-huit à cinquante-quatre unités au lieu de soixante et une actuellement), et une aide importante de l'État sous forme de

dotations en capital (430 millions de francs pour 1979 et 1980).

Selon le préambule de ce contrat, il est convenu que, à son terme, les deux parties examineront en commun les résultats obtenus dans la voie du redressement. « Si les conditions du redressement ne sont pas réunies, la restauration indispensable de l'équilibre financier du groupe rendra nécessaire dès 1981 une profonde révision du champ de ses activités et des conditions de leur exercice », est-il précisé.

## POINT DE VUE

### Solution de facilité

par YVES ROCHAS (\*)

UNE fois de plus la C.G.M., pour essayer de diminuer son énorme déficit — 450 millions de francs — s'en prend principalement à son personnel navigant en se proposant de diminuer les effectifs de 21 %, alors que le personnel sédentaire ne sera réduit que de 8 %.

Le personnel navigant, isolé sur les navires ou disséminé principalement dans les provinces pauvres de Bretagne, de Provence ou de Corse, offre une résistance au licenciement négligeable par rapport à un personnel sédentaire urbain, groupé dans deux ou trois villes, fortement structuré syndicalement.

On comprend que l'essentiel du contrat d'entreprise se fasse sur son dos.

La suppression du troisième lieutenant entraîne une économie négligeable : le troisième lieutenant revient à environ 12 000 F par mois (soit de quatre ans antérieurement) soit 144 000 F par an. Pour soixante et un navires cela fera 8,75 millions ; avec un coefficient d'utilisation de 1,4 (congés, maladie), on aboutit à 12 millions environ à comparer aux 450 millions de déficit.

Du reste, le coût total du personnel embarqué (à l'exclusion des marins en congé ou en maladie) est inférieur au déficit général : 427 millions contre 450.

En d'autres termes, même si la totalité du personnel navigant embarqué (à l'exclusion des marins qui sont en congé, en arrêt de maladie, etc.) n'était pas payée, il y aurait des milliards d'anciens francs de déficit !

Alors que l'on va, par navire, diminuer l'effectif de l'équipage, on va, par contre, augmenter celui du personnel sédentaire : le personnel sédentaire était de 2 718 pour 81 navires soit 33,5 sédentaires par navire. Au début 1981, il sera de

2 500 pour 48 navires, soit 52 employés par bateau.

On diminuera l'équipage de 2 postes (un lieutenant pont et un marin du restaurant) et on augmentera le personnel sédentaire de 7,5 postes. Le personnel navigant est, par rapport au personnel sédentaire, comme le pot de terre contre le pot de fer.

Difficile conversion

L'énorme déficit ne provenant pas du personnel navigant, il faut voir plus loin. Les malheurs des Messageries maritimes — formant la C.G.M. après la fusion avec la Compagnie générale transatlantique, — commencent lors de la constitution de la ligne d'Extrême-Orient, ligne dorsale des Messageries. Les conditions désastreuses de l'insertion de son navire porte-conteneur le Korrigan dégrayeront la chronique et sonneront le glas de la compagnie. En Extrême-Orient, un seul navire remplacera une flotte nombreuse : malgré la création de la ligne des Indes, il faut bien se rabattre sur les lignes ex-coloniales, important des biens coloniaux mais exportant des matières premières difficilement commercialisables ou de façon peu économique.

La conversion sur le trafic pétrolier et gazier ne rapporta pas les recettes que l'on avait fait miroiter. En répudiant les flottes avec la Compagnie des chargeurs réunis, pour se marier avec la Compagnie générale transatlantique, les Messageries maritimes ont fait un choix désastreux. La Transat était bureaucratique, avec des effectifs pléthoriques.

Comment s'en sortir ? Serions-nous une compagnie florissante, nous aurions quand même deux handicaps : la progression du commerce

(\*) Capitaliste au long cours.

Le Monde

## L'hôpital

Le monde de l'hôpital est en pleine effervescence. Les hôpitaux sont devenus des lieux de consommation massive de produits pharmaceutiques, de matériel médical, de services de soins. Les dépenses de fonctionnement des hôpitaux ont augmenté de manière spectaculaire ces dernières années. Les pouvoirs publics sont confrontés à la nécessité de trouver des solutions pour faire face à cette augmentation des coûts, tout en maintenant la qualité des soins et l'accès à la santé pour tous.

## Curieux itinéraires

Les itinéraires de soins sont de plus en plus complexes. Les patients sont souvent transférés d'un service à un autre, voire d'un hôpital à un autre. Cette fragmentation des soins peut entraîner des erreurs de diagnostic et de traitement. Il est donc essentiel de renforcer la coordination entre les différents acteurs du système de soins, afin d'assurer une prise en charge globale et cohérente de chaque patient.

## ÉTRANGER

En Espagne, la situation économique est préoccupante. Le chômage est élevé, et les dépenses sociales sont importantes. Le gouvernement espagnol cherche à mettre en œuvre des réformes pour améliorer la situation économique et sociale du pays.

En France, les élections législatives de 1978 ont marqué le début d'une nouvelle législature. Les politiques de la majorité ont été marquées par une volonté de réformer le système de soins et d'améliorer l'efficacité de l'hôpital.

En Italie, le système de soins est en pleine mutation. Les hôpitaux sont devenus des lieux de consommation massive de produits pharmaceutiques, de matériel médical, de services de soins. Les dépenses de fonctionnement des hôpitaux ont augmenté de manière spectaculaire ces dernières années.

En Allemagne, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement allemand cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Belgique, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement belge cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Suisse, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement suisse cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Autriche, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement autrichien cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Grèce, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement grec cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Espagne, la situation économique est préoccupante. Le chômage est élevé, et les dépenses sociales sont importantes. Le gouvernement espagnol cherche à mettre en œuvre des réformes pour améliorer la situation économique et sociale du pays.

En France, les élections législatives de 1978 ont marqué le début d'une nouvelle législature. Les politiques de la majorité ont été marquées par une volonté de réformer le système de soins et d'améliorer l'efficacité de l'hôpital.

En Italie, le système de soins est en pleine mutation. Les hôpitaux sont devenus des lieux de consommation massive de produits pharmaceutiques, de matériel médical, de services de soins. Les dépenses de fonctionnement des hôpitaux ont augmenté de manière spectaculaire ces dernières années.

En Allemagne, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement allemand cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Belgique, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement belge cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

En Suisse, le système de soins est basé sur le principe de l'assurance maladie. Les dépenses de soins sont financées par des cotisations versées par les assurés. Le gouvernement suisse cherche à améliorer la qualité des soins et à réduire les coûts de fonctionnement des hôpitaux.

سكنا من الأصل



Provence-Alpes-Côte d'Azur  
SUR LE LITTORAL MARSEILLAIS  
Les arbres que la mer assèche

## L'hôpital-vampire ?

(Suite de la première page.)

Il était inévitable qu'une telle expansion s'accompagne d'une formidable croissance des coûts, dont deux chiffres suffisent à témoigner : l'hospitalisation (publique et privée) absorbal, en 1970, 38 % des dépenses de santé et, 46 % en 1978. Nul doute que, pour 1979, le seul juge fatidique des 50 % aura été atteint et dépassé.

Faut-il, en présence d'une telle évolution, se rallier aux thèses de ceux qui n'y voient que bagatelle, gaspillage et irresponsabilité ? Assurément non. Le parc hospitalier français était, au sortir de la deuxième guerre mondiale, d'une extraordinaire vétusté et d'une insuffisance numérique criante. Le manque de personnel y était notoire, et l'image désastreuse de l'hôpital était alors, le plus souvent, amplement méritée.

Survint en 1958 de profonds bouleversements politiques et la réforme Debré, mère du plein temps hospitalier. L'hôpital cessait alors d'être pour les médecins le lieu d'une activité annexe, et quasi bénévole. En même temps, l'expansion économique aidant, la vétusté, l'insuffisance de l'hôpital public n'apparaissent plus supportables au plus grand nombre. Ainsi s'ouvrit une période de grands travaux, dont il serait vain de prétendre qu'ils étaient superflus.

Mais ces grands travaux s'effectuèrent dans la plus complète anarchie, au gré des combinaisons politiques locales et des jeux électoraux. La construction d'un hôpital devint pendant de longues années le passage obligé de bon nombre de carrières parlementaires. Certes, en

ajouter les réalisations, le V<sup>e</sup> puis le VII<sup>e</sup> Plan maintinrent le principe de la nécessaire « humanisation » du parc hospitalier, prudent euphémisme destiné à désigner la suppression des salles communes. En d'autres termes, on estimait qu'il fallait continuer à moderniser les hôpitaux français sans pour autant tomber dans le suréquipement.

C'est pourtant bien ce qui s'est produit. Certes, la modernisation s'est poursuivie. Mais il reste aujourd'hui 70 000 lits en salles communes, principalement dans les hôpitaux et les hôpitaux psychiatriques, grands oubliés de cette politique. La modernisation est donc largement inachevée, mais le suréquipement existe bel et bien, puisque, au dire même des stratèges de l'avenue de Ségur, la France compte aujourd'hui 50 000 lits excédentaires ! Or il est à présent patent que les dépenses hospitalières sont largement déterminées par l'offre — et non seulement par la demande — et que des lits en surnombre coûtent fort cher, même vides.

### Réformer

#### Le mode de gestion

Mme Simone Veil, depuis peu, avait décidé de tirer les leçons de ce qui est plus qu'un simple échec de parcours. A l'aide d'une batterie de lois et de circulaires, le gouvernement s'est donc doté d'une impressionnante quantité d'instruments qui devraient permettre de rationaliser l'équipement, donc une partie des coûts hospitaliers. Ainsi une loi, adoptée par le Parlement en juin

Ainsi, à l'Hôtel-Dieu de Paris, à l'hôpital Guwny-Rouxy de Vitry, et à l'hôpital de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a été expérimentée la formule dite du « budget global », notion que l'on doit au système du Québec et qui consiste à fixer à l'avance une enveloppe de ressources à un établissement. Au début de chaque exercice, il est demandé aux autorités — médicales et administratives — de l'hôpital d'évaluer le budget nécessaire à l'année qui s'ouvre, cela à l'intérieur d'une enveloppe déterminée par les pouvoirs publics. Chaque année, si cette expérience est généralisée, une circulaire ministérielle fixera globalement l'enveloppe d'augmentation, ainsi que les « marges » qui auront pu être rendues nécessaires par des circonstances particulières (épidémies, travaux...). Les ressources dont l'hôpital aura besoin seront ainsi fixées d'avance, mais par douzièmes et vendues par la « caisse-pilot » dont dépendra l'établissement. La suppression des facturations individuelles s'impose dans un tel système : un ticket modérateur forfaitaire sera acquitté par chaque malade.

Ce système, dit-on au ministère de la Santé, vise à casser le lien entre le volume des actes dispensés par l'hôpital et les flux financiers dont il dispose. Il est déjà appliqué dans un certain nombre de pays étrangers. Indirectement, il devrait modifier le comportement des médecins en rendant plus sensibles au coût de leur prescription qu'ils ne le sont actuellement. En effet, selon les lois de l'expérience, en cours, lorsqu'un établissement, en fin d'exercice, est en déficit, il devra résorber ce déficit sur la ou les années suivantes, ce qui sera évidemment une incitation pour tous, administrateurs et médecins, à la prudence dans les décisions.

Pourtant, il n'est pas certain que, parmi les mesures annoncées mercredi, figure la généralisation du budget global. On laisse entendre au cabinet de M. Jacques Barrot qu'il est difficile, pour un ministre qui vient de prendre ses fonctions, d'entreprendre d'arrêter de la sorte la réforme de cette ampleur. Il est manifeste que le nouveau ministre de la Santé souhaite, avant de promouvoir d'importantes modifications structurelles, consulter largement ceux dont il importe d'écouter le comportement. Les décisions annoncées mercredi pourraient donc ne constituer qu'un train de mesures à court terme, annonciatrices de réformes de plus longue portée.

Quelles que soient les mesures qu'arrêtera mercredi le gouvernement, et dont il n'est pas indifférent de souligner qu'elles ont été largement préparées à l'hôtel Matignon, un certain nombre de points valent encore d'être soulignés.

S'il est manifeste, en premier lieu, que le secteur hospitalier a fait depuis des années l'objet de décisions aberrantes, s'il est évident qu'il reste aujourd'hui le lieu d'incohérences certaines, il est tout aussi clair qu'une politique d'économies à court terme risque de se solder dans ce domaine par un désastre. Les comparaisons internationales sont là pour le montrer. L'hôpital, en France, n'est ni plus riche ni meilleur marché que dans les autres pays industrialisés (le Monde du 12 juillet 1979), mais elles prouvent aussi que le personnel y est souvent moins nombreux, et généralement plus mal payé. En outre, d'indispensables modernisations s'imposent encore de façon urgente. Sur ces deux points : le personnel, l'humanisation, aucune « économie » ne serait acceptable. Pas plus qu'elle ne le serait, de toute évidence, sur la qualité des soins. La voie est donc étroite entre la lutte contre les mécanismes inflationnistes propres à l'institution hospitalière et le maintien de la qualité humaine et technique, de l'accueil à l'hôpital.

En second lieu, ceux qui étudient aujourd'hui les réformes à venir font fausse route s'ils raisonnent encore, comme on l'a trop souvent fait jusqu'à présent, en termes purement économiques et comptables. L'hôpital entretient avec la vie d'une nation des relations étonnantes qu'il est impossible de ne pas prendre en compte. Dans une atmosphère de récession, le secteur sanitaire est l'opinion, est prête à accepter la notion d'économie, voire de rationnement. Or ce qui est vrai de la collectivité l'est aussi, sur ce point, des comportements individuels.

Les Français, soupçonnés d'y avoir joué un haut fonctionnaire du ministère de la Santé, se sont réconciliés avec leurs hôpitaux. Ils sont prêts à payer le prix de cette réconciliation. Le juste prix.

CLAIRE BRISSET.

## LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LA SIDÉRURGIE

### La plupart des syndicats devaient signer la convention sociale

Le négociation entre les syndicats et les dirigeants d'Usinor et de Sacilor, en vue de conclure une convention sociale dans la sidérurgie, va-t-elle mettre un terme à l'un des conflits les plus durs de ces dernières années ? C'est en effet ce mardi 24 juillet que les discussions engagées depuis le mois de mars sont arrivées à leur terme, alors qu'approchent les fermetures annuelles des usines de ce secteur.

Les diverses fédérations syndicales et les patrons de l'acier se sont rencontrés dès 9 h. 30 pour une ultime séance au siège parisien de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.). Pour les premières, il s'agit de faire connaître leurs positions définitives, autrement dit, d'accepter ou non de ratifier une convention sociale qui prévoit des « mesures d'accompagnement » c'est-à-dire certaines garanties sociales pour les vingt et un mille suppressions d'emplois annoncées en décembre dernier (le Monde du 12 juillet), dans les établissements d'Usinor et de Sacilor.

#### Hostilité de la C.G.T.

Landi encore, les avis étaient partagés. Les fédérations F.O., C.F.T.C. et C.G.C. estiment que le nouveau texte proposé pour le deuxième plan de restructuration comportait des garanties « acceptables ». Tel n'était pas l'avis de la C.G.T., qui, à l'issue d'une consultation entreprise dans les usines des groupes concernés, a fait savoir qu'elle ne signerait que « les mesures sociales positives » (préretraite à cinquante ans, réduction de la durée du travail). Mais elle refuse, en partie sous la pression des militants de Denain et de Longwy, la perspective des licenciements, qu'elle jugeait trop lourde, et dénonce une « stratégie d'abandon ». M. André Salinon, secrétaire général de la fédération C.G.T. des métaux, avait encore déclaré avec vigueur, vendredi 20 juillet, à Lorraine :

La C.F.D.T. estimait, au contraire, que les dernières propositions patronales devaient éviter un accroissement du chômage dans ce secteur, notamment par le jeu des garanties offertes en cas de mutation du personnel. Il s'agit surtout d'accorder la priorité aux mutations dans chaque bassin sidérurgique, avant de recourir au pays ». La C.F.D.T. soulignait l'amélioration de la procédure des mutations par rapport aux projets de licenciement, mais elle refusait le choix entre deux lieux de travail et disposerait de trente jours pour donner leur réponse. Passé ce délai, si les postes proposés conduisent à un

déménagement important ou à une dégradation de leur statut, notamment sur le plan des avantages sociaux, ils pourraient saisir — fait nouveau — une commission paritaire dans leur groupe usiné et l'employeur devrait, dans les quinze jours, justifier les mesures préconisées et faire savoir s'il propose une autre mutation : les salariés mis en présence d'une nouvelle offre de mutation disposeraient à nouveau de trente jours pour donner leur réponse. Enfin, la C.F.D.T. appréciait comme « positives » les mesures concernant notamment la préretraite à cinquante ans, l'ensemble du dispositif devant permettre, selon elle, d'éviter de véritables licenciements et de dégrader des emplois pour les jeunes. Elle comptait bien obtenir, aux yeux de la C.F.D.T., des mesures au cours de la discussion de mardi.

#### Les « durs » de Longwy

On peut donc s'attendre à la signature de la convention sociale par l'ensemble des organisations syndicales, à l'exception de la C.G.T., qui déclare ne vouloir signer que certains points de l'accord — alors qu'en 1977 seule F.O. avait paré ce dernier. Aux yeux de la C.F.D.T., c'est là « une position démocratique », car, « en proposant de ne signer que les points positifs de l'accord, la C.G.T. se heurte au refus patronal des mesures sociales et se dédouane sur ceux des militants « durs » de Lorraine, qui refusent d'adopter le deuxième plan de restructuration ».

La C.F.D.T., il est vrai, doit compter avec ses propres « opposants » lorrains, qui devaient s'exprimer mardi matin au siège de Wagrain, à deux pas du siège de

U.I.M.M. Une assemblée générale de toutes les sections C.F.D.T. du bassin — y compris celles des entreprises non sidérurgiques — avait eu lieu à Longwy le mercredi 18 juillet et avait décidé, à l'unanimité, de dénoncer la nouvelle convention. Les militants C.F.D.T. — minoritaires dans le bassin face à une C.G.T. puissante — se démantèrent ainsi, une fois de plus, des positions de leur fédération, sans pour autant souscrire à celles de la C.G.T. : « Le choix n'est pas de dire : oui aux mesures, non aux mutations, car elles placent dans un tract diffusé en Lorraine. A ce compte-là, il n'est pas besoin de consultation. Il s'agit de dire : non à la signature d'une convention qui prévoit en définitive la suppression de milliers d'emplois ».

Sur ce point, la position des militants lorrains n'a pas varié d'un pouce depuis décembre dernier. Il est particulièrement significatif qu'une majorité se soit dégagée en faveur de mêmes thèses au conseil régional du syndicat de la sidérurgie lorraine, qui regroupe toutes les sections des bassins du Pays haut et des vallées de la Péniche et de l'Orne. Sur les dix sections représentées, six ont voté contre la signature (Longwy, Égange, Étré, Solan, Uckange et la Société des aciers fins de l'Est), trois se sont déclarées pour (Pompey, Gandrange-Rombas, Neuves-Maisons) et une a pris la même position que la C.G.T. (Jouffr).

Mais, même en Lorraine, un certain nombre d'ouvriers se sont laissés tenter par la « prime de départ » — d'un montant de 50 000 francs — proposée par le patronat de la sidérurgie. Près de quatre mille demandes de primes auraient été enregistrées avant l'expiration de cette mesure, au 1<sup>er</sup> juillet dernier. — J. B.

## Les nouvelles dispositions

Les dispositions contenues dans une cinquantaine d'articles sont applicables à partir de la signature jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1981, non seulement pour les établissements d'Usinor et de Sacilor restructurés, mais encore pour leurs filiales, soit 80 % des sidérurgies françaises. Elles comportent quatre points principaux :

● Les départs à cinquante et cinquante-cinq ans. Quatre mille cinq cents salariés de plus de cinquante-cinq ans seront mis en « cessation anticipée d'activité » : sept mille à huit mille âgés de plus de cinquante ans seront mis en « dispense d'activité volontaire », à commencer par ceux qui travaillent aux postes les plus pénibles.

● La garantie des ressources. Les « préretraites » de cinquante et cinquante-cinq ans seront maintenues aux effectifs et toucheront 75 % de leur salaire brut jusqu'à cinquante ans. Ceux qui ont cinquante-cinq ans ou plus ne toucheront que 70 %.

● Les mutations. — Trois mille à quatre mille ouvriers sont concernés. L'ouvrier pourra faire appel auprès d'une « commission paritaire suspensatoire » s'il ne souscrit pas aux deux offres de mutation qui lui seront proposées au choix : une troisième offre sera faite alors, et si l'ouvrier refuse de nouveau, il sera licencié. Les mutations auront lieu soit dans la sidérurgie (avec priorité pour le même bassin), soit à l'extérieur, par exemple dans l'automobile, un des secteurs de la nouvelle industrie lorraine. Chaque muté recevra une prime de 10 000 F. Mais aucune garantie formelle n'est donnée pour ce qui concerne le maintien de classification, donc de salaire.

● La durée du travail. — La convention prévoit une réduction d'une heure de travail, sans garantie de compensation pour les travailleurs en discontinu, ce qui les amènera à quarante et une heures de travail hebdomadaire.

#### Près de Metz

### DES RÉSIDENTS EXPULSÉS DE FOYERS POUR IMMIGRÉS SONT RELOGÉS DANS DES LOCAUX PAROISSIAUX

Les cinquante-quatre résidents de deux foyers de la Sonacotra à Woippy (Moselle), dans la banlieue de Metz, expulsés le jeudi 19 juillet, après une grève des foyers, ont trouvé refuge samedi dans deux salles de la chapelle Saint-Eloy, avec l'accord de l'évêché de Metz et de la municipalité socialiste de Woippy, propriétaire des locaux.

Au cours d'un meeting, le comité des résidents de la Sonacotra a réclamé des négociations en vue d'obtenir notamment « le statut de locataire, comme pour les habitants des H.L.M. », c'est-à-dire la liberté de réunion, ainsi que la reconnaissance du statut de résidents.

Par ailleurs, une centaine de travailleurs immigrés de l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime) ont manifesté pendant une heure, samedi matin, devant la sous-préfecture du Havre, pour protester contre la fermeture du foyer d'accueil de l'Association de logements pour travailleurs immigrés (A.L.T.I.), prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre. La régie Renault, dont dépend cet établissement, a l'intention de regrouper dans un autre foyer du Havre les ouvriers sans logement.

Selon la C.G.T., qui avait organisé la manifestation, on peut craindre que les conditions d'immigration des travailleurs immigrés ne soient les premières victimes, car cette décision tend à mettre en parallèle avec le refus de remplacer les départs dans l'usine : moins deux mille emplois en deux ans.

## AGRICULTURE

### Les éleveurs français de moutons s'inquiètent des projets de la commission européenne

Les ministres de l'Agriculture de la Communauté examinent, ce mardi 24 juillet, à Bruxelles, le dossier du mouton. Cette production n'est pas couverte par un règlement de marché communautaire. La France, pour se protéger des exportations britanniques et, par leur biais, des moutons néo-zélandais ou australiens, impose une taxe à ses frontières. On s'attend que la Cour de justice de Luxembourg condamne en septembre prochain la réglementation française. C'est l'imminence de cette décision qui fait s'agiter les négociations.

Déjà, lors de la négociation sur les prix agricoles du 22 juin à Luxembourg, la commission européenne a fait des propositions jugées inacceptables par les éleveurs de moutons français soutenus par les organisations syndicales paysannes. Ce règlement communautaire garantirait aux pays tiers un contingent d'exportation sans modification des droits de douane existants. Les éleveurs européens toucheraient une prime représentant la différence entre le prix de marché et le prix de revient. C'est-à-dire

que le système britannique des « deficiency payments » serait étendu à l'échelle de l'Europe. La commission a calculé que l'ouverture des frontières européennes provoquerait une baisse des prix de marché de 12 % en France et la compensation s'élèverait à 600 millions de francs. Ces estimations sont contestées, selon les éleveurs qui s'appuient sur les travaux d'un économiste de l'I.N.R.A. La chute des cours sera de l'ordre de 30 à 40 % et la note à payer d'environ 2 milliards de francs. Dans l'esprit de la commission, cette prime sera dégressive et devrait être supprimée le jour où les prix de marché des différents pays de la C.E.S. se seront rapprochés.

Les éleveurs de moutons ne comprennent pas qu'on ouvre les frontières à une production, dont la France et l'Europe sont largement déficitaires, au risque de faire disparaître cet élevage qui intéresse en France cent cinquante mille exploitations. Aussi, la fédération nationale des éleveurs organise-t-elle à Lézignan, le 26 juillet, une manifestation de défense qui devrait rassembler plusieurs milliers d'éleveurs.

## Curieux itinéraire

Voici l'itinéraire qu'a suivi en juin un Lyonnais, qui présentait des vertiges consécutifs à un traumatisme crânien. Ce malade, parfaitement valide, habite à 10 kilomètres de Lyon. Il est néanmoins décidé de l'hôpital spécialisé (prix de journée : 180 F, en chirurgie haute) à 1 880 F 20.

Il entre aux Hospices civils de Lyon, le 18 juin. Le premier jour : aucun examen ; le mardi : prise de sang ; le mercredi : radios du crâne, de la colonne

cervicale et des poumons ; le jeudi : électrocardiogramme et électro-encéphalogramme ; le vendredi : fond d'œil ; le samedi et le dimanche : le malade rentre chez lui ; le lundi : examen ; le mardi : 13 277 F. Pour des examens qui ne nécessitent nullement une hospitalisation (en chirurgie haute) spécialisée, de surcroît.

Le summum de l'aberration est la « facturation » du week-end que le malade a passé chez lui : 3 770 F.

1958, il avait été décidé qu'aucun lit ne pourrait être construit sans l'autorisation du ministre de la Santé ; il faut croire que ces autorisations ont abondé, puisque, par exemple, 340 établissements ont été édifiés entre 1962 et 1978.

Les pouvoirs publics prirent conscience, après 1968, de la nécessité d'une programmation de cette expansion. Une « carte sanitaire » vint, en 1971, recenser les besoins afin d'y

(le Monde du 21 juin 1979), permettrait désormais au ministre de la Santé de supprimer arbitrairement les lits jugés excédentaires. On peut cependant remarquer que le secteur privé échappe à ce nouveau droit de l'autorité de tutelle, du moins jusqu'à présent.

Mais le ministère de la Santé a d'autres ambitions : il ne suffit pas de bloquer, voire de faire décroître le nombre de lits hospitaliers, il faut aussi profondément réformer le mode de gestion des hôpitaux, et plus particulièrement la tarification hospitalière.

Le ministère de la Santé s'attaque à la fois à la tarification, au mode de gestion et à la tarification hospitalière. — celui des prix de journée — qui a de nombreux habitants. Schématiquement, il consiste à allouer les ressources que les hôpitaux tirent de la Sécurité sociale sur le volume des actes qui y sont effectués. Dans le système actuel, plus un hôpital est actif, plus ses médecins prescrivent d'actes, plus ils hospitalisent, meilleure sera la gestion. En effet, le prix de journée de l'hôpital est fixé par le préfet en fonction du volume des actes réalisés au cours de l'année écoulée, voire des trois années précédentes. Si l'on veut un prix de journée « confortable » pour l'année suivante, il faut donc faire tourner la machine à plein, puisque la Sécurité sociale, de toute façon, paie.

D'où un certain nombre de comportements, d'habitudes et de réflexes, tels que : faire sortir de l'hôpital le lundi des patients valides dès le vendredi précédent, hospitaliser pour des examens qui ne l'exigent pas, multiplier inutilement les actes de biologie, de radiologie, etc. Tout cela, jusqu'à présent, relève non pas de l'irresponsabilité, mais bien... de la bonne gestion.

#### L'enveloppe de ressources

C'est donc le système lui-même qu'il faut transformer, si l'on veut renouer aux effets hautement inflationnistes du « prix de journée ». Pendant plusieurs années, pourtant, Mme Simone Veil et derrière elle toute son administration ont affiché un profond scepticisme sur l'opportunité, et l'utilité réelle, d'un tel bouleversement. Mais depuis deux ans, l'urgence aidant, plusieurs expériences ont été mises en place dans un certain nombre d'hôpitaux en vue de cette modification.

## ÉTRANGER

### ESPAGNE

● La hausse du coût de la vie en Espagne a atteint 7,3 % au premier semestre. — L'indice des prix à la consommation, en Espagne, au cours des six premiers mois, a progressé de 7,3 %, apprend-on le 23 juillet.

Selon des indications recueillies dans certains milieux économiques, l'indice pourrait, au cours du deuxième semestre, monter plus grandement encore, et la hausse des prix atteindre 16 % pour les douze mois.

### ITALIE

● Solde positif de la balance italienne des paiements pour les six premiers mois de l'année. — La balance italienne des paiements enregistrée un solde positif de 1 395 milliards de lires (70 milliards de francs) pour le premier semestre de 1979, a annoncé la Banque d'Italie le 23 juillet. Ces résultats sont toutefois moins bons que pour les six premiers mois de 1978, qui s'élevaient solides par un actif de 2 139 milliards de lires. — (A.F.P.)

### U.R.S.S.

● Les échanges extérieurs soviétiques ont représenté 37,2 milliards de roubles au cours du premier semestre 1979, en augmentation de 8 % par rapport au semestre correspondant de 1978, selon l'agence Tass, qui cite la direction centrale des statistiques. L'Union soviétique a produit de janvier à juin 1979 621 milliards de kWh d'électricité, 287 millions de tonnes de pétrole et 386 millions de tonnes de houille. La production industrielle a augmenté de 8,5 %, et la productivité du travail de 2,5 % par rapport aux six premiers mois de 1978. La production d'acier en U.R.S.S. est elle restée au niveau du premier semestre 1978 et celle du lait a « quelque peu baissé ». — (A.F.P.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**C-M INDUSTRIES**

Aux termes de traités d'apport qui viennent d'être signés, les participations du groupe dans le domaine alimentaire auront apporté dans le cadre d'une restructuration interne, à Poulain S.A.

Ces apports seront rémunérés par la création de 179 174 actions Poulain S.A. de 200 F nominal. Le capital de Poulain S.A. se trouvera ainsi porté de 35 800 000 F à 35 800 000 F et la participation de C.M. Industries de 53 % à 75,3 %.

Après réalisation de ces apports, Poulain S.A. détiendra directement ou indirectement :

- le contrôle de Chocolat Poulain, Confectionnerie-Chocolaterie d'Anancy, Bannania, Poulain, Aptunant ;
- et une participation minoritaire dans Générale Biscuits et dans Interfood.

Ces apports seront soumis à l'approbation des actionnaires de Poulain S.A. convoqués en assemblée générale extraordinaire le 31 juillet 1979.

### PHILIP MORRIS

Des résultats et des recettes records

Pour le deuxième trimestre 1979, la société annonce un résultat de plus de 2 milliards de dollars pour la première fois, soit 25,2 % d'augmentation des bénéfices avec un dividende par action de 1,05 dollar (+ 20,7 %).

En ce qui concerne le premier semestre 1979, Philip Morris enregistre 25,4 % de hausse des bénéfices, soit une progression de 20,6 % du dividende semestriel.

L'activité tabac s'est accrue pour toute la période concernée par une hausse des ventes unitaires de cigarettes au niveau mondial. Il en est de même pour les ventes des Brésiliens Miller, en progression constante.

### MERLIN GERIN

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre atteignant un montant hors taxes de 516,7 millions de francs, en hausse de 11,8 % sur celui de la période correspondante de 1978, marquant ainsi un redressement par rapport au premier trimestre. Pour le semestre, le chiffre d'affaires s'élève à 964,9 millions de francs contre 901,2 millions pour le semestre correspondant de 1978 (+ 7,1 %).

### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.  
Obligations 10,50 % 1975

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> août 1978 au 31 juillet 1979 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> août à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4, après retenue à la source d'un montant de 10,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,74 F, soit un net de 78,76 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste et au siège de la Caisse nationale des télécommunications, 3, rue de l'Arrière, Paris (15<sup>e</sup>).

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

### SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation au 30 juin 1979	Epargne-Unité diversification	Unit-Foncier sect. immobilier	Unitrentes obligations	Unitfrances valeurs françaises
Valeur liquidative (F) .....	344,12	398,98	1 127,59	144,45
Actif net (M.F.) .....	616,19	219,52	299,65	535,47
Répartition de l'actif net en %				
— actions françaises .....	31,25	54,85	—	62,34
— obligations françaises .....	28,28	25,58	81,78	21,41
— valeurs étrangères .....	30,83	5,49	—	5,94
— liquidités et divers .....	9,54	9,94	18,22	10,41
Dividende net + avoir (F) mis en paiement le 28 avril 1979 .....	14,20 + 2,57	21,00 + 2,23	66,85 + 8,82	1,23 + 8,38



## Points de repère financiers 1978

Consolidé

(en 10<sup>e</sup> escudos)

	1978	1977
Total des recettes .....	13.500	7.914
Total des dépenses .....	13.258	7.823
Marge brute d'autofinancement .....	1.973	1.692
Bénéfice net .....	210	90
Encaisse et créances sur des banques .....	5.695	6.923
Dépôts à l'étranger .....	3.238	1.915
Effets escomptés et prêts .....	80.167	52.683
Dépôts .....	80.407	53.711
Actif .....	123.912	70.152
Capital fixe .....	2.373	2.348
Salaire et avantages payés au personnel .....	1.690	1.392

NOTRE SUCCÈS EST DU

A NOS CLIENTS

ET AUX EFFORTS

DE NOS 5 194 EMPLOYÉS

## BANCO PINTO & SOTTO MAYOR

Siège : LISBONNE - Rue do Ouro, 23 - Tél. 370261

Apartado 2148 - 1103 LISBOA CODEX



## AFFAIRES

### GRUPE NÉOGRAPHE : LA « S.D.F. » ET SEPT DE SES FILIALES MISES EN CESSATION DE PAIEMENT.

La Société de développement financier (S.D.F.) et sept de ses filiales ont été déclarées, le lundi 23 juillet, en cessation de paiement par M<sup>re</sup> Jacques Pesson, administrateur provisoire (le Monde des 17-18 juin et 21 juillet).

Les filiales concernées sont la S.A. Hélio-Corbel, la S.A. Périodico-Brochage, la S.A.R.L. Nea, le G.I.E. Néographe, les S.A. Encre de Chole, Photographe Convention et Hélio-Nea (à Lille).

De source bien informée, on confirme que le tribunal de commerce de Paris pourrait se prononcer, le jeudi 26 juillet, soit pour la mise en règlement judiciaire, soit pour la liquidation des biens des sociétés. Si, pour l'instant, l'activité ne semble pas devoir être menacée dans cinq filiales, la situation à Photographe Convention et à Hélio-Nea (Lille) semble plus préoccupante pour le personnel. La Fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.) voit en ces mesures « une nouvelle étape du démantèlement du groupe Néographe ».

La F.F.T.L. émet aussi quelques doutes sur la solution adoptée par la société Imprimerie et Éditions Braun, autre filiale de la S.D.F. située à Mulhouse. Comme nous l'indiquons dans nos éditions du 21 juillet, la part du capital (65 %) de cette société, actuellement détenue par la S.D.F., devrait être rachetée par des investisseurs locaux.

Une ordonnance rendue cette semaine dispose que la S.A. Imprimerie et Éditions Braun devrait devenir autonome le 1<sup>er</sup> novembre à condition que le rachat de la participation S.D.F. ait bien lieu.

**ERRATUM.** — Dans notre article consacré à la société du jouet Petitcolin (le Monde du 24 juillet), nous aurions dû imprimer : « le chiffre d'affaires de 100 millions de francs. Outre la garantie de l'important marché public, la entreprise de développer à la fois son « département » casques de moto et son « département jouets ». D'autre part, le nom de la société n'est pas Mutine mais est Inter-venue dans cette affaire a été mal imprimé. Il s'agit de la SOCA-MUPROLOR.

## MONNAIES

### Les attitudes de M. Carter

(Suite de la première page.)

La remarque du « columnist » George Will (dont la notoriété est grandissante) est dénoncée plus qu'un état d'esprit, un fait de civilisation (ou plutôt son contraire). Tout se passe comme si la guerre restait la référence de notre société, qu'elle seule lui fournissait l'occasion de « se dépasser », que pour inviter les hommes au courage, il fallait leur proposer Mars pour modèle, leur désigner un ennemi à combattre — et à vaincre.

M. Carter, à son tour, se montre « churchillien », déjà, en avril 1977, pour présenter à la nation son premier programme énergétique qui allait s'enliser dans les sables du congrès, il n'avait pas craint de comparer l'effort demandé au peuple américain pour économiser le pétrole et créer de nouvelles sources d'énergie à « l'équivalent moral d'une guerre ».

Que l'appel n'ait pas été alors entendu aurait dû convaincre le président qu'il fallait changer, non pas nécessairement de politique, mais de registre. C'est pourtant sur les mêmes images qu'il est revenu le 15 juillet, conviant ses auditeurs à « en-

gager la bataille de l'énergie ». Il n'est pas sûr qu'elles correspondent au genre d'efforts requis qu'exigent les événements du jour. L'action qu'il convient d'envisager est, à maints égards, tant dans son exercice que dans ses objectifs, le contraire de celle qui se dépeint dans la violence. La guerre subordonne tout au but à atteindre, y sacrifiant hommes et richesses matérielles. Il s'agit ici d'épargner et de parvenir à des modes de production plus économiques et de consommation moins frénétiques.

Dans un autre domaine, le souci de la mise en scène semble primer une analyse sans complaisance de la situation (faute de quoi il est impossible de se hasarder à sa hauteur) ; l'attitude, enfin, de politique. Le dollar est à nouveau malade, alors que l'inflation fait rage et que la récession menace d'être sévère (aggravée, mais non causée, par le renchérissement du pétrole, comme le rappelle fort opportunément le bulletin mensuel de juillet de la Citibank).

Survenant dans une telle conjoncture, une nouvelle crise monétaire pourrait avoir, pour les États-Unis et le reste du monde, les conséquences les plus graves. La hausse fantastique de

— l'or + 58 % depuis fin novembre — montre assez l'inquiétude tant des milieux financiers que du public. Il est clair que la Grande-Bretagne — qui a porté le taux d'escompte à 14 % — le Japon qui vient de relever le sien, l'Allemagne fédérale où le loyer de l'argent a doublé depuis le début de l'année, la France, qui a embolisé le pas sans parler d'autres pays moins importants — ne pas se laisser déborder par la nouvelle marée inflationniste. Si les autorités américaines continuent à loucher, il ne peut en résulter qu'une fuite catastrophique devant le dollar.

Remarque M. Michael Bloomberg, qui se remplace par M. William Miller à la tête du département du Trésor ressortit au coup de tête si le changement d'hommes n'est pas rapidement suivi par un changement de politique. La première mesure prise par M. Miller est « dramatiquement » insuffisante. Le relèvement d'un demi-point du taux d'escompte le vendredi 20 juillet n'a eu qu'un effet temporaire sur le marché d'autant que la Banque du Japon augmentait le sien d'un point dès le lundi suivant. Les opérations ont donc continué, ce qui la nouvelle équipe ne sentait pas le danger. Pour le conjurer, il faudrait tout de suite des décisions « héroïques » qui n'ont rien à voir avec l'exercice guerrier de la parole. Mme Thatcher n'a pas attendu — pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne depuis un quart de siècle — que la situation lui échappe pour prendre les mesures qu'il s'imposent.

Les dirigeants américains en retard, en sont encore aux altérations de M. Wilson et de M. Callaghan. Plus ils attendent pour réagir, plus ils courent le risque de faire dégrader la récession en dépression.

PAUL FABRA.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ des + haut	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
\$ E.-U.	4,2975	4,2185	— 75 — 35	— 185 — 85
\$ Can.	3,6180	3,6220	— 75 — 35	— 155 — 85
Yen (100)	1,9890	1,9715	+ 65 + 35	+ 120 + 150
DM	2,3315	2,3390	+ 65 + 35	+ 135 + 155
Florin	2,1215	2,1250	+ 5 + 20	+ 10 + 30
F.S. (100)	14,5190	14,6080	+ 300 + 235	+ 625 + 450
L. (1 000)	2,5890	2,5940	+ 130 + 100	+ 1075 + 400
L. (1 000)	3,1830	3,1790	+ 360 + 300	+ 650 + 300
£ (1 000)	9,7360	9,7435	+ 320 + 340	+ 630 + 335

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	6	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 3/4	7	7 1/2
\$ E.-U.	10/9/16	10/15/16	10/7/8	11/3/16	11/2/8	12/1/16	11/7/16
Florin	3/7/8	3/7/8	3/7/8	3/7/8	3/7/8	3/7/8	3/7/8
\$ Can.	10/10	10/10	10/10	10/10	10/10	10/10	10/10
F.S.	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L. (1 000)	15	15	15	15	15	15	15
L. (1 000)	15	15	15	15	15	15	15
£ (1 000)	15	15	15	15	15	15	15
£ (1 000)	15	15	15	15	15	15	15

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### Matra et la SAT s'affrontent pour le contrôle du premier fabricant français de postes téléphoniques

Deux groupes d'industriels, les Engins Matra et la Société anonyme des télécommunications (SAT), sont sur les rangs pour prendre le contrôle de la société Depape, premier fabricant français de postes téléphoniques. Les négociations durent depuis plusieurs mois, et une solution devrait intervenir au cours des prochaines semaines.

Le groupe Depape (qui contrôle la Société Picard-Lebas) réalise un chiffre d'affaires de 350 millions de francs et emploie plusieurs milliers de personnes, en particulier en Bretagne. Il couvre environ la moitié du marché français des postes d'abonnés, devant la Compagnie générale de constructions téléphoniques (G.C.T.) et Thomson-Erison, qui en détient chacune un cinquième. Le groupe Depape a mis récemment au point, en liaison avec la P.T.T., d'une part, une nouvelle sonnerie pour les postes, d'autre part, un matériel d'abonnés avec un clavier multifréquences, dont les touches peuvent être utilisées non seulement pour composer un numéro, mais aussi comme terminal d'ordinateurs.

La révolution technologique dans l'industrie du téléphone fait que le combiné s'électronise de plus en plus, et c'est précisément cette évolution qui intéresse Matra et la SAT. Le groupe des Signaux, auquel appartient cette dernière société, est spécialisée dans les télécommunications et les automates. Il entend développer ses activités dans la téléphonie, où il fabrique déjà des répondeurs automatiques, des numérateurs, et développe des centres de service à la clientèle. Depape pourrait donc être pour lui « un complément intéressant ».

Les ambitions de Matra dans le domaine de la communication et de la télématique sont connues. Il y a quelques semaines, Matra avait annoncé une prise de participation majoritaire dans Périodico, société spécialisée dans la téléphonie (répondeurs, composés automatiques), qui réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs. Outre la garantie de l'important marché public, la entreprise de développer à la fois son « département » casques de moto et son « département jouets ». D'autre part, le nom de la société n'est pas Mutine mais est Inter-venue dans cette affaire a été mal imprimé. Il s'agit de la SOCA-MUPROLOR.

De la diffusion de programmes, Europe n° 1 s'est tout naturellement porté vers leur production et l'édition au sens large. Ainsi, à côté de diverses publications hebdomadaires, le groupe possède la société Disc AZ qui couvre quelques pour cent du marché français des phonogrammes. De même, Europe n° 1 a ajouté vraisemblablement une branche cinéma. Chez Matra, on a en effet l'intention d'investir dans ce secteur, tant au stade de la production que celui de la distribution. Il ne reste plus qu'à trouver des ouvertures.

### EUROPE N° 1 S'INTERESSE AU CINÉMA

Les ambitions de Matra dans le secteur de la communication ne se limitent pas à l'information et à la télématique. Non seulement la firme fabrique des matériels de communication, mais elle est également placée à l'arrière bout de la chaîne avec sa participation directe de 15 % dans Europe n° 1. Europe n° 1 (auxquels s'ajoutent les 16 % détenus par le groupe Florio).

De la diffusion de programmes, Europe n° 1 s'est tout naturellement porté vers leur production et l'édition au sens large. Ainsi, à côté de diverses publications hebdomadaires, le groupe possède la société Disc AZ qui couvre quelques pour cent du marché français des phonogrammes. De même, Europe n° 1 a ajouté vraisemblablement une branche cinéma. Chez Matra, on a en effet l'intention d'investir dans ce secteur, tant au stade de la production que celui de la distribution. Il ne reste plus qu'à trouver des ouvertures.

## LES MARCHÉS

PARIS  
23 JUILLET

L'or au plus haut  
Marché résistant

L'or en vedette à nouveau, dans les marchés financiers mondiaux, et les investisseurs se sont précipités sur le métal jaune. Le prix du métal a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs semaines.

Sur le marché de l'or, stimulé par la reprise du cours de l'indice de Londres, où tous les records ont été battus à 303,60 dollars l'once, le métal a également battu ses records à Paris, où il a atteint 2 475 F l'once.

Sur le marché de l'or, stimulé par la reprise du cours de l'indice de Londres, où tous les records ont été battus à 303,60 dollars l'once, le métal a également battu ses records à Paris, où il a atteint 2 475 F l'once.

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

23 7	24 7
1 dollar (en yen) ...	214 75 - 215 95

### BOURSE DE PARIS

VALEURS	%	de	VALEURS
1 <sup>re</sup> Cote	2 433		S.P.E.S.
2 <sup>e</sup> Cote	2 370		S.A.P.
3 <sup>e</sup> Cote	2 372		Alcatel
4 <sup>e</sup> Cote	2 374		Alcatel
5 <sup>e</sup> Cote	2 376		Alcatel
6 <sup>e</sup> Cote	2 378		Alcatel
7 <sup>e</sup> Cote	2 380		Alcatel
8 <sup>e</sup> Cote	2 382		Alcatel
9 <sup>e</sup> Cote	2 384		Alcatel
10 <sup>e</sup> Cote	2 386		Alcatel

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50
Alcatel	213 50	213 50	213 50

150 من الأصل



سكوا الأصل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

23 JUILLET

L'or au plus haut  
Marché résistant

L'or en vedette à nouveau, dans un marché calme néanmoins, et les valeurs françaises résistent, telle a été la physionomie de la première séance de la semaine.

Sans doute l'indice majeur a-t-il perdu 0,4 % environ. Mais ce lundi était le dernier du mois bourgeois, et les investisseurs ont profité pour procéder à leurs derniers ajustements : ventes débauchées et allègements de positions spéculatives à la veille de la grande migration d'août.

Autant, parmi les vedettes de ces derniers temps, Mérieux n'a pu être coté, en forte baisse, qu'en fin de séance. En revanche, une autre vedette, l'Ati Liquide, malgré un léger fléchissement, a gardé l'essentiel de sa forte avance. Les grandes valeurs de la cote se sont montrées, par ailleurs, très résistants : globalement, la moyenne des cours en liquidation gagne encore 0,5 %, et de nombreux titres ont retrouvé leur cote d'un mois sur l'autre.

Sur le marché de l'or, stimulé par la rumeur reprise du cours de l'once à Londres, et tous les records ont été battus à 302,50 dollars, le lingot a également battu son record à 42 550 F (+ 500 F), et le napoléon a également battu le sien (379 90 F + 10 000 F), édité le 18 juillet dernier. Les transactions ont néanmoins été fort réduites (150 millions de francs) contre 12,5 millions de francs.

Sur ce marché, actuellement, seule l'effervescence est monnaie courante, par ailleurs, la hausse brutale et spectaculaire.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar en francs	237	247
1 franc en dollars	214 75	213 95

## LONDRES

La nouvelle hausse de la livre sterling...

VALEURS	Cours	Dernier
British Petroleum (L)	12 38	12 38
Shell (L)	12 38	12 38
Esso (L)	12 38	12 38
Amoco (L)	12 38	12 38
Exxon (L)	12 38	12 38
BP (L)	12 38	12 38
Shell (L)	12 38	12 38
Esso (L)	12 38	12 38
Amoco (L)	12 38	12 38
Exxon (L)	12 38	12 38

## NEW-YORK

Le second semestre...

VALEURS	Cours	Dernier
Alcoa (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Amstar (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Armco (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Boeing (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Chrysler (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Eastman (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
Exxon (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
General Motors (N.Y.)	57 1/4	57 1/4
IBM (N.Y.)	57 1/4	57 1/4

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DU PONT DE NEMOURS. Le cours de l'action a été porté de 24 à 25 dollars sur le marché de la Bourse de New York.

Le P&G a annoncé qu'il avait acquis 100 millions de dollars de dette à court terme.

Le P&G a également annoncé qu'il avait acquis 100 millions de dollars de dette à court terme.

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Dernier
NYSE Composite	103,9	103,9
Dow Jones Industrial	103,9	103,9
NASDAQ Composite	103,9	103,9
NYSE 100	103,9	103,9
Dow Jones 100	103,9	103,9
NASDAQ 100	103,9	103,9

## BOURSE DE PARIS - 23 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	251	251
Alstom	251	251
Amoco	251	251
Amstar	251	251
Armco	251	251
Boeing	251	251
Chrysler	251	251
Eastman	251	251
Exxon	251	251
General Motors	251	251

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	251	251
Alstom	251	251
Amoco	251	251
Amstar	251	251
Armco	251	251
Boeing	251	251
Chrysler	251	251
Eastman	251	251
Exxon	251	251
General Motors	251	251

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	251	251
Alstom	251	251
Amoco	251	251
Amstar	251	251
Armco	251	251
Boeing	251	251
Chrysler	251	251
Eastman	251	251
Exxon	251	251
General Motors	251	251

## COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours	Dernier
Alcatel	251	251
Alstom	251	251
Amoco	251	251
Amstar	251	251
Armco	251	251
Boeing	251	251
Chrysler	251	251
Eastman	251	251
Exxon	251	251
General Motors	251	251

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	Cours	Dernier
Alcatel	251	251
Alstom	251	251
Amoco	251	251
Amstar	251	251
Armco	251	251
Boeing	251	251
Chrysler	251	251
Eastman	251	251
Exxon	251	251
General Motors	251	251

## UN JOUR DANS LE MONDE

- DEES**  
EMPLOI : « Pour un pré-lancement européen anti-chômage », par J.-M. Puel ; Réplique de René Lemaire.
- FEUILLETON**
- ÉTATS-UNIS** : le « vote noir » commence à précéder la Maison Blanche.
- AFRIQUE** : les élections générales préparent le retour des civils au pouvoir ; Quel avenir pour l'O.U.A. ?
- ASIE**  
Mécontentement des résultats de la conférence de Genève, le Malaisie continuera à renvoyer les bateaux de réfugiés.
- EUROPE**  
**ROUMANIE** : après la condamnation d'un prêtre à dix ans de prison, les autorités semblent décidées à briser la contestation ; La visite de M. François-Poncet à Berlin-Est.
- PROCHE-ORIENT**  
Washington condamne les raids israéliens au Sud-Liban.
- POLITIQUE**  
Le débat sur la « nouvelle droite ».

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGE 9  
De nouvelles thérapeutiques du cancer, par Bernard Serou et Claude Bensussan ; Après la série d'accidents hospitaliers, le point de vue, par Jean-Marc Simon.

- SOCIÉTÉ**  
CROQUIS D'ÉTÉ : restaurant.
- JUSTICE**  
Après l'émission « Radio-Riposte » du P.S. : un ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature est l'objet de poursuites disciplinaires.
- EDUCATION**  
Enquête sur les jeunes et le travail : le plaisir avant l'argent ; L'enseignement des mathématiques : « Une pompe qui se dégonfle », point de vue par Marcel Berger.
- RELIGION**  
La conférence « Science et foi » de Cambridge.
- SCIENCES**  
Le projet de réforme du C.N.R.S. ; La France propose un aménagement du monopole d'approvisionnement d'Eurocom.
- LEÇON D'HONNEUR**
- SPORTS**  
VOLLEY-BALL : les grandes manœuvres avant les championnats d'Europe.
- CULTURE**  
La culture et l'État (II), par Thomas Ferec ; FESTIVALS : au tour dans le « off » à Avignon ; Roman et Juliette » à Carpentras ; DANSE : animations de rues à Aix.
- MODÈS DU TEMPS**  
Collections d'hiver : en fourrure et en laine.
- RÉGIONS**  
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : sur le littoral méditerranéen : ces arbres qui la mer assassine ; POITOU-CHARENTES : M. d'Ornano bloque la construction de l'autoroute péniplénique de Poitiers.
- EQUIPEMENT**  
TRANSPORTS : la Compagnie générale maritime et l'État signent un contrat de deux ans ; Point de vue par Yves Rochas : Solution de facilité.
- ÉCONOMIE**  
AGRICULTURE : les éleveurs français de moutons s'inquiètent des projets de la commission européenne.

- 21-22. ÉCONOMIE**  
AGRICULTURE : les éleveurs français de moutons s'inquiètent des projets de la commission européenne.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14)  
Annonces classées (17 à 19)  
Carnet (15) : Aujourd'hui (15)  
« Journal officiel » (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13) ; Bourse (22).

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1979 a été tiré à 540 177 exemplaires.

A B C D E F G

## L'armée maintient sa pression contre les autonomistes kurdes

Téhéran (U.P.I., Reuter, A.F.P.). — L'armée iranienne maintient sa pression contre les autonomistes kurdes au nord-ouest de l'Iran, près de la frontière turque. Le siège de la gendarmerie de Sero a été levé dimanche (le Monde du 24 juillet), mais les combattants kurdes ont toujours leurs positions autour de cette localité. Selon l'agence U.P.I., pour pouvoir dégager la route reliant Sero à Oummeih, les forces iraniennes ont obtenu d'Ankara l'autorisation de pénétrer en Turquie pour rentrer en Iran par une autre route, permettant ainsi à reverser les forces kurdes. Le général Falaheh, commandant des troupes iraniennes, a déclaré lundi que ses unités étaient en action dans les environs du col stratégique de Qaleh Bessar, sur la route menant à Sero. La 54<sup>e</sup> division a lancé lundi une sévère mise en garde à l'adresse des combattants kurdes en les qualifiant de « agents du stalinisme et de l'impérialisme ».

On relève à Téhéran que l'offensive militaire contre les Kurdes coïncide avec le limogeage du chef de l'état-major, le général Farbod, remplacé samedi par le général Hussein Chaker. Le ministre de la Défense, le général Taghi Riahi (1), souhaitait depuis plusieurs semaines une intervention de l'armée pour que soit assuré à nouveau le contrôle des régions kurdes. Le général Farbod devait de son côté expliquer, en annonçant sa « démission », qu'il s'était opposé à toute intervention contre le peuple kurde.

En outre, William Clairborne, secrétaire d'État américain, a déclaré que les déplacements de troupes dans les différentes provinces pour y maintenir l'ordre, « ne sont pas une armée libre et démocratique qui ne prendra jamais les armes contre le peuple », estimant qu'il n'avait pas atteint son objectif. Le général Chaker, ne partageant apparemment pas les thèses de son prédécesseur.

(1) Contraintement à ce que nous avions écrit par erreur dans le Monde daté du 23-24 juillet, le général Riahi est maintenant au poste de ministre de la Défense.

## Mille deux cent trente et un détenus politiques ont été libérés

D'autre part, mille deux cent trente et un détenus politiques, incarcérés à Téhéran depuis la fin de la révolution en février, ont été libérés sous caution sur l'assurance du tribunal islamique de la capitale. Aucun chiffre n'a été révélé, de source officielle, sur le nombre total des arrestations de « contre-révolutionnaires » à Téhéran, mais, selon des sources autocrates, il serait d'environ deux mille.

Le ministre de l'orientation nationale a averti lundi l'envoyé spécial du Washington Post à Téhéran, William Clairborne, qu'un nouveau code de la presse limitait les déplacements des journalistes étrangers et qu'il ne pourrait quitter désormais Téhéran sans avoir reçu au préalable une autorisation du gouvernement.

En outre, William Clairborne, secrétaire d'État américain, a déclaré que les déplacements de troupes dans les différentes provinces pour y maintenir l'ordre, « ne sont pas une armée libre et démocratique qui ne prendra jamais les armes contre le peuple », estimant qu'il n'avait pas atteint son objectif. Le général Chaker, ne partageant apparemment pas les thèses de son prédécesseur.

(1) Contraintement à ce que nous avions écrit par erreur dans le Monde daté du 23-24 juillet, le général Riahi est maintenant au poste de ministre de la Défense.

## Au Brésil

### LE DÉBAT SUR LE PROJET D'AMNISTIE

#### Les tortionnaires, mais pas les terroristes...

Quatorze prisonniers politiques ont commencé, dimanche 22 juillet, une grève de la faim, à Rio-de-Janeiro, pour protester contre le projet d'amnistie politique du gouvernement. Ils reprochent à ce texte d'exclure les condamnés pour actions terroristes.

De notre correspondant

Sao-Paulo. — Peut-on à la fois exclure d'une amnistie les personnes condamnées pour terrorisme et y inclure les tortionnaires ? Telle est la question qui domine l'actualité brésilienne sur le projet d'amnistie présenté le 27 juin par le président Figueiredo, et qui doit être voté par le Congrès au début du mois de septembre.

Sous la pression des militaires, le chef de l'État avait décidé de ne pas étendre le bénéfice de cette mesure aux personnes condamnées pour « crimes de terrorisme », affirmant qu'il s'agissait de « crimes contre l'humanité ». Mais il semble difficile de ne pas qualifier aussi de cette manière les tortures de prisonniers politiques qui ont été commises après 1964. Or, une disposition, d'abord passée inaperçue, du projet d'amnistie, qui l'étend aux « crimes de toute nature liés aux crimes politiques », semble viser implicitement à accorder le pardon aux tortionnaires qui, du reste, n'ont jamais été inquiétés.

Dans les milieux militaires, on affirme que les « accidents » survenus dans les prisons correspondent à la période de la guérilla, donc à une situation exceptionnelle. Ce à quoi les opposants rétorquent que l'on peut en dire autant à l'origine des actes de terrorisme qui ont eu lieu lorsque pratiquement tous les moyens normaux d'opposition politique étaient impossibles.

D'autres points du projet d'amnistie restent peu clairs. Sera-t-elle appliquée automatiquement aux personnes « désignées », notamment les étudiants et les syndicalistes ? L'actuelle législation prévoit toujours que les leaders ouvriers dont le mandat a été cassé, ou qui sont plusieurs milliers dans ce cas depuis 1964) ne pourront plus jamais exercer de fonctions d'administration au sein de leurs organisations. Des peines semblables ont été supprimées, en janvier dernier, pour les dirigeants politiques. Personne, ni au sein du parti gouvernemental (ARENA) ni dans le parti d'opposition toléré, le M.D.B., ne s'est guère préoccupé de cette différence de traitement.

Un autre problème à propos duquel l'ordre des avocats du Brésil entend lancer une campagne est celui du refus opposé pour des raisons idéologiques, à l'embauche de certains candidats à des fonctions administratives ou académiques. Nombre de personnes qui bénéficieraient de l'amnistie risquent d'être atteintes par cette mesure qui les empêchera de retrouver du travail et de réaliser cette réintégration dans la société brésilienne qui est l'objectif proclamé du projet d'amnistie.

THIERRY MALINIAC.

## CAPELOU

ELEMENTS  
De nombreuses combinaisons sont possibles avec nos ensembles. Rangements, armoires-étagères, bibliothèques, dressings, secrétaires, vitrines, etc. Les plus belles et les plus pratiques sont à votre disposition. Nos éléments sont traités en VERITABLE BOIS (chêne ou hêtre) et sont garantis. CREDIT FACILE.

37, av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro : Paimpol - Parking assuré  
TEL. 357.46.35

## SCIENCE & VIE

Allergies : UN REMÈDE SIMPLE

N° AOÛT en vente chez votre marchand de journaux

## En Afghanistan

### WASHINGTON

#### VA ÉVACUER LES FAMILLES DES DIPLOMATES AMÉRICAINS

Washington (A.F.P.). — Le gouvernement américain a décidé d'évacuer les familles de ses diplomates en poste à Kaboul en raison de l'insécurité croissante dans ce pays, a indiqué lundi 23 juillet le porte-parole du département d'État. Cette évacuation, décidée à titre de précaution, interviendra au cours des prochaines semaines et concernera une centaine de personnes. Quarante-huit membres du personnel de l'ambassade américaine en Afghanistan resteront à Kaboul une fois l'opération terminée.

Le porte-parole a toutefois souligné que cette mesure n'était pas définitive et que les familles des diplomates retourneraient à Kaboul dès que la situation le permettrait.

La décision du gouvernement américain n'est en rien liée aux récentes confirmations de la poursuite des exécutions sommaires dans la prison centrale de Kaboul, off-on en privé à Washington. Selon des indications de bonne source, trois mille prisonniers ont en effet été exécutés au cours des derniers mois.

En revanche, cette mesure est la conséquence directe de l'accroissement de l'insécurité générale due à l'activité des tribus rebelles contre le régime de M. Taraki.

Depuis la mort, en février, de l'ambassadeur, pris en otage par des guérilleros et tué lors de l'opération de police menée pour le délivrer, le gouvernement américain n'a pas renvoyé d'ambassadeur à Kaboul, n'ayant pu s'entendre avec le régime de M. Taraki sur la violation constante des droits de l'homme par le régime.

## En Ouganda

### LA MOITIÉ DU CONTINGENT TANZANIE SERAIT RAPATRIÉE

Les présidents Nyerere et Binaisa assisteront, mercredi 25 juillet, aux cérémonies marquant, sur le territoire tanzanien, le retrait d'une partie du contingent tanzanien stationné en Ouganda. Ces rapatriements, qui affecteront la moitié des cinquante soldats tanzaniens par Dar-Es-Salaam pour renverser le maréchal Amin, ont lieu au moment où les autorités ougandaises sont parvenues à enrayer une grave crise armée déclenchée par les soldats tanzaniens qui ont pris le contrôle de la capitale, Kampala. Pour protester contre la criminalité en Ouganda — dont les militaires tanzaniens seraient en partie responsables — de nombreux commerçants et fonctionnaires avaient, en effet, répondu aux mots d'ordre de grève de partisans de l'ancien président Lule.

À Dar-Es-Salaam, le retour des « soldats victorieux » semble préoccuper les autorités, qui ont pris des mesures de contrôle et de démobilisation afin d'éviter que ces « soldats-citoyens » ne soient impliqués dans le pillage de l'Ouganda, quand ils n'y ont pas participé, ne créent des incidents, tant de prévention et de sécurité accueillie avec satisfaction cette nouvelle réglementation, tout en soulignant que la plupart des sociétés qui se regroupent s'appuient déjà peu ou prou.

## NOUVELLES BRÈVES

● Ratification du Tokyo Round par le Sénat américain. — Le Sénat américain a ratifié, par 80 voix contre 4, un nouvel accord commercial international qui établit de nouvelles règles pour les importations et exportations américaines.

Ce texte est le résultat du Tokyo Round de 1979 consacré aux accords commerciaux multilatéraux de dix ans, qui réduira d'un tiers en moyenne les droits de douane sur les produits industriels et agricoles.

● Une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a quitté Paris lundi 22 juillet pour se rendre au Japon. Conduite par M. Jean Seitzinger (U.D.F.), vice-président de la commission, et composée de MM. Yves Guénou (R.F.R.), Gabriel Fauriol (app. U.D.F.), Fernand Marin (R.C.), et Georges Lemoine (P.S.), cette délégation a pour objectif d'étudier les relations franco-japonaises, notamment dans les domaines économique et culturel.

● Deux militants corses défilés devant la Cour de sûreté de l'État. — Interpellés après l'attentat commis dans la nuit du 17 au 18 juillet contre la villa de M. Gérard Guillaud, procureur général près la cour d'appel de Bastia (le Monde du 19 juillet), MM. Noël Pantalacci, vingt-sept ans, d'Ajaccio, et Joseph Grassiani, vingt-neuf ans, de Bastia, ont été transférés, mardi 24 juillet, à Paris afin de comparaître devant M. Jacques Seguin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État.

Bonnus réversibles 6 poch. 249 F  
Ensembles bonnuso-pantalons 279 F  
Costumes été 566 F

COSTUMES  
MESURE  
à partir de 898 F dans un choix de 3.000 draperies  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS DAME SUR MESURE  
Prêt-à-porter Homme

Service retouches  
Boutique Femme  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de la République, PARIS (10<sup>e</sup>)  
TEL. 742-75-61

OUVERT EN AOÛT  
mardi, mercredi, jeudi  
de 10 h. à 18 h.

## RÉUNION PARITAIRE A PARIS

### Le conflit des dockers entraîne de sérieuses difficultés économiques à la Martinique

Une commission paritaire devait réunir, ce mardi 24 juillet, à Paris, les représentants de la fédération C.G.T. des ports et docks et de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), pour tenter de mettre un terme au conflit qui, depuis décembre dernier, a paralysé à plusieurs reprises les ports français ou d'outre-mer, avec parfois des conséquences graves pour l'économie locale.

C'est ainsi qu'à la Martinique l'activité du port de Fort-de-France est pratiquement interrompue depuis le 19 juillet. De nombreux bateaux sont repartis avec leur cargaison, d'autres ont été détournés sur l'île de la Barbade. Un pont aérien a été mis en place en fin de semaine, par les importateurs, entre la Floride et la Martinique. Le fret aérien, plus cher, a fait tripler les prix des denrées de première nécessité.

D'autre part, la rupture des stocks de matières premières des petites industries pourrait entraîner dans les prochains jours la mise au chômage technique de plusieurs centaines d'ouvriers, déclarent les milieux patronaux.

En revanche, comme nous le signale notre correspondant Maurice Botbol, après douze jours de grève qui ont paralysé entièrement l'activité du port de la Pointe des Galets, les dockers de la Réunion ont repris le travail, ce mardi. L'arrivée dans le port d'un

## A Paris

### DES SIDÉURGISTES DE LONGWY BLOQUENT LES PORTES DE L'UNION DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MINIÈRES

Alors même que leur fédération s'apprête à signer au siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), la nouvelle convention sociale de la métallurgie, les militants C.F.D.T. de Longwy (Meurthe-et-Moselle), venus à Paris, ont réaffirmé mardi 23 juillet, leur volonté de « continuer la lutte avec les sidérurgistes, mais aussi avec tous les travailleurs et l'ensemble de la population du Pays lorrain ».

Vers midi, une quinzaine d'entre eux ont cadenassé les portes du siège de l'U.I.M.M., 16, avenue de Wagram. Des forces de police sont immédiatement intervenues et ont entrepris de démonter les chaînes.

Par ailleurs, les délégués de Longwy ont annoncé qu'ils s'opposeraient à la fermeture de l'usine de la Chaux en maintenant, durant l'été, les hauts fourneaux « en veilleuse ».

## NOUVELLE RÉGLEMENTATION POUR LA PROTECTION DES TRANSPORTS DE FONDS

Le ministre de l'Intérieur vient de fixer, par un décret publié au Journal officiel du samedi 21 juillet, la nouvelle réglementation pour la protection des transports de fonds. Désormais, à partir de 200 000 F, les fonds publics et privés seront transportés dans des fourgons blindés spécialement équipés et contrôlés par les services techniques du ministère de l'Intérieur.

À bord des fourgons, l'équipage sera composé d'au moins trois hommes (conducteur compris). Le personnel sera autorisé à porter une arme à feu, à condition qu'il soit muni d'une licence d'armement délivrée par le préfet de la préfecture.

Les entreprises de transports de fonds disposent d'un délai d'un an pour s'adapter à la nouvelle réglementation. Les contrevenants seront punis d'une peine d'emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 600 F à 1 000 F.

Au mois de février dernier (le Monde du 8 février), les convoyeurs de fonds avaient observé une journée de grève après la mort de deux d'entre eux au cours d'un hold-up. La Fédération française des organisations de prévention et de sécurité accueillie avec satisfaction cette nouvelle réglementation, tout en soulignant que la plupart des sociétés qui se regroupent s'appuient déjà peu ou prou.

## LA TRAJECTOIRE D'UN FASCISTE FRANÇAIS BRIEUX

« ... Un document d'une rare puissance, impressionnant par sa rareté... » Jean Clément.

« LE CANARD ENCHAÎNÉ »  
« Qu'est-ce qu'un soldat ? Impossible de lire ce livre sans se poser dix fois cette question... Un document parfois insupportable... » (LE POINT)

« Le personnage n'a fait qu'obéir à une « enfance de chef » comme l'a définitivement filé Sartre, à une revanche de fils de crémier « Croix de feu » mêlé à la noblesse de Neuilly et à sa passion du tyrolienne... »

Bertrand Poirot-Delpech, (LE MONDE)

« Une terrible reconstitution qui se lit d'une traite, avec horreur... » Bernard Chepoux, (V.S.D.)

éditions rupture  
DÉPÔT LÉGISLATIF  
22, rue Rembrandt - 75005 PARIS

## Attention à Cannes contre le chef de l'organisation palestinienne pro-syrienne

LIRE PAGE 24

## La France écartée de l'Europe des armements

Pour la troisième fois en quatre ans, la France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.

La France, en décidant de ne pas rejoindre les États-Unis ses homologues européens, a décidé de ne pas rejoindre l'Europe des armements.